

# RAPPORT DE LA MISSION D'ENQUÊTE DU CCBE

du 10 au 12 juillet 2013 à Kiev, en Ukraine

## Table des matières

À propos du CCBE .....	2
Résumé.....	2
Rapport de la mission .....	3
A. Aperçu du contexte .....	3
B. Objectifs de la mission d'enquête du CCBE .....	3
C. Mission d'enquête du CCBE à Kiev du 10 au 12 juillet 2013 .....	4
D. Sujets principaux de la mission.....	4
I. Congrès constitutif et conférences régionales constitutives.....	4
II. Enregistrement du barreau et organisation d'un congrès extraordinaire .....	7
III. Procédures et décisions disciplinaires .....	9
E. Conclusions et recommandations des experts du CCBE .....	11
I. Le congrès constitutif et les conférences constitutives régionales .....	11
II. L'autorégulation et l'indépendance de la profession .....	12
III. La conduite de procédures disciplinaires .....	14
IV. Remarques finales .....	15
F. Annexes.....	15

## À propos du CCBE

Fondé en 1960, le Conseil des barreaux européens (CCBE) représente les barreaux de 32 pays membres et 12 pays associés et observateurs, soit plus d'un million d'avocats européens.

Le CCBE représente les barreaux européens dans leurs relations avec les institutions européennes et internationales. Il assure également la liaison auprès de la Cour européenne de justice et la Cour européenne des droits de l'homme, qui ont toutes deux accepté l'intervention du CCBE dans des affaires pour y représenter les intérêts de la profession d'avocat en Europe.

Depuis sa création, le CCBE est le porte-parole des avocats européens et défend au premier rang les principes juridiques sur lesquels reposent la démocratie et l'État de droit<sup>1</sup>.

## Résumé

À la suite de préoccupations liées à la mise en place d'un nouveau barreau national ukrainien et des récentes procédures et décisions disciplinaires à l'encontre des avocats en Ukraine, relayées auprès du Conseil des barreaux européens (CCBE), le CCBE a envoyé une mission à Kiev, en Ukraine, du 10 au 12 juillet 2013 afin de se pencher sur ces préoccupations.

Pendant la mission, les experts du CCBE ont notamment entendu parler des problèmes rencontrés lors des conférences régionales constitutives l'an dernier ainsi que lors du congrès constitutif national (un certain nombre d'avocats ont indiqué, par exemple, qu'ils n'étaient pas en mesure de participer à ces réunions). Les experts ont également reçu des informations sur les procédures et les décisions judiciaires à l'encontre des avocats (une ordonnance judiciaire a interdit à certains avocats de s'exprimer publiquement sur les événements relatifs aux conférences constitutives régionales ou au congrès constitutif ou d'organiser un congrès extraordinaire). Les experts du CCBE ont également entendu parler des récentes procédures et décisions disciplinaires qui ont mené à la radiation et la suspension d'avocats (en raison de leur autonomie administrative, par exemple).

Les experts du CCBE n'ont pas pu recueillir toutes les informations souhaitées, ni vérifier les renseignements factuels qu'ils ont reçus. Ils souhaitent cependant, les informations dont ils disposent à l'appui, émettre les commentaires suivants:

- 1) Les experts du CCBE souhaitent préciser que les événements liés à l'instauration du barreau en Ukraine suscitent de nombreuses questions et controverses.
- 2) Les experts du CCBE encouragent fortement une évaluation méticuleuse de tous les incidents impliquant des problèmes d'accès aux salles de conférence/ congrès (tant au niveau régional que national) ainsi que de toute violence physique à l'égard des avocats. Ils recommandent également d'analyser tous les problèmes relatifs à l'organisation de ces événements (y compris les quotas de participation). Selon les experts du CCBE, une solution possible afin de réconcilier la division au sein de la profession d'avocat est d'organiser un nouveau Congrès.
- 3) Les experts du CCBE se demandent sérieusement si les principes fondamentaux, à savoir l'autorégulation et l'indépendance de la profession, sont garantis. Les décisions des tribunaux ukrainiens signalées au CCBE semblent ne pas tenir compte de ces principes essentiels des démocraties reposant sur l'État de droit. Les avocats doivent avoir le droit de

---

<sup>1</sup> For more information about the CCBE, click [here](#).

s'exprimer et de se réunir librement. Les autorités ukrainiennes ainsi que les autres parties prenantes devraient donc analyser tous les doutes concernant l'indépendance de la profession d'avocat et prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir l'indépendance de la profession d'avocat.

- 4) Les procédures et décisions disciplinaires prises récemment à l'encontre des avocats ne répondent pas aux normes européennes selon les experts du CCBE. Ils ne considèrent pas que les actions et les activités des avocats (dont la participation aux réunions du conseil du barreau) doivent constituer des fautes disciplinaires susceptibles de sanctions. Ils s'inquiètent également des procédures disciplinaires menées en l'absence de l'avocat concerné.
- 5) Les experts du CCBE sont convaincus que seuls les avocats ukrainiens, si nécessaire avec le soutien de la communauté internationale, peuvent et doivent trouver une solution pour le fonctionnement efficace d'un barreau national.

## Rapport de la mission

(Le rapport repose sur les renseignements que le CCBE a reçus avant, pendant et après la mission<sup>2</sup>.)

### A. Aperçu du contexte

Depuis que l'[Union des avocats d'Ukraine](#) est devenue membre observateur du CCBE en 2003, le CCBE suit de très près les efforts visant à la création d'un barreau professionnel unifié en Ukraine selon l'engagement pris lorsque l'Ukraine a adhéré au Conseil de l'Europe en 1996. Le CCBE a souligné à plusieurs reprises aux autorités ukrainiennes l'importance de créer un cadre permettant de mettre en place un barreau national indépendant et autonome, et a également offert son assistance dans ce processus.

Après des années de discussion, le parlement ukrainien a adopté le 5 juillet 2012, la «loi sur le barreau et l'activité de l'avocat» (n° 5076-VI) (ci-après « la Loi »), qui prévoit la mise en place d'un tel barreau professionnel unifié<sup>3</sup>. L'article 45 de la loi prévoit ce qui suit: «*L'Association nationale des avocats d'Ukraine est une organisation professionnelle non gouvernementale à but non lucratif réunissant tous les avocats d'Ukraine et assurant l'exécution des tâches d'autorégulation du barreau*».

Le congrès constitutif du barreau devait se tenir le 17 novembre 2012.

### B. Objectifs de la mission d'enquête du CCBE

L'instauration du nouveau barreau, et tout particulièrement les événements entourant le congrès constitutif prévu le 17 novembre 2012, ont suscité de vives inquiétudes au sein d'une partie de la profession d'avocat en Ukraine. Ces préoccupations ont été portées à l'attention du CCBE.

---

<sup>2</sup> À la suite de sa mission, le CCBE a demandé par écrit à Vladimir Vysotsky, l'ancien président de la Haute Commission à la qualification du barreau du cabinet des ministres, et à Lidiya Izovitova, la responsable du nouveau barreau d'Ukraine, un complément d'informations ainsi que des clarifications. Vladimir Vysotsky a fourni des informations supplémentaires au CCBE, qui n'a à ce jour reçu aucune information de la part du nouveau barreau.

<sup>3</sup> Le CCBE a reçu une traduction de la Loi en anglais. Celle-ci est disponible en annexe.

Le représentant du CCBE au congrès constitutif, Ranko Pelicarić, a également signalé la présence de graves problèmes le jour du congrès, le 17 novembre 2012 : de nombreux délégués du congrès n'ont pas été autorisés à entrer dans la salle du congrès qui avait été louée à l'hôtel Rus. Ces délégués se sont finalement réunis dans un autre bâtiment, le cinéma Panorama, où ils ont tenu leur congrès.

À la lumière du rapport de Ranko Pelicarić et d'autres renseignements que le CCBE a reçus après le congrès, dont une demande d'aide de l'ancien président de la Haute Commission à la qualification, Vladimir Vysotsky, le CCBE a estimé qu'il était important de se pencher sur les questions relatives à la mise en place du nouveau barreau. Après tout, le développement de la profession d'avocat en Ukraine suscite l'intérêt et les préoccupations du CCBE depuis ces dix dernières années.

### **C. Mission d'enquête du CCBE à Kiev du 10 au 12 juillet 2013**

La délégation du CCBE comprenait les personnes suivantes:

- Rytis Jokubauskas, le vice-président du comité [PECO du CCBE](#)<sup>4</sup>;
- Ranko Pelicarić, le vice-président du comité [PECO du CCBE](#);
- Sieglinde Gamsjäger, la conseillère juridique du secrétariat du CCBE responsable du comité [PECO](#)

Au cours de la mission, la délégation du CCBE a rencontré les acteurs suivants:

- *l'American Bar Association*;
- le Conseil de l'Europe;
- des avocats ukrainiens (dont Vladimir Vysotsky);
- le barreau national ukrainien (dirigé par Lidiya Izovitova);
- le ministère de la justice ukrainien.

### **D. Sujets principaux de la mission**

#### **I. Congrès constitutif et conférences régionales constitutives**

##### **i. Dispositions prévues dans la Loi**

La Loi prévoit que l'Association nationale des avocats d'Ukraine est créée lors du congrès des avocats d'Ukraine<sup>5</sup>.

Le congrès constitutif des avocats d'Ukraine représente les délégués élus dans les conférences constitutives régionales des avocats<sup>6</sup>.

Des conférences constitutives régionales ont lieu dans la République autonome de Crimée, dans les 24 oblasts d'Ukraine ainsi que dans les villes de Kiev et de Sébastopol. Les conférences constitutives régionales doivent être composées des avocats ayant obtenu le certificat d'aptitude à la profession d'avocat dans la région concernée. La responsabilité de l'appui organisationnel et technique des conférences constitutives régionales des avocats repose sur les commissions de qualification et de discipline au niveau régional. La Haute Commission à la qualification du barreau

<sup>4</sup> Le [comité PECO](#) est le comité du CCBE qui suit de plus près l'évolution des pays de la stratégie PECO, dont l'Ukraine : il vise à promouvoir l'État de droit et à soutenir le processus de réforme législative en Europe centrale et orientale.

<sup>5</sup> Voir l'article 45, paragraphe 4 de la Loi.

<sup>6</sup> Voir la section X de la Loi « Dispositions transitoires ».

du cabinet des ministres veille à placer une annonce indiquant la tenue de chaque conférence constitutive régionale des avocats sur son site officiel.

Les conférences constitutives régionales élisent des délégués au congrès constitutif, «à raison d'un délégué par centaine d'avocats ayant obtenu le certificat d'aptitude à la profession d'avocat sur décision de la commission de qualification et de discipline du barreau de la région concernée (...), en comptant au moins cinq délégués de chacune des régions»<sup>7</sup>.

La responsabilité de l'appui organisationnel et technique du congrès constitutif des avocats d'Ukraine repose sur la Haute Commission à la qualification du barreau du cabinet des ministres de l'Ukraine. Les membres de la Haute Commission à la qualification prennent part au congrès constitutif en y disposant du droit de vote.

Le congrès est réputé compétent si plus de la moitié des délégués représentant la majorité des conférences régionales des avocats prend part à ses travaux<sup>8</sup>.

## ii. Problèmes rapportés

Le vice-président du comité PECO, Ranko Pelicarić, qui a été désigné par le CCBE pour participer au congrès constitutif le 17 novembre 2012, a rapporté que, le jour du congrès, de nombreux délégués du congrès élus n'ont pas été autorisés à entrer dans la salle du congrès qui avait été louée à l'hôtel Rus. Ces délégués se sont finalement réunis dans un autre bâtiment, le cinéma Panorama, où ils ont tenu leur congrès. Ranko Pelicarić a décidé d'assister au congrès auquel Vladimir Vysotsky a participé (c'est-à-dire au cinéma Panorama) car c'est Vladimir Vysotsky qui avait envoyé l'invitation au CCBE en tant que président de la Haute Commission à la qualification du barreau du cabinet des ministres<sup>9</sup> (comme indiqué ci-dessus, la Loi prévoit que la Haute Commission à la qualification fournit le soutien organisationnel et technique au congrès constitutif<sup>10</sup>). En conséquence, deux congrès ont eu lieu le 17 novembre 2012, et tous deux ont tenu des élections et adopté des règlements nécessaires à la mise en place d'un nouveau barreau.

Pendant la mission, les représentants du CCBE ont appris que les problèmes survenus lors du congrès constitutif du 17 novembre 2012 étaient liés à des problèmes déjà présents lors des élections au niveau régional dans les mois après l'entrée en vigueur de la Loi, le 16 août 2012, et avant la tenue du congrès constitutif. Le représentant du CCBE envoyé au congrès constitutif, Ranko Pelicarić, n'était pas au courant de l'étendue et de l'ampleur des problèmes précédant le congrès constitutif jusqu'à ce qu'il en entende parler lors de la mission d'enquête.

Au cours de la mission, les délégués du CCBE ont recueilli notamment les informations suivantes:

- Un grand nombre d'avocats ont indiqué qu'ils n'avaient pas été autorisés à entrer dans la salle de congrès de l'Hôtel Rus, que des vigiles embauchés pour l'occasion contrôlaient l'entrée de la salle du congrès et les ont empêchés d'y participer, qu'il avait été dit à certains avocats que leur nom ne figurait pas dans la liste des délégués élus du congrès, et que certains avocats avaient même été frappés;

Les représentants du nouveau barreau national ukrainien ont déclaré qu'aucun vigile n'avait été spécialement embauché à l'hôtel Rus, ce qui aurait été impossible puisque l'hôtel disposait de

<sup>7</sup> Voir le paragraphe 5 de la section X de la Loi « Dispositions transitoires ».

<sup>8</sup> Article 54, paragraphe 6 de la Loi.

<sup>9</sup> Vladimir Vysotsky a été président de la Haute Commission à la qualification du barreau du cabinet des ministres du 23 novembre 2007 au 19 novembre 2012. Des informations concernant les tâches de la Haute Commission à la qualification se trouvent dans *The Legal Profession in Ukraine* de Vassili Kukharchyk et Maryana Kulya (avril 2008), disponible [ici](#).

<sup>10</sup> Sous-section 5 de la section X de la Loi.

son propre personnel de sécurité et n'aurait pas permis la présence d'autres au sein de l'établissement, que l'entrée de la salle du congrès avait été contrôlée par des délégués «désignés»<sup>11</sup> (Vladimir Vysotsky souhaitait que des étudiants contrôlent l'entrée de la salle de congrès, mais cette idée n'avait pas été jugée convenable), qu'en réalité, tous les délégués (pour autant qu'ils figuraient sur la liste des délégués élus du congrès) auraient pu participer au congrès, mais que certains délégués avaient toutefois décidé de ne pas y participer à l'hôtel Rus mais au cinéma Panorama ou avaient été «mal informés» du lieu du congrès ou «convaincus» de participer au congrès au cinéma Panorama;

- D'après les avocats présents au cinéma Panorama, seule une minorité de délégations était présente au congrès tenu à l'hôtel Rus; cependant, les représentants du nouveau barreau national ukrainien ont indiqué qu'un nombre suffisant de délégations étaient présentes pour que le congrès de l'hôtel Rus soit légitime;
- Vladimir Vysotsky a rapporté qu'il n'a pas été autorisé à entrer dans la salle de congrès de l'hôtel Rus alors qu'il en avait le droit en tant que président de la Haute Commission à la qualification (laquelle était responsable de l'organisation du congrès); au moins 22 membres de la Haute Commission à la qualification des régions n'ont pas non plus été autorisés à entrer dans la salle de congrès de l'hôtel Rus ; c'est également pour cette raison que Vladimir Vysotsky a appelé la police<sup>12</sup> (qui n'est toutefois pas intervenue); certains ont indiqué que Vladimir Vysotsky ne voulait pas participer au congrès à l'hôtel Rus sachant que l'issue du congrès ne lui serait pas favorable [il se présentait au poste de président du nouveau barreau] et qu'il avait alors décidé de rassembler les avocats au sein d'un congrès «alternatif»;
- Les représentants du nouveau barreau national ukrainien ont fait remarquer que Vladimir Vysotsky a fait des propositions relatives à l'organisation du congrès constitutif qui ont été considérées comme «peu justes» ou «allant dans son intérêt personnel», que certaines questions ont été portées devant les tribunaux et que les décisions de justice rendues dans ces affaires devraient soutenir leur point de vue;<sup>13</sup>
- De nombreux avocats ont affirmé qu'ils n'avaient pas été en mesure de participer aux conférences constitutives régionales, que les salles de congrès avaient été contrôlées par des vigiles recrutés pour l'occasion leur en interdisant l'accès, que n'ayant pas été autorisés à pénétrer dans la salle du congrès, ils avaient organisé des réunions «alternatives»; certains ont indiqué que dans leur *oblast* seule une partie des avocats a été en mesure de participer à des conférences constitutives régionales (en raison de quotas de participation, tels que un avocat sur cinq); ils ont indiqué qu'une telle procédure n'aurait pas été conforme à la Loi qui prévoit que tous les avocats de la région prennent part à la conférence régionale constitutive;<sup>14</sup> en outre, le nombre total d'avocats n'était pas vraiment connu dans les régions en l'absence de registre unifié et il aurait donc été impossible d'avoir recours à des quotas de participation;

Les représentants du nouveau barreau national ukrainien ont indiqué qu'aucun vigile n'était présent aux conférences régionales, qu'en effet dans certains *oblasts* tous les avocats n'avaient pas été admis au congrès constitutif régional parce que dans certaines régions les avocats sont très nombreux: il aurait été impossible de trouver une salle de congrès pouvant accueillir, par exemple, 2 000 avocats ou davantage, donc les organismes régionaux ont adopté des mesures

<sup>11</sup> Après la mission, le CCBE a écrit au nouveau barreau et a demandé entre autres qui avait désigné ces délégués. Le CCBE n'a pour l'heure reçu aucune réponse à cette question.

<sup>12</sup> La rencontre de Vladimir Vysotsky avec la police a été enregistrée et mise sur [YouTube](#).

<sup>13</sup> Le CCBE n'a pas de copie de ces décisions judiciaires. Une décision du 15 avril 2013, dont le CCBE a reçu une copie et qui est mentionnée plus loin dans le rapport, aborde notamment l'instauration d'un nouveau barreau et les événements entourant l'instauration du nouveau barreau.

<sup>14</sup> La section X de la Loi, *Dispositions transitoires*, paragraphe 5, indique : «La conférence régionale constitutive des avocats sera composée des avocats qui ont obtenu leur certificat d'aptitude à la profession d'avocat à la décision de la commission de qualification et de discipline du barreau de la région concernée dont la création a eu lieu avant l'entrée en vigueur de cette Loi».

pour régler la participation aux conférences constitutives régionales, les organismes régionaux étant les seuls organes compétents en la matière;

- Certains ont indiqué que l'ancien président de la Haute Commission à la qualification du barreau du cabinet des ministres, Vladimir Vysotsky, avait abusé de son autorité en cherchant à influencer l'organisation des conférences régionales, ce qui aurait été contraire à la Loi, et qu'un certain nombre de plaintes avaient été portées devant les tribunaux.

## **II. Enregistrement du barreau et organisation d'un congrès extraordinaire**

### i. Dispositions présentes dans la Loi

L'article 15 de la Loi prévoit les dispositions suivantes concernant l'enregistrement du barreau :

*«2. L'enregistrement d'État du barreau se déroule conformément à la [Loi](#) ukrainienne «sur l'enregistrement d'État des personnes morales et des entrepreneurs individuels», sous réserve des exigences particulières définies dans ladite Loi. (...)*

*6. À l'enregistrement du barreau national ukrainien, tous les détenteurs du certificat d'aptitude à la profession d'avocat en deviennent membres. Les autres personnes peuvent devenir membre du barreau national ukrainien en prêtant le serment de l'avocat ukrainien.»*

L'article 54 de la Loi prévoit les dispositions suivantes concernant la tenue d'un congrès extraordinaire :

*«4. Le congrès des avocats d'Ukraine est convoqué dans les soixante jours à l'initiative du barreau ukrainien ou à la demande d'au moins un dixième du nombre total d'avocats compris dans le registre unifié des avocats d'Ukraine, ou d'au moins un tiers des barreaux régionaux.*

*Si le barreau ukrainien ne convoque pas le congrès des avocats d'Ukraine dans les soixante jours suivant la réception de la proposition de convocation, les avocats et représentants des barreaux régionaux, qui ont signé ladite proposition, prennent la décision de créer un bureau qui convoque le congrès des avocats d'Ukraine. Le bureau a le droit de convoquer et de garantir la tenue du congrès des avocats d'Ukraine et de désigner la personne qui préside le congrès. (...)*

*6. Le congrès des avocats d'Ukraine est réputé compétent si plus de la moitié des délégués représentant la majorité des conférences régionales d'avocats participant à ses travaux.»*

### ii. Enregistrement du barreau et événements suivant l'enregistrement

Le ministère de la justice ukrainien a informé le CCBE en mai que, conformément aux données figurant dans le registre national des personnes morales, l'ONG barreau national d'Ukraine dirigée par Lidiya Izovitova a été enregistrée le 19 novembre 2012<sup>15</sup>. (Lidiya Izovitova a été élue au congrès à l'hôtel Rus le 17 novembre 2012.<sup>16</sup>)

<sup>15</sup> Le barreau a un site Internet (en ukrainien), [cliquer ici](#).

<sup>16</sup> Lidiya Izovitova est également membre du Conseil suprême de la justice de l'Ukraine, au poste de secrétaire de la section de désignation des juges à leur poste et de leur révocation : pour plus d'informations, [cliquer ici](#). Certains membres ont observé que les changements de dernière minute à la nouvelle Loi sur le barreau ont permis au responsable du nouveau barreau d'être membre du Conseil suprême de la justice.

Les avocats réunis au cinéma Panorama (qui ont élu Vladimir Vysotsky à la tête du barreau) ont également tenté de procéder à l'enregistrement, qui leur a été refusé. Ils ont évoqué leurs préoccupations concernant les motifs donnés par les autorités pour refuser leur demande d'enregistrement.

Les deux groupes, à savoir le groupe de l'hôtel Rus et le groupe du cinéma Panorama revendiquent être l'organisation qui représente légitimement la profession. Tous deux indiquent avoir bénéficié du quorum nécessaire à la tenue du congrès et leur permettant de prendre la décision d'instaurer un nouveau barreau<sup>17</sup>.

Dans les semaines et les mois qui ont suivi le congrès constitutif en novembre, un groupe d'avocats (qui a également mis en place un *comité d'organisation*) a décidé d'abandonner sa contestation du congrès de l'hôtel Rus devant les tribunaux et a pris l'initiative d'organiser un congrès extraordinaire. Des réunions préparatoires ont eu lieu le 28 novembre 2012, le 11 décembre 2012 et le 22 janvier 2013. Le congrès extraordinaire était d'abord prévu le 2 février (à Odessa) avant d'être reporté au 9 février (à la suite d'une ordonnance du tribunal, il a eu lieu à Zatoka et non à Odessa)<sup>18</sup>.

Cette situation a mené à un certain nombre de procédures judiciaires.

- Entre autres, le tribunal Halytsky de la ville de Lviv a émis une ordonnance provisoire le 10 décembre 2012, qui interdit à Vladimir Vysotsky (entre autres) de diffuser, de quelque manière que ce soit, toute information indiquant que le rassemblement qui a eu lieu au cinéma Panorama avait le statut du congrès fondateur des avocats d'Ukraine (dans l'attente d'une décision sur le fond). Il a également été interdit à Vladimir Vysotsky et à d'autres personnes de se présenter comme étant des représentants du barreau national ukrainien.
- Le tribunal administratif régional de Kiev a rendu une «décision spéciale» (*окрема ухвала*) le 15 avril 2013 (n°826/1459/3-a) indiquant que le congrès constitutif du 17 novembre 2012 à l'hôtel Rus *s'est tenu selon les dispositions de la Loi et que les résolutions adoptées par le congrès sont légitimes et lient les avocats à la date de leur adoption*<sup>19</sup>. Le tribunal a également jugé que le congrès extraordinaire a été organisé et tenu en violation flagrante des dispositions de la loi.<sup>20</sup> Le tribunal a décidé de transmettre la décision aux entités suivantes:

<sup>17</sup> Vladimir Vysotsky a fourni au CCBE une liste des délégués élus du congrès et des participants au congrès. La liste est divisée en trois colonnes. Première colonne : les délégués du congrès constitutif des avocats de l'Ukraine – 423 ; deuxième colonne: les délégués qui se sont inscrits et ont pris part au vote avant de présenter leur attestation temporaire d'identité pour des mandats - 192 plus 9 mandataires; troisième colonne : les délégués qui ont participé au vote après avoir reçu des mandats - 165 plus 9 mandataires.

Le CCBE a également demandé cette information au nouveau barreau sans recevoir à ce jour de réponse.

<sup>18</sup> 1) Le CCBE a reçu le 5 février 2013 une invitation à assister au «congrès extraordinaire des avocats d'Ukraine» le 9 février 2013. Le CCBE a dû décliner l'invitation en raison du court délai. Selon les informations envoyées au CCBE, l'objectif du congrès extraordinaire était : 1) d'envisager des moyens de sortir de la situation découlant des congrès constitutifs de novembre 2012 et 2) d'évaluer les décisions prises par les congrès concernés.

<sup>19</sup> Le CCBE a reçu une copie de la décision spéciale en ukrainien qui se trouve en annexe.

<sup>20</sup> La Cour déclare que la Loi (article 46) « ne reconnaît [pas] de formes d'organisation d'autorégulation de la profession d'avocat », tels que les réunions des 28 novembre 2012, 11 décembre 2012 et 22 janvier 2013 ou les réunions extraordinaires. Les réunions du barreau peuvent être convoquées sur proposition d'au moins un cinquième du nombre total des membres du conseil (article 55, paragraphe 5 de la Loi) . Il n'existe toutefois aucune preuve que ces réunions aient eu lieu conformément à cet article. La décision du 6 février 2013 interdit au comité d'organisation d'organiser un congrès extraordinaire et de tenir un congrès le 9 février 2013 à Odessa. Le comité d'organisation n'a pas respecté l'arrêt du 6 février en ouvrant le congrès le 9 février 2013 à Odessa, puis en le déplaçant à Zatoka. Le comité d'organisation a avancé que cela ne serait pas contraire au jugement étant donné que l'arrêt du 6 février interdit seulement d'organiser un tel congrès à Odessa et qu'il n'interdit pas de tenir un tel congrès dans une autre ville. Aucune preuve n'indique que le congrès a été demandé par au moins un dixième du nombre total des avocats d'Ukraine ou au moins un tiers des avocats dans les barreaux régionaux.

En ce qui concerne la dernière conclusion du tribunal, il a été communiqué au CCBE que les faits présentés au tribunal ont été « mal interprétés ». Il s'agissait d'une initiative d'avocats de 11 régions visant à organiser le congrès extraordinaire. Cela correspondrait à plus d'un tiers des barreaux régionaux (27:3 = 9).



- Au barreau ukrainien et à la Haute Commission de qualification et de discipline, des mesures efficaces doivent être prises pour éliminer les causes et les circonstances qui ont contribué à la violation de la Loi en ce qui concerne la conduite de certaines personnes non autorisées à des réunions illégitimes du barreau ukrainien le 28 novembre 2012 (à Odessa), le 11 décembre 2012 (à Jitomir) et le 22 janvier 2013 (à Kiev) ainsi que le congrès extraordinaire illégitime des avocats ukrainiens le 9 février 2013 (Odessa et le village urbain de Zatoka du district de Belgorod-Dniestrovski dans l'oblast d'Odessa)<sup>21</sup>;
- À la Haute Commission de qualification et de discipline, des mesures disciplinaires efficaces sont à prendre concernant un certain nombre d'avocats ukrainiens (dont la liste figure dans l'arrêt)<sup>22</sup>;
- Au procureur général d'Ukraine, en l'existence de motifs suffisants, de résoudre la question par des poursuites pénales à l'encontre de la présidence et des membres du comité d'organisation pour la préparation du congrès extraordinaire des avocats ukrainiens, qui ont délibérément omis de se conformer à l'arrêt du 6 février 2013 du tribunal administratif du district de Kiev pour la mise en œuvre de l'ordonnance administrative<sup>23</sup>.

### **III. Procédures et décisions disciplinaires**

#### i. Aperçu des procédures et des décisions

Le CCBE a été alerté d'un certain nombre de procédures disciplinaires lancées à la suite du congrès du 17 novembre 2012 et de l'instauration du barreau et qui ont suscité de vives inquiétudes au sein d'une partie de la profession en Ukraine.

Selon les informations à la disposition du CCBE:

- quatre avocats ont été radiés<sup>24</sup>; parmi lesquels Vladimir Vysotsky;
- sept avocats ont été suspendus.

Toutes les décisions, à l'exception de celle à l'encontre de Vladimir Vysotsky (à laquelle il est fait référence de manière plus détaillée au point ii. ci-dessous) et d'une décision de radiation pour avoir manqué de prester les services dûs<sup>25</sup>, reposent principalement sur l'un ou l'autre des motifs suivants :

- l'organisation d'un congrès «alternatif»;
- la tentative d'enregistrer un barreau «alternatif»;
- la non-fréquentation des réunions des organes pertinents du nouveau barreau ukrainien.

Certains avocats ont exprimé leur inquiétude concernant le fait que les décisions ont été prises en l'absence des avocats concernés.

<sup>21</sup> La décision spéciale du tribunal en ukrainien est disponible en annexe. Le fond et la traduction de ce paragraphe reposent sur le texte ukrainien d'origine.

<sup>22</sup> La décision spéciale du tribunal en ukrainien est disponible en annexe. Le fond et la traduction de ce paragraphe reposent sur le texte ukrainien d'origine.

<sup>23</sup> La décision spéciale du tribunal en ukrainien est disponible en annexe. Le fond et la traduction de ce paragraphe reposent sur le texte ukrainien d'origine.

<sup>24</sup> L'un de ces avocats a récemment été autorisé à reprendre ses activités.

<sup>25</sup> Les délégués de la mission du CCBE ont toutefois été informés que la radiation est probablement liée à des déclarations critiques de l'avocat vis-à-vis du nouveau barreau et de ses activités (telles que la participation à des congrès alternatifs/extraordinaires).

Deux autres procédures disciplinaires en cours suscitent également des inquiétudes au sein d'une partie de la profession.

ii. Décision disciplinaire à l'encontre de Vladimir Vysotsky le 5 avril 2013<sup>26</sup>

La décision que la chambre disciplinaire de la Commission de qualification et de discipline du barreau de l'oblast de Kiev a prise à l'encontre de Vladimir Vysotsky le 5 avril 2013, indique notamment ce qui suit :

- Il [Vladimir Vysotsky] «a appelé les délégués à ne pas tenir compte de ce congrès [organisé à l'hôtel Rus le 17 novembre 2012]» et a lancé le prétendu «congrès fondateur alternatif» des avocats dans un autre lieu, le cinéma Panorama à Kiev. Vladimir Vysotsky a ainsi directement violé à la fois les règles déontologiques de l'avocat, en cherchant à diviser le barreau et son autonomie, et la Loi relative au lieu du congrès qui doit être annoncé à tous les avocats en Ukraine et aux délégués du congrès vingt jours à l'avance».
- Après le congrès, il a remis les statuts du barreau de Transcarpatie à certains avocats qui ont ensuite tenté d'enregistrer le barreau régional. Les statuts ne pouvaient être soumis au registre d'État que s'ils étaient signés par la présidente du barreau national, c'est-à-dire Lidiya Izovitova.
- Il [Vladimir Vysotsky] a également publié ses propres déclarations sur le site officiel de la Haute Commission à la qualification du barreau, appelant les avocats de diverses régions d'Ukraine à tenir les conférences régionales fondatrices des avocats malgré les décisions des commissions de qualification et de discipline des barreaux dans les oblasts (ces dernières étant responsables de l'organisation des conférences régionales). Dans ces déclarations, il a exprimé sa position personnelle quant à la légitimité des décisions prises par certaines commissions de qualification et de discipline des barreaux dans les oblasts (Donetsk, Kharkiv, Kiev et Transcarpatie) en les déclarant illégales, et a appelé à ne pas respecter ces décisions d'une manière inacceptable, en particulier en «ignorant les ordonnances du tribunal». L'utilisation du site officiel de la Haute Commission à la qualification pour diffuser des déclarations et des avis personnels et non la position de l'organisation, compte tenu de leur essence, a discrédité la Haute Commission à la qualification en tant qu'organe collégial doté de pouvoirs clairement définis.

La chambre disciplinaire s'est inspirée des articles 32 (1)(4)<sup>27</sup> et (2)(1) et (4)<sup>28</sup>, 35 (1)(3)<sup>29</sup>, et 41<sup>30</sup> de la loi sur le barreau au moment de prendre sa décision.

<sup>26</sup> Le CCBE a reçu une copie de la décision en ukrainien ainsi qu'une traduction en anglais (cette dernière est disponible en annexe).

<sup>27</sup> Article 32. Cessation du droit d'exercer la profession d'avocat

1. Le droit d'exercer la profession d'avocat prend fin à l'annulation du certificat d'aptitude à la profession d'avocat :

4) si une sanction disciplinaire est infligée à l'avocat sous la forme de déchéance du droit d'exercer la profession d'avocat ;

<sup>28</sup> Article 32. Cessation du droit d'exercer la profession d'avocat

2. Une sanction disciplinaire ne peut être infligée à l'avocat sous la forme de déchéance du droit d'exercer la profession d'avocat que dans les cas suivants :

1) la violation du serment de l'avocat ukrainien ;

4) une violation grave, fréquente ou ponctuelle, des règles déontologiques des avocats qui porte atteinte à l'autorité du barreau ukrainien.

<sup>29</sup> Article 35. Types et durée d'application des sanctions disciplinaires

1. Une des sanctions disciplinaires suivantes peut être infligée à un avocat en cas d'infraction à la discipline :

1) un avertissement ;

2) la suspension du droit d'exercer la profession d'avocat pour une période allant d'un mois à un an ;

3) pour les avocats ukrainiens, la déchéance du droit d'exercer la profession d'avocat avec la suppression consécutive du registre unifié des avocats d'Ukraine, et pour les avocats étrangers, la suppression du registre unifié des avocats d'Ukraine.

<sup>30</sup> L'article 41 concerne l'adoption de la décision disciplinaire dans une affaire disciplinaire

Vladimir Vysotsky a été radié pour les raisons suivantes: 1) une violation du serment<sup>31</sup> d’avocat en Ukraine (article 32 (2)(1)) et 2) une violation grave, fréquente ou ponctuelle, des règles déontologiques des avocats qui porte atteinte à l’autorité du barreau ukrainien (article 32 (2)(4)).

### iii. Transmission des procédures disciplinaires

Certains avocats ont également exprimé des préoccupations quant au fait que des procédures disciplinaires ont été menées en dehors du lieu de résidence ou de travail d’un avocat en particulier. Il serait injuste de transmettre des procédures disciplinaires d’un barreau régional un autre. La transmission de ces procédures disciplinaires soulève des questions relatives à la vie privée et à la protection des données. Dans la décision disciplinaire du 5 avril 2013 à l’encontre de Vladimir Vysotsky, la question a été examinée par la chambre de discipline qui a conclu que «c’est à la Haute Commission de qualification et de discipline de décider où examiner les questions de responsabilité disciplinaire des avocats aux déplacements hors du lieu de travail indiqué dans le registre unifié du barreau ou dont l’adresse de travail est située dans une des régions où les commissions de qualification et de discipline se mettent en place ou lorsque les documents constitutifs (ou statuts) de celles-ci n’ont pas été approuvés et enregistrés par l’État ukrainien».

## **E. Conclusions et recommandations des experts du CCBE**

Les experts du CCBE n’aient pas pu recueillir tous les renseignements et tous les documents qu’ils auraient souhaités<sup>32</sup>. Ils n’ont pas pu vérifier tous les renseignements factuels qu’ils ont reçus, en particulier concernant l’organisation et la participation aux conférences constitutives régionales et au congrès national.

Ils estiment toutefois disposer de suffisamment d’informations pour émettre des observations sur l’instauration d’un nouveau barreau en Ukraine, sur l’évolution de la situation à la suite de la création du barreau et sur la situation actuelle de la profession d’avocat en Ukraine.

### ***I. Le congrès constitutif et les conférences constitutives régionales***

Les experts du CCBE souhaitent préciser que les événements liés à l’instauration du barreau en Ukraine suscitent de nombreuses questions et controverses. Les experts du CCBE ont été alarmés par les rapports concernant les problèmes et incidents graves qui se sont produits lors des conférences constitutives régionales et du congrès constitutif national.

Les experts du CCBE ne sont pas en mesure de vérifier ni d’évaluer tous les renseignements factuels qu’ils ont reçu concernant les conférences régionales et le congrès national. Ils encouragent fortement une évaluation méticuleuse de tous les incidents impliquant des problèmes d’accès aux salles de conférence/ congrès (tant au niveau régional que national) ainsi que de toute

<sup>31</sup> Article 11. Le serment de l’avocat ukrainien

1. Une personne à laquelle le barreau régional a décidé de décerner un certificat d’aptitude à la profession d’avocat prête, au plus tard dans les trente jours suivant la date de ladite décision, le serment de l’avocat ukrainien devant le barreau régional, de la manière suivante :

« Moi, (prénom et nom), jure solennellement d’exercer la profession d’avocat dans le respect des principes de l’état de droit, de la légitimité, de l’indépendance et du secret professionnel, des règles déontologiques de la profession ; je jure de promouvoir avec honnêteté et assiduité le droit de la défense et de pourvoir à l’assistance juridique conformément à la Constitution ukrainienne et aux lois ukrainiennes ; je jure d’exercer mes fonctions avec un grand degré de responsabilité et de rester fidèle à ce serment. »

2. L’avocat signe le texte du serment de l’avocat ukrainien. Le barreau régional le conserve et en fournit une copie à l’avocat.

<sup>32</sup> À la suite de la mission d’enquête, le CCBE a écrit au Vladimir Vysotsky, l’ancien président de la Haute Commission à la qualification du barreau du cabinet des ministres, et à Lidiya Izovitova, la responsable du nouveau barreau ukrainien, afin d’obtenir des informations supplémentaires et des explications. Vladimir Vysotsky a fourni au CCBE des informations complémentaires. Le CCBE n’a reçu à ce jour aucune information du nouveau barreau.

violence physique à l'égard des avocats. Ils recommandent également d'analyser tous les problèmes relatifs à l'organisation de ces événements (y compris les quotas de participation).

Selon les experts du CCBE, une solution possible afin de réconcilier la division au sein de la profession d'avocat est d'organiser un nouveau Congrès. Les barreaux de toute l'Europe peuvent fournir des indications précieuses sur la manière d'organiser des élections régionales et nationales.

## **II. L'autorégulation et l'indépendance de la profession**

### **i. Généralités**

L'autorégulation est caractéristique de la profession d'avocat en Europe. D'un point de vue conceptuel, elle doit être considérée comme un corollaire de l'indépendance de la profession. L'autorégulation va dans le sens de l'indépendance collective des membres de la profession d'avocat. Elle n'est rien de moins qu'une défense structurelle de l'indépendance de l'avocat qui exige qu'un avocat soit libre de toute influence, notamment de celle découlant de ses intérêts personnels ou de pressions extérieures.

Ce principe est énoncé dans les instruments juridiques européens et internationaux:

- La recommandation Rec(2000)21 du Conseil de l'Europe sur la liberté d'exercice de la profession d'avocat prévoit<sup>33</sup>:

« *Principe V - Associations*

*1. Les avocats devraient être autorisés et encouragés à créer et à devenir membres des associations professionnelles locales, nationales et internationales qui, seules ou à plusieurs, sont chargés d'améliorer la déontologie et de sauvegarder l'indépendance et les intérêts des avocats.*

*2. Les barreaux ou les autres associations professionnelles d'avocats devraient être des organes autonomes et indépendants des autorités et du public. (...<sup>34</sup>)»*

- Les principes de base des Nations Unies relatifs au rôle du barreau indiquent<sup>35</sup>:

<sup>33</sup> Voir le principe V - Associations de la recommandation du Conseil de l'Europe (cliquer [ici](#)).

<sup>34</sup> Continuation of Principle V:

«3. Le rôle des barreaux ou autres associations professionnelles d'avocats dans la protection de leurs membres et la défense de leur indépendance à l'égard de toute restriction ou ingérence injustifiée devrait être respecté.

4. Les barreaux ou les autres associations professionnelles d'avocats devraient être encouragés à assurer l'indépendance des avocats et, en particulier:

a) à promouvoir et défendre les intérêts de la justice sans crainte ;

b) à défendre le rôle des avocats dans la société et à veiller notamment au respect de leur honneur, de leur dignité et de leur intégrité ;

c) à promouvoir la participation des avocats à des systèmes garantissant l'accès à la justice des personnes économiquement faibles, notamment dans le cadre de l'aide judiciaire et du conseil juridique ;

d) à promouvoir et soutenir la réforme du droit et les débats sur la législation actuelle ou en projet ;

e) à promouvoir la protection sociale des membres de la profession et à les aider ainsi que leurs familles si les circonstances l'exigent ;

f) à coopérer avec les avocats d'autres pays en vue de promouvoir le rôle des avocats, notamment en tenant compte des travaux des organisations internationales d'avocats ainsi que des organisations internationales intergouvernementales ou non gouvernementales ;

g) à promouvoir pour les avocats un niveau de compétence le plus élevé possible et veiller à ce qu'ils respectent la déontologie et la discipline.

5. Les barreaux ou les autres associations professionnelles d'avocats devraient prendre toutes les mesures nécessaires, y compris celles consistant à défendre les intérêts des avocats auprès de l'organe approprié, lors de:

a) l'arrestation ou la détention d'un avocat ;

b) toute décision d'entamer une procédure mettant en doute l'intégrité d'un avocat;

c) toute fouille d'un avocat ou toute perquisition de ses biens ;

d) toute saisie de documents ou d'objets détenus par un avocat ;

e) publications d'articles de presse appelant une réaction de la part des avocats.»

<sup>35</sup> Voir le point 24 des Principes de base des Nations Unies (cliquer [ici](#)).

«24. Les avocats peuvent constituer des associations professionnelles autonomes, ou adhérer à de telles associations ayant pour objet de représenter leurs intérêts, de promouvoir leur éducation et leur formation continues et de protéger leur intégrité professionnelle. Les membres de ces associations élisent leur organe directeur, lequel exerce ses fonctions sans ingérence extérieure.»

- La Charte essentielle des principes de l'avocat européen du CCBE compte également le principe d'autorégulation parmi ses principes essentiels<sup>36</sup>:

*Il existe des principes essentiels qui, même exprimés de manière légèrement différente dans les différents systèmes juridiques, sont communs à tous les avocats européens. Ces principes essentiels fondent divers codes nationaux et internationaux qui régissent la déontologie de l'avocat. Les avocats européens sont soumis à ces principes qui sont essentiels à la bonne administration de la justice, à l'accès à la justice et au droit à un procès équitable comme l'exige la Convention européenne des Droits de l'Homme. Dans l'intérêt général, les barreaux, les cours et tribunaux, les législateurs, les gouvernements et les organisations internationales doivent faire respecter et protéger ces principes essentiels.*

*Les principes essentiels de l'avocat sont notamment: (...)*

*(j) l'autorégulation de sa profession. (...)*

Le commentaire sur les principes essentiels précise :

*«Le CCBE est convaincu que seul un degré fort d'autorégulation peut garantir l'indépendance professionnelle des avocats à l'égard de l'État; sans garantie d'indépendance, les avocats ne peuvent pas remplir leur mission professionnelle et légale.»*

## ii. Conclusions des experts du CCBE

Les experts du CCBE constatent que l'ensemble du processus de la création du barreau national ukrainien ainsi que les événements qui se sont ensuivis ont donné lieu à un certain nombre d'affaires judiciaires. Les experts n'ont pas à leur disposition toutes les décisions judiciaires ni d'informations sur l'état des procédures. Il se peut également qu'ils ne disposent pas des connaissances nécessaires de l'administration de la justice en Ukraine et des lois et des règlements qui doivent être pris en compte dans l'examen de telles situations.

Néanmoins, à la lumière des décisions de justice à la disposition du CCBE et d'autres informations reçues, les experts du CCBE se demandent sérieusement si les principes fondamentaux mentionnés ci-dessus, que sont l'autorégulation et l'indépendance de la profession, sont garantis.

D'après ce que les experts du CCBE comprennent, une ordonnance du tribunal a interdit à certains avocats de tenir un congrès extraordinaire ou de s'exprimer publiquement sur les événements qui ont eu lieu le 17 novembre 2012 (en particulier au sujet de leur participation au congrès tenu au cinéma Panorama, des élections qui ont eu lieu à ce congrès, des postes auxquels ils ont été élus, etc.); la décision judiciaire du 15 avril 2013 précise que le barreau doit prendre des mesures disciplinaires efficaces à l'encontre de certains avocats.

S'il est vrai que les tribunaux appliquent la loi et se prononcent sur les violations du droit, les experts du CCBE jugent important de veiller à ce que les avocats puissent se rassembler, se réunir

<sup>36</sup> Voir le principe j) de la Charte des principes essentiels de l'avocat européen ; cliquer [ici](#) pour la télécharger.

et s'exprimer librement. Les experts du CCBE ont des craintes pour l'indépendance du barreau si les tribunaux s'ingèrent dans l'autonomie administrative de la profession et jouent un rôle de premier plan dans l'imposition de mesures disciplinaires à l'encontre des membres de la profession d'avocat. Cette inquiétude est d'autant plus forte qu'il est probable que des avocats subissent des poursuites pénales (par exemple en raison du non-respect des ordonnances leur interdisant de se réunir et d'organiser des congrès extraordinaires).

Les experts du CCBE observeront une dernière fois cette situation lorsqu'ils disposeront d'informations plus complètes. Ils observeront également les actions du barreau national dans ce contexte.

### **III. La conduite de procédures disciplinaires**

Les experts du CCBE sont très inquiets des procédures et décisions disciplinaires portées à leur attention. Des avocats ont été radiés ou suspendus au cours des derniers mois notamment en raison de leur participation ou non-participation à des activités d'autorégulation telles que l'organisation ou la présidence de congrès (« alternatifs ») ou de leur absence aux réunions du nouveau barreau. Les experts du CCBE ont énormément de difficultés à se retrouver dans le raisonnement tenu dans les décisions disciplinaires qui leur sont soumises, en particulier la décision contre Vladimir Vysotsky, qui aurait enfreint le serment d'avocat et les règles déontologiques dans ses actions et avoir ainsi porté atteinte à l'autorité du barreau.

Les experts du CCBE jugent cela absolument inacceptable. Cette pratique n'est pas conforme aux normes européennes. Les experts ne considèrent pas que les actions et activités mentionnées plus haut (dont l'absence aux réunions du conseil du barreau) doivent constituer des fautes disciplinaires susceptibles de sanctions. À leur connaissance, cette pratique (celle du nouveau barreau ukrainien) n'existe dans aucun autre pays européen. Même s'il est forcé de constater que certaines actions constituent des fautes disciplinaires, les experts sont d'avis que les sanctions infligées aux avocats sont trop sévères.

Les experts du CCBE s'inquiètent également des procédures disciplinaires menées en l'absence de l'avocat concerné. L'avocat a le droit d'être présent lors des procédures. Ce droit est garanti par la Convention européenne des droits de l'homme [article 6, droit à un procès équitable]<sup>37</sup> ainsi que par la recommandation du Conseil de l'Europe évoquée ci-dessus [Principe VI – Mesures disciplinaires]<sup>38</sup>.

Les experts du CCBE examineront et suivront par conséquent de très près les affaires disciplinaires existantes et toute affaire à venir qui leur sera signalée.

---

<sup>37</sup> Cette garantie est confirmée par la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (voir l'arrêt dans l'affaire H. c. Belgique du 30 novembre 1987)

<sup>38</sup> *Principe VI - Mesures disciplinaires*

1. Lorsque des avocats ne respectent pas la déontologie de leur profession, figurant dans les codes de déontologie établis par les associations de barreaux ou autres associations professionnelles d'avocats ou par la législation, il conviendrait de prendre des mesures appropriées, y compris l'engagement de poursuites disciplinaires.
2. Les barreaux ou les autres associations professionnelles d'avocats devraient être responsables de l'application de mesures disciplinaires à l'égard des avocats ou, le cas échéant avoir le droit d'y être associés.
3. Les procédures disciplinaires devraient se dérouler dans le plein respect des principes et règles contenus dans la Convention européenne des Droits de l'Homme, y compris le droit de l'avocat concerné à participer à la procédure et à disposer d'un recours juridictionnel.
4. Le principe de proportionnalité devrait être respecté dans le choix des sanctions relatives aux fautes disciplinaires commises par des avocats.

#### **IV. Remarques finales**

Les experts du CCBE sont convaincus que seuls les avocats ukrainiens, si nécessaire avec le soutien de la communauté internationale, peuvent et doivent trouver une solution pour le fonctionnement efficace d'un barreau national. Les autorités ukrainiennes ainsi que les autres parties prenantes devraient analyser tous les doutes concernant l'indépendance de la profession d'avocat et prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir l'indépendance de la profession d'avocat. Le CCBE est toutefois disposé à offrir son aide là où il le peut afin d'assurer le bon fonctionnement de la profession en Ukraine.

Les experts du CCBE sont ouverts aux commentaires éventuels sur ce rapport. Un autre rapport pourrait être publié en cas d'informations supplémentaires.

**Après avoir finalisé son rapport sur l'Ukraine, le CCBE a reçu des informations relatives à l'évolution de la situation dans les régions de Khmelnytskyï et de Tchernihiv. Le CCBE a été informé que des professionnels du droit de ces régions ont exprimé de graves préoccupations concernant l'autorégulation de la profession d'avocat. Selon les informations reçues, les questions controversées comprennent des violations du droit de vote d'une majorité des membres des barreaux régionaux ainsi que des violations du droit de se présenter à des élections.**

**Le droit de la majorité des avocats à exercer dans ces régions après le 16 janvier 2014, au moment de l'entrée en vigueur d'une disposition du nouveau code de procédure pénale concernant la participation des avocats aux procédures pénales (article 45, partie 2) entrera en vigueur, constitue un autre sujet de préoccupation.**

**Le CCBE va approfondir son enquête et publiera ses conclusions en temps utile.**

#### **F. Annexes**

- 1) [Law of Ukraine on the Bar and Advocate's activity, 5 July 2012, No. 5076-VI](#) (traduction anglaise de l'ukrainien)
- 2) [Règles déontologiques de la profession](#) (en ukrainien)
- 3) [Décision du tribunal administratif du district de Kiev du 15 avril 2013](#) (en ukrainien)
- 4) [Disciplinary decision against Vladimir Vysotsky](#) (traduction anglaise de l'ukrainien)

## ***LAW OF UKRAINE***

### **On the Bar and Advocate’s Activity**

This Law sets out an organizational and functional framework for the Bar and the Bar’s activities and for engagement in advocate’s activity in Ukraine.

#### **Section I. GENERAL PROVISIONS**

##### **Article 1. Definitions of Key Terms**

1. The following terms, as used herein, shall have the following terms:

1) “advocate” means an individual engaged in advocate’s activity on the grounds and in the manner prescribed by this Law;

2) “advocate’s activity” means an advocate’s independent professional activity associated with defense, representation and provision of other types of legal assistance for the client;

3) “Bar self-governance” means the state-guaranteed right of advocates to independently resolve matters relating to the organization and activities of the Bar in the manner prescribed by this Law;

4) “legal assistance agreement” means an agreement under which one party (an advocate, an advocate’s bureau, an advocates’ association) undertakes to provide defense, representation or other types of legal assistance to the other party (the client) on the terms and in the manner set out in such agreement, and the client undertakes to pay for the provided legal assistance and to pay any actual costs associated with the performance of such agreement;

5) “defense” means a type of advocate’s activity associated with defending the rights, freedoms and legitimate interests of a suspect, an accused person, a defendant, a convicted person, an acquitted person, a person against whom compulsory medical or educational measures are to be applied or the application of the said measures against whom was considered during criminal proceedings, a person whose surrender to a foreign country (extradition) is being considered, or a person brought to administrative liability during the trial of a case involving an administrative offence;

6) “other types of legal assistance” means types of advocate’s activity associated with provision of legal information, advice and explanations regarding legal matters, legal support for the client’s activities, drafting of applications, complaints, procedural and other documents of legal nature designed to ensure the realization of the client’s rights, freedoms and legitimate interests, to prevent any violations thereof, and facilitate the restoration thereof in the event of any violations;

7) “client” means an individual or a legal entity, a State, a government agency or a local self-government authority in whose interests the advocate’s activity is carried out;

8) “conflict of interest” means a divergence between an advocate’s personal interests and his or her professional rights and obligations that may affect such advocate’s objectivity and impartiality in the performance of his or her professional duties and may cause such advocate to act or omit to act during engagement in advocate’s activity; and

9) “representation” means a type of advocate’s activity aimed at ensuring the realization of the procedural rights and obligations of the client during civil, commercial, administrative or constitutional court proceedings, in other state authorities, before individuals and legal entities, the rights and obligations of the victim during the trial of cases involving administrative offences, and the rights and obligations of the victim, the civil plaintiff or the civil defendant during criminal proceedings.

##### **Article 2. The Bar of Ukraine**

1. The Bar of Ukraine (*Advokatura*) is a non-governmental self-governed institution providing defense, representation and other types of legal assistance on a professional basis and independently resolving matters relating to the organization and activities of the Bar in the manner prescribed by this Law.

2. The Bar of Ukraine shall comprise all advocates of Ukraine who have the right to engage in advocate’s activity.

3. To ensure proper performance of advocate’s activity, observance of the guarantees provided



for advocate's activity, protection of advocates' professional rights, the high professional level of advocates, and resolution of matters relating to the disciplinary liability of advocates in Ukraine, Bar self-governance shall be implemented.

**Article 3. Legal Framework for Activities of the Bar of Ukraine**

1. The legal framework for activities of the Bar of Ukraine shall be provided by the Constitution of Ukraine, this Law, and other laws of Ukraine.

**Article 4. Principles and Guidelines Governing Advocate's Activity**

1. Advocate's activity shall be carried out in line with the principles of the rule of law, legitimacy, independence, confidentiality, and avoidance of any conflicts of interest.

2. An advocate of Ukraine shall engage in advocate's activity throughout the entire territory of Ukraine, and abroad unless otherwise provided by an international treaty, to which Ukraine is a party and which has been ratified by the Supreme Council of Ukraine, or by the laws of the respective foreign state.

3. An advocate may engage in advocate's activity individually or in the legal and organizational forms of an advocate's bureau or an advocates' association (organizational forms of advocate's activity).

4. A foreign advocate shall engage in advocate's activity in the territory of Ukraine in accordance with this Law, unless otherwise provided by any international treaty and which has been ratified by the Supreme Council of Ukraine.

**Article 5. The Bar and the State**

1. The Bar shall be independent of government agencies, local self-government authorities, their officials and officers.

2. The State shall create proper conditions for activities of the Bar and shall ensure observance of the guarantees provided for advocate's activity.

**Section II.**

**ACQUISITION OF THE RIGHT TO ENGAGE IN ADVOCATE'S ACTIVITY.  
ORGANIZATIONAL FORMS OF ADVOCATE'S ACTIVITY**

**Article 6. An Advocate**

1. Any individual, who has complete higher legal education, is fluent in the official state language, has at least two years' experience of working in the field of law, has passed a bar examination, has completed an internship (except as otherwise provided by this Law), has taken the oath of an advocate of Ukraine and has received a certificate for the right to engage in advocate's activity, may act as an advocate.

2. A person may not be an advocate, if such person:

1) has any outstanding or unexpunged conviction for a grave crime, a particularly grave crime, or a crime of medium gravity, for which an imprisonment sentence has been issued;

2) has been recognized by the court as legally incapacitated or having diminished capacity;

3) has been disbarred, – during two years after the date of the respective disbarment decision; or

4) has been dismissed from the post of a judge, a prosecutor, an investigator, a notary, from public office or a post in a local self-government authority, for a breach of oath or for a corruption-related offence, – during three years after the date of such dismissal.

3. For the purposes of this Article:

1) "complete higher legal education" means complete higher legal education received in Ukraine, as well as complete higher legal education received in a foreign state and duly recognized in Ukraine in the manner prescribed by the law; and

2) "experience of working in the field of law" means a person's experience of working according to his or her specialization after receipt of complete higher legal education.

**Article 7. Requirements Regarding Incompatibility of Duties**

1. Advocate's activity shall be incompatible with:

1) the work on any of the posts mentioned in clause 1 of part one of Article 4 of the Law of Ukraine "On Basic Principles Governing Prevention and Counteraction to Corruption";

2) military or alternative (non-military) service;

3) notarial activity; or

4) forensic expert activity.

Requirements regarding incompatibility with advocate's activity, as provided in clause 1 of this

part, shall not apply to members of the Parliament of the Autonomous Republic of Crimea, members of local councils (excluding those who exercise their powers in the respective council on a permanent basis), members of the High Council of Justice (excluding those who work in the High Council of Justice on a permanent basis).

2. If any circumstances involving incompatibility arise, as described in part one of this article, the advocate shall, within three days after the date when such circumstances arise, file an application for suspension from practice with the regional bar council at the location of his or her place of work.

**Article 8. Admission to Bar Examination**

1. A person wishing to become an advocate and meeting the requirements set forth in part one and two of Article 6 of this Law shall have the right to file an application for admission to a bar examination with the qualification and disciplinary commission of the bar at the location of his or her place of residence. The procedure for admission to a bar examination and the list of documents to be enclosed to the application shall be approved by the Bar Council of Ukraine.

2. The qualification and disciplinary commission of the bar shall verify the person's compliance with the requirements set forth in part one and two of Article 6 of this Law. In order to check the completeness and accuracy of the information provided by the person wishing to become an advocate, and provided that such person's written consent is available, the qualification and disciplinary commission of the bar, the qualification chamber or a member of the chamber designated by it may send requests to government agencies, local self-government authorities, their officials and officers, enterprises, institutions and organizations, regardless of their form of ownership and subordination, and public associations, who shall be under an obligation to provide necessary information not later than within ten business days of the date of receipt of the respective request.

Refusal to provide information upon such request, a delay in the provision of information or provision of incomplete or untrue information shall incur liability as prescribed by the law.

If the person wishing to become an advocate does not give his or her written consent to a check on the completeness and accuracy of the information provided by him or her, such person shall not be admitted to a bar examination.

3. The period of consideration of an application for admission to a bar examination shall not exceed thirty days after the receipt of such application.

Based on the results of examination of the application and the documents enclosed thereto, the qualification and disciplinary commission of the bar shall adopt a decision:

- 1) to admit the person to a bar examination; or
- 2) to deny admission to a bar examination to such person.

The person, who has filed an application for admission to a bar examination, shall be notified of such decision in writing within three days of the date of its adoption. In the event of the decision to deny admission to a bar examination to the person, the reasons for such refusal should be stated in the decision of the qualification and disciplinary commission of the Bar.

4. The decision regarding denial of admission to a bar examination may be appealed to the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar or to a court within thirty days after its receipt.

**Article 9. Bar Examination**

1. The bar examination is the qualifying evaluation of a person wishing to become an advocate.

2. The bar examination shall verify whether the person wishing to become an advocate possesses theoretical knowledge in the field of law, the history of the bar, advocates' ethics, as well as the level of his/her practical skills in the application of the law.

The bar examination shall be organized and held by the qualification chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar.

The procedure for taking a bar examination, the assessment methodology and the program of bar examinations shall be approved by the Bar Council of Ukraine. The Bar Council of Ukraine may charge a fee for the bar examination and set the procedure for paying such fee.

Bar examinations shall be held at least once every three months.

3. A person who has passed a bar examination shall, within ten days of the date of such bar examination, receive, on a free-of-charge basis, from the qualification and disciplinary commission of the bar a certificate on passing the bar examination.

The certificate on passing the bar examination shall be valid for a period of three years from the date of the examination.

The form of the certificate on passing the bar examination shall be approved by the Bar Council of Ukraine.

4. A person who has failed a bar examination may be admitted for such examination again not earlier than after six months. A person who has failed such repeat bar examination again may be admitted for the next bar examination not earlier than after one year.

5. A person who has failed a bar examination may, within thirty days of the receipt of the respective decision of the qualification and disciplinary commission of the bar, appeal such decision to the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, or to a court which may uphold the decision or instruct the qualification and disciplinary commission of the bar to hold a repeat bar examination as soon as applicable for such examinations.

**Article 10.** Intern for an advocate. Internship

1. The internship shall serve to check whether the person who has received a certificate on passing the bar examination is ready to engage in advocate's activity independently. An internship shall last six months and shall be served under the supervision of an advocate assigned by the regional bar council.

2. Any person who holds a valid certificate on passing the bar examination as of the internship commencement date may be an intern for an advocate.

An internship may be served in the intern's spare time from his or her main job.

3. An internship may be supervised by an advocate of Ukraine who has at least a five-year track record of advocate's activity. One advocate may not supervise more than three interns at one and the same time. The regional bar council may appoint an advocate to supervise internship from among the advocates the addresses of whose places of work are located in the respective region.

4. The procedure for serving an internship, the internship program and the internship evaluation methodology shall be approved by the Bar Council of Ukraine.

5. No internship is required for a person who, as of the date of filing an application for admission to a bar examination, has at least a one-year track record of working as an assistant advocate during the past two years.

6. Based on the internship results, the internship supervisor shall draw up an internship evaluation report and shall submit it to the regional bar council.

7. The internship results shall be evaluated by the regional bar council within thirty days of the receipt of the report.

Based on the internship evaluation results, the regional bar council shall adopt a decision:

- 1) to issue a certificate for the right to engage in advocate's activity; or
- 2) to extend the internship for the period from one to three months.

The intern for an advocate and the internship supervisor shall be notified of such decision in writing within three days of the date of its adoption.

8. The decision of the regional bar council regarding an extension of the internship may be appealed by the intern for an advocate or by the internship supervisor, within thirty days after its receipt, to the Bar Council of Ukraine, or to a court, which may uphold the decision or instruct the regional bar council to issue a certificate for the right to engage in advocate's activity.

**Article 11.** The Oath of an Advocate of Ukraine

1. A person, in respect of whom the regional bar council has adopted the decision to issue a certificate for the right to engage in advocate's activity, shall, not later than within thirty days of the date of such decision, take the oath of an advocate of Ukraine before the regional bar council in the following form:

"I, (first and last name), hereby solemnly swear that in my advocate's activity I shall adhere to the principles of the rule of law, legitimacy, independence and confidentiality, the rules of advocates' ethics, shall honestly and diligently promote the right to defense and shall provide legal assistance in accordance with the Constitution of Ukraine and the laws of Ukraine, shall perform my duties with a high level of responsibility, and shall remain true to this oath."

2. The text of the oath of an advocate of Ukraine shall be signed by the advocate and kept by the regional bar council, and its copy shall be provided to the advocate.

**Article 12.** The Certificate for the Right to Engage in Advocate’s Activity; the Identification Card of an Advocate of Ukraine

1. The regional bar council shall issue a certificate for the right to engage in advocate’s activity and an identification card of an advocate of Ukraine to the person who has taken the oath of an advocate of Ukraine on the day when such person takes the oath, on a free-of-charge basis.

2. The certificate for the right to engage in advocate’s activity and the identification card of an advocate of Ukraine shall not be restricted by the person’s age and shall be issued for an indefinite period of time.

The forms of the certificate for the right to engage in advocate’s activity and the identification card of an advocate of Ukraine shall be approved by the Bar Council of Ukraine.

**Article 13.** Advocates Engaging in Advocate’s Activities Individually

1. An advocate who engages in advocate’s activity individually shall be a self-employed person.

2. An advocate who engages in advocate’s activity individually may open bank accounts and have a seal, stamps and letterheads (including warrant templates) with the indication of his or her full name and the number and the date of issue of his or her certificate for the right to engage in advocate’s activity.

**Article 14.** Advocate’s Bureaus

1. The advocate’s bureau shall be a legal entity set up by one advocate and acting on the basis of its charter. The name of the advocate’s bureau shall include the last name of its founding advocate.

2. State registration of the advocate’s bureau shall be performed in the manner prescribed by the Law of Ukraine “On State Registration of Legal Entities and Individual Entrepreneurs”, subject to the specific requirements set forth in this Law.

3. The advocate’s bureau shall have an independent balance sheet, may open accounts with banks and may have a seal, stamps and letterheads bearing its name.

4. The founding advocate of the advocate’s bureau shall notify the respective regional bar council in writing of the creation, reorganization or liquidation of such advocate’s bureau within three days after the respective information is entered in the Uniform State Register of Legal Entities and Individual Entrepreneurs.

5. The party to a legal assistance agreement shall be the advocate’s bureau.

6. The advocate’s bureau may engage, on a contractual basis, other advocates for performance of the legal assistance agreements entered into by such advocate’s bureau. The advocate’s bureau shall ensure observance of the professional rights of advocates and the guarantees provided for advocate’s activity.

**Article 15.** Advocates’ Associations

1. The advocates’ association shall be a legal entity set up through an association of two or more advocates (members) and acting on the basis of its charter.

2. State registration of the advocates’ association shall be performed in the manner prescribed by the Law of Ukraine “On State Registration of Legal Entities and Individual Entrepreneurs”, subject to the specific requirements set forth in this Law.

3. The advocates’ association shall have an independent balance sheet, may open accounts with banks and may have a seal, stamps and letterheads bearing its name.

4. The advocates’ association shall notify the respective regional bar council in writing of the creation, reorganization or liquidation of such advocates’ association and any changes in the composition of its members within three days after the respective information is entered in the Uniform State Register of Legal Entities and Individual Entrepreneurs.

5. The party to a legal assistance agreement shall be the advocates’ association. On behalf of the advocates’ association, the legal assistance agreement shall be signed by a member of such advocates’ association authorized to do so under a power of attorney or by the charter of such advocates’ association.

6. The advocates’ association may engage, on a contractual basis, other advocates for performance of the legal assistance agreements entered into by such advocates’ association. The advocates’ association shall ensure observance of the professional rights of advocates and the guarantees provided for advocate’s activity.

**Article 16.** Assistant Advocates

1. An advocate may have assistants appointed from among persons with complete higher legal

education. Assistant advocates shall work on the basis of an employment agreement (contract) entered into with the advocate, the advocate's bureau, or the advocates' association, in compliance with the requirements of this Law and the labor laws.

2. The assistant advocate shall perform assignments given by the advocate in the context of cases pending with such advocate, other than those assignments that fall within the procedural powers (rights and obligations) of an advocate.

3. The regulation on assistant advocate shall be approved by the Bar Council of Ukraine.

4. It shall be forbidden for the assistant advocate to combine his work for the advocate with activities incompatible with advocate's activity. Assistant advocates may not be appointed from among the persons mentioned in part two of Article 6 of this Law.

**Article 17.** The Unified Register of Advocates of Ukraine

1. The Bar Council of Ukraine shall provide for the maintenance of the Unified Register of Advocates of Ukraine for the purposes of collecting, storing, tracking and providing accurate information about the number and the identities of advocates of Ukraine and foreign advocates, who have acquired, in accordance with this Law, the right to engage in advocate's activity in Ukraine, and about the organizational forms of advocate's activity chosen by advocates. Entries to the Unified Register of Advocates of Ukraine shall be made by the regional bar councils and the Bar Council of Ukraine.

2. The information entered in the Unified Register of Advocates of Ukraine shall include the following information:

- 1) the full name of an advocate;
- 2) the number and the date of issue of the certificate for the right to engage in advocate's activity, the number and the date of the decision regarding issue of the certificate for the right to engage in advocate's activity (the number and the date of the decision regarding inclusion of the foreign advocate in the Unified Register of Advocates of Ukraine);
- 3) the name and the location of the organizational form of advocate's activity, contact numbers for communications;
- 4) the address of the advocate's place of work, contact numbers for communications;
- 5) information about suspension or termination of the right to engage in advocate's activity; and
- 6) other information, as provided in this Law.

The address of the advocate's place of work shall be the location of the organizational form of advocate's activity chosen by the advocate or the address where the advocate actually engages in advocate's activity, if it is different from the location of the organizational form of advocate's activity chosen by the advocate. In the event of several addresses of the advocate's place of work, only one address of the advocate's place of work shall be included in the Unified Register of Advocates of Ukraine.

3. Within three days of the date of any changes in the advocate's personal information, which has been entered or is to be entered in the Unified Register of Advocates of Ukraine, such advocate shall give written notice of such changes to the regional bar council at the location of his or her place of work, save for the events when such changes are made on the basis of the resolution of the qualification and disciplinary commission of the bar.

4. Information entered in the Unified Register of Advocates of Ukraine shall be openly available on the official website of the National Advocates Association of Ukraine. The Bar Council of Ukraine and the respective regional bar councils shall provide excerpts from the Unified Register of Advocates of Ukraine upon application by an advocate or another person.

5. The information, which must be entered in the Unified Register of Advocates of Ukraine, shall be entered therein not later than on the day immediately following the date of receipt of the respective information by the regional bar council, unless otherwise provided by this Law.

6. The procedure for keeping the Unified Register of Advocates of Ukraine shall be approved by the Bar Council of Ukraine.

7. For the purposes of maintaining the Unified Register of Advocates of Ukraine, it shall be permitted to process personal data of individuals in accordance with the personal data protection laws.

**Article 18.** Unions of Advocates

1. Advocates shall have the right to form local, national and international unions in the manner prescribed by the law.

2. Advocates and their unions may be members of international organizations of advocates and lawyers.

### **Section III.**

#### **TYPES OF ADVOCATE'S ACTIVITY. RIGHTS AND OBLIGATIONS OF AN ADVOCATE. GUARANTEES PROVIDED FOR ADVOCATE'S ACTIVITY**

##### **Article 19.** Types of Advocate's Activity

1. The types of advocate's activity shall include:

1) providing legal information, advice and explanations regarding legal matters, and providing legal support for the activities of legal entities and individuals, government agencies, local self-government authorities, and the State;

2) drafting applications, complaints, procedural and other documents of legal nature;

3) defending the rights, freedoms and legitimate interests of a suspect, an accused person, a defendant, a convicted person, an acquitted person, a person against whom compulsory medical or educational measures are to be applied or the application of the said measures against whom was considered during criminal proceedings, a person whose surrender to a foreign country (extradition) is being considered, as well as a person brought to administrative liability during the trial of a case involving any administrative offence;

4) providing legal assistance to a witness in criminal proceedings;

5) representing the interests of the victim during the trial of a case involving any administrative offences, the rights and obligations of the victim, the civil plaintiff or the civil defendant in criminal proceedings;

6) representing the interests of individuals and legal entities before courts in civil, commercial, administrative and constitutional court proceedings, as well as before other government agencies, before individuals and legal entities;

7) representing the interests of individuals and legal entities, the State, government agencies and local self-government authorities before foreign and international judicial authorities, unless otherwise provided by the laws of foreign states, the constitutional documents of international judicial authorities and other international organizations, or the international treaties that have been ratified by the Supreme Council of Ukraine; and

8) providing legal assistance during enforcement and serving of criminal sentences.

An advocate may also engage in other types of advocate's activity not prohibited by law.

##### **Article 20.** Professional Rights of an Advocate

1. When engaging in advocate's activity, an advocate shall have the right to take any actions which are not prohibited by law, the rules of advocates' ethics and the legal assistance agreement and which are necessary for proper performance of the legal assistant agreement, including:

1) sending advocate's requests, including requests for copies of documents, to government agencies, local self-government authorities, their officials and officers, enterprises, institutions, organizations, public associations, as well as individuals (upon the consent of such individuals);

2) representing and defending the rights, freedoms and interests of individuals, the rights and interests of legal entities before courts, government agencies and local self-government authorities, enterprises, institutions and organizations, regardless of their form of ownership, public associations, citizens, officials and officers whose powers and authorities include resolving respective matters, both within and outside Ukraine;

3) reviewing, at enterprises, institutions and organizations, documents and materials necessary for advocate's activity, except for those containing restricted information;

4) drafting applications, complaints, motions, petitions and other legal documents, and filing them in the manner prescribed by the law;

5) reporting on motions, petitions and complaints at meetings with officials and officers and obtaining from them written substantiated responses to such motions, petitions and complaints;

6) being present during consideration of his or her motions, petitions and complaints at meetings of collective bodies and giving explanations regarding the essence of such motions, petitions and complaints;

7) collecting information about facts that may be used as evidence, requesting, obtaining and confiscating things, documents, their copies, in the manner prescribed by the law, examining the same, and questioning persons upon their consent;

8) using technical devices, including to copy materials relating to the case in the context of which the advocate provides defense, representation or other types of legal assistance and to record the procedural actions in which he or she takes part, as well as the progress of court proceedings, in the manner prescribed by the law;

9) certifying copies of documents in the cases handled by such advocate, unless the law provides for another mandatory procedure for certifying copies of documents;

10) obtaining written opinions of experts on matters requiring special knowledge; and

11) enjoying other rights provided by this Law and the other laws.

**Article 21. Professional Duties of an Advocate**

1. When engaging in advocate's activity, an advocate shall:

1) abide by the oath of an advocate of Ukraine and the rules of advocates' ethics;

2) upon the client's request, provide a report on the progress of performance of the legal assistance agreement;

3) immediately notify the client should any conflict of interest arise;

4) improve his or her professional skills;

5) comply with the decisions of bar self-governance bodies; and

6) perform other duties envisaged under the law and the legal assistance agreement.

2. It shall be forbidden for an advocate:

1) to exercise his or her rights contrary to the rights, freedoms and legitimate interests of the client;

2) to disclose, without the client's consent, information constituting advocate's secrecy or use such information in his or her own interests or in the interests of any third parties;

3) to take a certain position in the case contrary to the client's will, save for the events when the advocate is confident that the client has made a false confession; or

4) to refuse to provide legal assistance, save for the events envisaged by the law.

3. An advocate shall ensure protection of an individual's personal data in his or her possession in accordance with the personal data protection laws.

**Article 22. Advocate's Secrecy**

1. The advocate's secrecy shall include any information about the client that has become known to the advocate, an assistant advocate, an intern for an advocate, or a person engaged in any labor relation with the advocate, as well as any matters in connection with which the client (the person who has been denied the execution of a legal assistance agreement on the grounds provided by this Law) has applied to the advocate, the advocate's bureau, or the advocates' association, the contents of the advocate's advice, consultations and explanations, the documents drawn up by the advocate, the information stored on electronic media, and other documents and information obtained by the advocate while engaging in advocate's activity.

2. Information or documents can lose their status of advocate's secrecy upon a written application by the client (the person who has been denied the execution of a legal assistance agreement on the grounds provided by this Law). Information or documents received from any third parties and containing information about them may be disseminated subject to requirements of the personal data protection laws.

3. The duty to maintain advocate's secrecy shall apply to the advocate, an assistant advocate, an intern for an advocate, or a person engaged in any labor relation with the advocate, the advocate's bureau, or the advocates' association, as well as to a person whose right to engage in advocate's activity has been suspended or terminated. An advocate, an advocate's bureau, or an advocates' association shall create the necessary conditions to prevent outsiders from accessing or disclosing any information that constitutes advocate's secrecy.

4. If the client brings claims against the advocate in connection with his or her advocate's activity, the advocate shall be released from the duty to maintain advocate's secrecy to the extent required to defend his or her rights and interests. In this case, the court, the body conducting disciplinary proceedings against the advocate, other bodies or officers who consider the client's claims against the advocate or to whom such claims become known, shall take necessary measures to prevent outsiders from accessing or disclosing any information that constitutes advocate's secrecy.

5. Persons guilty of the access to or disclosure of any information constituting advocate's secrecy by outsiders shall be held liable in accordance with the law.

**Article 23. Guarantees Regarding Advocate's Activity**

1. The professional rights, honor and dignity of an advocate are guaranteed and protected by the Constitution of Ukraine, this Law and the other laws, in particular:

1) it shall be forbidden to interfere with or hinder advocate's activity in any manner whatsoever;  
2) it shall be forbidden to request that an advocate, an assistant advocate, an intern for an advocate, or a person engaged in any labor relation with the advocate, the advocate's bureau, or the advocates' association, as well as a person whose right to engage in advocate's activity has been suspended or terminated, provide any information that constitutes advocate's secrecy. It shall also be forbidden to question the said persons on any such matters, except when the person, who has entrusted them with relevant information, releases the said persons from the confidentiality obligation in the manner prescribed by the law;

3) any investigational search measures or investigative actions, which can be taken only with the court's permission, shall be taken against an advocate only on the basis of a court decision issued upon a motion by the Prosecutor General of Ukraine, his deputies, or the prosecutors of the Autonomous Republic of Crimea, oblasts, and the cities of Kyiv and Sevastopol;

4) it shall be forbidden to inspect, disclose, request or seize documents relating to advocate's activity;

5) an advocate shall be guaranteed equal rights with the other participants in the proceedings, the observance of principles of the adversarial approach to and freedom in the provision of evidence and the proving of its strength;

6) the life, health, honor and dignity of an advocate and his or her family members, and their property, shall be protected by the State, and any infringement thereof shall entail liability as prescribed by the law;

7) an advocate shall be guaranteed the right to safety during criminal proceedings in the manner prescribed by the law;

8) it shall be forbidden to engage an advocate for confidential cooperation in the conduct of investigational search measures or investigative actions, if such cooperation involves or may lead to a disclosure of any information constituting advocate's secrecy;

9) it shall be forbidden to interfere in private communications between an advocate and his or her client;

10) any submission by an investigator or a prosecutor and the issue of any separate court ruling (resolution) regarding an advocate's legal position in the case shall be forbidden;

11) it shall be forbidden to interfere in the legal position of an advocate;

12) the authority or officers who detain an advocate or take preventive measures against an advocate shall immediately notify the respective regional bar council;

13) a notice of suspicion that an advocate has committed a criminal offence may be given only by the Prosecutor General of Ukraine, his or her deputy, or the prosecutors of the Autonomous Republic of Crimea, oblasts, and the cities of Kyiv and Sevastopol;

14) it shall be forbidden to bring an advocate (a person whose right to engage in advocate's activity has been suspended or terminated) to criminal or other liability or threaten them with liability in connection with their engagement in advocate's activity in accordance with the law;

15) an advocate's statements on the case, including statements that reflect his or her client's position and media statements, may not serve as grounds for bringing such advocate to liability, provided that no professional duties of such advocate are breached in this context;

16) it shall be forbidden to equate an advocate with his or her client; and

17) disciplinary proceedings against an advocate shall be instituted under a special procedure.

The specific requirements for the taking of certain investigative actions or measures associated with the conduct of criminal proceedings against an advocate are set forth in part two of this Article.

2. In the event of a search or examination of an advocate's home, other property, or the premises where such advocate engages in advocate's activity or in the event of temporary access to an advocate's things and documents, the investigator, the judge or the court shall necessarily include in their respective decision a list of things or documents to be searched, revealed or seized during the taking of an investigative action or a measure associated with the conduct of criminal proceedings, subject to subclauses 2 – 4 of part one of this Article.



During a search or examination of an advocate's home, other property, or the premises where such advocate engages in advocate's activity or during temporary access to an advocate's things and documents, a representative of the regional bar council must be present, unless otherwise provided in paragraph four of this part. To ensure the participation of such representative, the officer taking the respective investigative action or the respective measure associated with the conduct of criminal proceedings shall give an advance notice thereof to the regional bar council at the location of the site of such procedural action.

To ensure compliance with the advocate's secrecy requirements of this Law, during the taking of the said procedural actions the regional bar council's representative shall have the right to ask questions and submit his or her comments or objections regarding the procedure of taking such procedural actions to be entered in the protocol.

Provided that the respective notice has been given to the regional bar council in advance, a failure by the regional bar council's representative to appear shall not prevent the respective procedural action from being taken.

3. Government agencies, local self-government authorities, their officials and officers, shall, in the context of their relations with advocates, comply with the requirements of the Constitution and the laws of Ukraine, the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms of 1950 and the Protocols thereto, as ratified by the Supreme Council of Ukraine, and the practice of the European Court for Human Rights.

**Article 24. An Advocate's Request**

1. The advocate's request is an advocate's written request addressed to a government agency, a local self-government authority, their officials and officers, enterprises, institutions or organizations, regardless of their form of ownership and subordination, or public associations, regarding provision of information or copies of documents required by the advocate for the purposes of providing legal assistance to his or her client.

The advocate's request shall be accompanied by copies of the certificate for the right to engage in advocate's activity, the warrant or the instruction of the authority (institution) authorized by the law to provide free legal aid, such copies to be certified by the advocate. It shall be forbidden to request that the advocate submits any other documents together with the advocate's request.

The advocate's request may not concern the provision of advice or explanations regarding provisions of the law.

The information and copies of the documents obtained during criminal proceedings shall be provided to the advocate in the manner prescribed by the criminal procedure laws.

2. The government agency, the local self-government authority, their officials and officers, and the directors of enterprises, institutions, organizations and public associations who receive an advocate's request shall, not later than within five business days of the date of receipt of such request, provide the advocate with the respective information and copies of the respective documents, except for any restricted information and copies of any documents containing restricted information.

If an advocate's request covers a large amount of information or requires a search for any specific information among a large amount of data, the period of consideration of such advocate's request may be extended to last twenty business days, with the substantiation of the reasons behind such extension, of which the advocate shall be notified not later than within five business days after the date of receipt of the respective advocate's request.

If the granting of an advocate's request requires that copies of documents be made of more than ten pages, the advocate shall reimburse the related actual copying and printing costs. The amount of such costs may not exceed the maximum copying and printing cost amounts set by the Cabinet of Ministers of Ukraine in accordance with the Law of Ukraine "On Access to Public Information".

3. Failure to provide information further to an advocate's request, a delay in the provision of such information or the provision of incomplete or untrue information shall entail liability as prescribed by the law, except when the refusal to provide information concerns any restricted information.

**Article 25. Provision of Free Legal Aid by an Advocate**

1. The procedure and the conditions governing engagement of advocates for the provision of free legal aid shall be prescribed by the law.

2. The quality, completeness and timeliness of the provision by advocates of primary free legal aid shall be evaluated at the request of local self-government authorities, and the quality, completeness

and timeliness of the provision by advocates of secondary free legal aid shall be evaluated at the request of an authority (institution) authorized by the law to provide free legal aid, by commissions specially set up for these purposes by the regional bar councils.

#### **Section IV.**

### **THE LEGAL ASSISTANCE AGREEMENT**

#### **Article 26.** Grounds for Engaging in Advocate's Activity

1. The advocate's activity shall be carried out on the basis of a legal assistance agreement.

The documents evidencing an advocate's right to provide legal assistance may include the following documents:

- 1) a legal assistance agreement;
- 2) a power of attorney;
- 3) a warrant; and
- 4) an instruction of an authority (institution) authorized by the law to provide free legal aid.

2. The warrant is a written document which evidences an advocate's right to provide legal assistance in the events prescribed by this Law and the other laws of Ukraine. The warrant shall be issued by an advocate, an advocate's bureau or an advocates' association and shall be signed by the advocate. The Bar Council of Ukraine shall approve the standard warrant form.

3. The powers of an advocate acting as a defender or a representative during commercial, civil, administrative court proceedings, during criminal proceedings, or during the trial of cases involving administrative offences, and as an authorized person during constitutional court proceedings shall be confirmed in the manner prescribed by the law.

4. An advocate shall act within the scope of powers granted to him or her by the client, subject to the restrictions imposed in respect of certain procedural actions.

#### **Article 27.** The Form and Contents of a Legal Assistance Agreement

1. The legal assistance agreement shall be executed in written form.

2. The legal assistance agreement may be executed in verbal form in the events:

1) involving the provision of verbal and written advice or explanations regarding legal matters, provided that the respective entry is made in the register and the respective document is given to the client to confirm payment of the fee (consideration); or

2) if the client needs immediate legal assistance and there is no possibility of executing a written agreement in the given particular circumstances, provided that the written agreement is executed within three days or, if there are objective obstacles to such execution, within the shortest possible time.

3. General contractual law requirements shall apply to legal assistance agreements.

4. The legal assistance agreement may be executed for the benefit of the client by another person acting in such client's interests. The specific requirements for the execution and the contents of contracts (agreements) with advocates providing free legal aid shall be set by the law governing the procedure for providing free legal aid.

5. The provisions of a legal assistance agreement may not contradict the Constitution of Ukraine and the laws of Ukraine, the interests of the State and the public, its moral principles, the oath of an advocate of Ukraine and the rules of advocates' ethics.

#### **Article 28.** Grounds for Refusal to Enter into a Legal Assistance Agreement

1. It shall be forbidden for an advocate, an advocate's bureau, or an advocates' association, to enter into a legal assistance agreement if there is any conflict of interest involved.

It shall be forbidden for an advocate to enter into a legal assistance agreement and the advocate shall refuse to perform an agreement entered into by an advocate, an advocate's bureau or an advocates' association, if:

1) the instruction to perform certain actions goes beyond the scope of the advocate's professional rights and obligations;

2) the result desired by the client or the means of its achievement on which the client insists are unlawful, contrary to the moral public principles, the oath of an advocate of Ukraine, or the rules of advocates' ethics;

3) the advocate is a participant in the respective proceedings and this gives grounds for his or her disqualification in accordance with the procedural law;

4) the performance of the respective legal assistance agreement may result in a disclosure of any

information constituting advocate's secrecy;

5) the advocate is a family member or a close relative of an official participating in the criminal, civil or administrative court proceedings, the criminal proceedings or the trial of a case involving an administrative offence, in connection with which the legal assistance agreement is sought to be entered into with the advocate;

6) the performance of the agreement may be contrary to the interests of the advocate, his or her family members or close relatives, the advocate's bureau or the advocates' association of which such advocate is the founder (a member), the advocate's professional duties, and in the event of the existence of any other circumstances that may result in a conflict of interest; or

7) the advocate is providing legal assistance to another person whose interests may be contrary to the interests of the person seeking to enter into such legal assistance agreement.

2. In the event of refusal to enter into a legal assistance agreement, the advocate shall maintain advocate's secrecy with respect to the information obtained by such advocate from the person seeking to enter into such legal assistance agreement.

**Article 29.** Expiry, Early Termination and Rescission of a Legal Assistance Agreement

1. The effective term of a legal assistance agreement shall expire upon its proper performance.

2. A legal assistance agreement may be earlier terminated by mutual agreement of the parties or rescinded at the request of either party in accordance with the terms and conditions set out in such agreement. In this case, the client shall pay the fee (consideration) to the advocate (the advocate's bureau, the advocates' association) for all works performed or prepared to be performed, and the advocate (the advocate's bureau, the advocates' association) shall notify the client of the possible consequences and risks associated with the early termination (rescission) of the agreement.

**Article 30.** The Fee

1. The fee shall be a form of remuneration of an advocate for performance of defense, representation and provision of other types of legal assistance for the client.

2. The fee calculation procedure (a fixed fee, hourly rates), the grounds for changing the amount of the fee, its payment procedure, its return conditions, etc., shall be set out in the legal assistance agreement.

3. When setting the amount of the fee, consideration shall be given to the complexity of the case, the qualification and experience of the advocate, the financial situation of the client, and other material circumstances. The fee shall be reasonable and shall take into account the time spent by the advocate.

**Section V.**

**SUSPENSION AND TERMINATION OF THE RIGHT  
TO ENGAGE IN ADVOCATE'S ACTIVITY**

**Article 31.** Suspension of the Right to Engage in Advocate's Activity

1. The right to engage in advocate's activity shall be suspended if:

1) the advocate files an application for suspension from practice;

2) a court's guilty verdict enters into effect against the advocate for a crime, except for the event envisaged in clause 6 of part one of Article 32 of this Law;

3) a disciplinary penalty is imposed on the advocate in the form of suspension of the right to engage in advocate's activity; or

4) the advocate is recognized under a court decision to be legally incapacitated or have diminished capacity.

2. A disciplinary penalty imposed on the advocate in the form of suspension of the right to engage in advocate's activity may be only applied in the following events:

1) a disciplinary offense repeated within a year;

2) a violation of requirements regarding the incompatibility of duties;

3) a regular or one-time gross breach of the rules of advocates' ethics.

3. The right to engage in advocate's activity shall be suspended:

1) on the ground envisaged under clause 1 of part one of this Article, – from the day when the advocate's respective application is filed with the regional bar council at the location of the advocate's place of work;

2) on the grounds envisaged under clauses 2 and 4 of part one of this Article, – from the day when the respective court decision enters into effect; and

3) on the ground envisaged under clause 3 of part one of this Article, – from the day when the

respective decision is adopted by the qualification and disciplinary commission of the bar.

A copy of the decision of the qualification and disciplinary commission of the bar, envisaged under clause 3 of this part, shall, within three days of the date of its adoption, be sent to the advocate and the respective regional bar council. The decision of the qualification and disciplinary commission of the bar regarding suspension of the right to engage in advocate's activity may be appealed, within thirty days after the date of its adoption, to the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar or to a court. The filing of an appeal against such decision shall not suspend its effect.

4. The right to engage in advocate's activity shall be restored in the event of:

1) its suspension on the ground envisaged under clause 1 of part one of this Article, – from the day immediately following the day when the regional bar council receives the advocate's application for restoration of the right to engage in advocate's activity;

2) its suspension on the ground envisaged under clause 2 of part one of this Article, – from the day immediately following the day when the regional bar council receives confirmation of the cancellation or expungement, in the manner prescribed by law, of the respective conviction;

3) its suspension on the ground envisaged under clause 3 of part one of this Article, – from the date of expiry of the period for which the right to engage in advocate's activity has been suspended by decision of the qualification and disciplinary commission of the bar; and

4) its suspension on the ground envisaged under clause 4 of part one of this Article, – from the day immediately following the day when the regional bar council receives the respective court decision.

If the right to engage in advocate's activity is suspended on the ground envisaged under clause 3 of part one of this Article, such right shall also be restored from the day when the respective court decision enters into effect or from the day when the respective decision is adopted by the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar.

5. Within the period of suspension of a person's right to engage in advocate's activity, the advocate shall not engage in such activity. Besides, such advocate shall not be entitled to participate in the work of bar self-governance bodies, except when such right is suspended in connection with the person's appointment to an office with a government agency by the Congress of Advocates of Ukraine.

6. Information about suspension of the right to engage in advocate's activity shall be entered in the Unified Register of Advocates of Ukraine.

#### **Article 32. Termination of the Right to Engage in Advocate's Activity**

1. The right to engage in advocate's activity shall be terminated through cancellation of the certificate for the right to engage in advocate's activity:

1) if the advocate files an application for termination of the right to engage in advocate's activity;

2) if the advocate is declared missing or dead;

3) upon the advocate's death;

4) if a disciplinary penalty is imposed against the advocate in the form of deprivation of the right to engage in advocate's activity;

5) in the event of establishing the fact of submission of untrue information for receiving the certificate for the right to engage in advocate's activity and take the oath of an advocate of Ukraine; or

6) if a court's guilty verdict enters into effect against the advocate for a grave crime, a particularly grave crime or a crime of medium gravity, for which an imprisonment sentence has been issued.

2. A disciplinary penalty imposed on the advocate in the form of suspension of the right to engage in advocate's activity may be only applied in the following events:

1) a breach of the oath of an advocate of Ukraine;

2) any disclosure of any information constituting advocate's secrecy or any use of such information in his or her own interests or in the interests of any third parties;

3) if any unlawful actions of an advocate associated with engagement in advocate's activity cause serious harm to the client if such harm is revealed by a court decision that has entered into legal force;

4) a regular or one-time gross breach of the rules of advocates' ethics which undermines the authority of the Bar of Ukraine.

3. The right to engage in advocate's activity shall terminate:

1) on the ground envisaged under clause 1 of part one of this Article, – from the day when the

advocate's respective application is filed with the regional bar council at the location of the advocate's place of work;

2) on the grounds envisaged under clauses 2 and 6 of part one of this Article, – from the day when the respective court decision enters into effect; and

3) on the grounds envisaged under clauses 4 and 5 of part one of this Article, – from the day when the qualification and disciplinary commission of the bar adopts the respective decision.

If the right to engage in advocate's activity is terminated on the grounds envisaged under clauses 4 and 5 of part one of this Article, a copy of the decision of the qualification and disciplinary commission of the bar shall, within three days of the date of its adoption, be sent to the advocate and the respective regional bar council. The decision of the qualification and disciplinary commission of the bar regarding termination of the right to engage in advocate's activity may be appealed, within thirty days of the date of its adoption, to the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar or to a court. The filing of an appeal against such decision shall not suspend its effect.

4. The right to engage in advocate's activity, which was terminated on the grounds envisaged under clauses 4 and 5 of part one of this Article, shall be restored from the day when the respective court decision enters into effect or from the day when the respective decision is adopted by the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar.

5. Termination of a person's right to engage in advocate's activity shall entail termination of such activity and person's right to participate in the work of bar self-governance bodies.

6. A person, in respect of whom the decision has been adopted to terminate his or her right to engage in advocate's activity on the grounds envisaged under clauses 4 and 5 of part one of this Article, may file an application for admission to a bar examination with the qualification and disciplinary commission of the bar not earlier than in two years' time after the date of adoption of the decision on termination of the right to engage in advocate's activity, and if such decision has been adopted on the ground envisaged under clause 6 of part one of this Article, – from the day of the cancellation or expungement, in the manner prescribed by law, of the respective conviction, but not earlier than in two years' time after the date when the court's guilty verdict against the advocate enters into effect.

7. Information about termination of the right to engage in advocate's activity shall be entered in the Unified Register of Advocates of Ukraine.

## **Section VI.**

### **ADVOCATE'S DISCIPLINARY LIABILITY**

#### **Article 33.** General Terms and Conditions Governing Advocate's Disciplinary Liability

1. An advocate may be brought to disciplinary liability under the procedure of disciplinary proceedings on the grounds envisaged under this Law.

2. The disciplinary proceedings are the procedure of consideration of a written complaint containing information about the availability of features of a disciplinary offense in an advocate's actions.

3. Disciplinary proceedings against an advocate shall be conducted by the qualification and disciplinary commission of the bar at the location of such advocate's place of work as indicated in the Unified Register of Advocates of Ukraine.

#### **Article 34.** Grounds for Bringing an Advocate to Disciplinary Liability

1. If an advocate commits a disciplinary offense, this shall serve as the ground for bringing such advocate to disciplinary liability.

2. The disciplinary offense of an advocate shall be:

1) a violation of requirements regarding the incompatibility of duties;

2) a breach of the oath of an advocate of Ukraine;

3) a breach of the rules of advocates' ethics;

4) a disclosure of information constituting advocate's secrecy or actions resulting in such disclosure;

5) failure to perform or improper performance of his or her professional duties;

6) failure to comply with the decisions of bar self-governance bodies; or

7) a breach of the advocate's other duties as imposed by the law.

3. Neither the adoption by a court or another authority of a decision unfavorable for his or her client nor the reversal or amendment of the decision of the court or the other authority issued in the

case, in which an advocate provided defense, representation or other types of legal assistance, shall serve as a ground for bringing an advocate to disciplinary liability, provided that there is no disciplinary offense involved in this context.

**Article 35. Types of Disciplinary Penalties; Period of Application of Disciplinary Penalties**

1. For a disciplinary offense, one of the following disciplinary penalties may be imposed on an advocate:

- 1) a warning;
- 2) suspension of the right to engage in advocate's activity for a period of one month to one year;

or

3) for advocates of Ukraine – deprivation of the right to engage in advocate's activity with the subsequent deletion from the Unified Register of Advocates of Ukraine, and for foreign advocates – deletion from the Unified Register of Advocates of Ukraine.

2. An advocate may be brought to disciplinary liability within one year after the date of the respective disciplinary offense committed by such advocate.

**Article 36. Initiation of Disciplinary Liability of an Advocate**

1. The right to file an application (a complaint) with the qualification and disciplinary commission of the bar against the conduct of an advocate, which can serve as a ground for disciplinary liability, shall be vested in anyone who knows about the facts of such conduct.

2. It shall be forbidden to abuse the right to apply to the qualification and disciplinary commission of the bar, including to initiate disciplinary liability of an advocate, without sufficient grounds, or use the said right to put pressure on the advocate in connection with his or her engagement in advocate's activity.

A disciplinary case against an advocate may not be instituted upon an application (complaint) containing no information about the availability of features of a disciplinary offense committed by such advocate or upon an anonymous application (complaint).

**Article 37. Stages of Disciplinary Proceedings**

1. The disciplinary proceedings shall consist of the following stages:

- 1) verification of information about the disciplinary offense committed by the advocate;
- 2) institution of a disciplinary case;
- 3) consideration of the disciplinary case; and
- 4) adoption of the decision in the disciplinary case.

**Article 38. Verification of Information About an Advocate's Disciplinary Offense**

1. An application (complaint) regarding an advocate's conduct that may entail his or her disciplinary liability shall be registered by the qualification and disciplinary commission of the bar and, not later than within three days after the date of its receipt, shall be handed over to the disciplinary chamber.

2. A member of the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar shall, on the instructions of the chamber's chairman, verify the information contained in the application (complaint) and shall ask the advocate to provide written explanations on the merits of the raised issues.

During the verification process, the member of the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar shall have the right to question persons who know the circumstances of the action containing features of a disciplinary offense, to receive, upon written requests, information necessary for such verification purposes from government agencies and local self-government authorities, their officials and officers, directors of enterprises, institutions and organizations, regardless of their form of ownership and subordination, public associations or individuals, except for restricted information.

The government agency, the local self-government authority, their officials and officers, the directors of enterprises, institutions, organizations, public associations, and the individuals, to whom a member of the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar has addressed his or her request, shall, not later than within ten business days of the receipt of such request, provide the respective information, copies of documents.

Refusal to provide information at the request of a member of the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar, a delay in the provision of such information, or provision of incomplete or untrue information shall entail liability as provided by the law.

Based on the verification results, the member of the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar shall draw up a statement containing description of the circumstances discovered during the verification process, as well as conclusions and proposals regarding the availability of grounds for instituting a disciplinary case.

3. The report (complaint) about the advocate's disciplinary offense, the statement and all verification-related materials shall be submitted for consideration to the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar.

**Article 39. Institution of a Criminal Case**

1. Based on the results of consideration of the report (complaint) about the advocate's disciplinary offense, the statement and the verification-related materials, the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar shall, by a majority of votes of the chamber's members taking part in its meeting, adopt the decision either to institute or refuse to institute a disciplinary case against the advocate.

2. The decision regarding institution of a disciplinary case, with the specification of the place, day and time of its consideration, or the decision regarding refusal to institute a disciplinary case shall be sent or delivered against signature to the advocate and to the person who has initiated the issue of such advocate's disciplinary liability within three days of the date of adoption of the respective decision. The decision regarding institution of a disciplinary case, which is to be sent or delivered to the advocate, shall be accompanied by the statement of the member of the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar drawn up based on the verification results.

3. The decision regarding institution of a disciplinary case or refusal to institute a disciplinary case may be appealed, within thirty days of the date of its adoption, to the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar or to a court.

**Article 40. Consideration of a Disciplinary Case**

1. A disciplinary case against an advocate shall be considered by the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar within thirty days of the date of its institution.

2. A disciplinary case shall be considered in accordance with the principles of adversarial proceedings. During the consideration of the case, the disciplinary chamber shall hear a report of the member of the disciplinary chamber, who has conducted the verification, on the results of such verification, explanations of the advocate against whom the disciplinary case has been instituted and of the person who has initiated the issue of the advocate's disciplinary liability and explanations of other interested parties.

The advocate against whom the disciplinary case has been instituted and the person who has initiated the issue of such advocate's disciplinary liability shall have the right to give explanations, to ask questions to participants in the proceedings, to raise objections, to provide evidence in support of their arguments, to file motions and disqualification petitions, and to use the legal assistance of an advocate.

If the advocate the disciplinary case against whom is pending is unable to attend the meeting of the qualification and disciplinary commission of the bar for a valid reason, such advocate may provide written explanations on the merits of the raised issues, such explanations to be included in the case file. The advocate's written explanations shall be read out at the meeting of disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar.

Failure of the advocate or the person who has initiated the issue of the advocate's disciplinary liability to appear at the meeting of the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar without a valid reason, provided that evidence is available that such persons were notified in advance of the place, day and time of the meeting, shall not prevent the disciplinary case from being considered. In the event of the said persons' repeat failure to appear at the chamber's meeting, the case shall be considered in their absence regardless of the reasons behind such failure to appear.

3. Cases involving an advocate's disciplinary liability shall be considered in open proceedings, unless such open proceedings may result in a disclosure of any information constituting advocate's secrecy.

4. During the meeting of the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar, minutes shall be kept, such minutes to be signed by the chairman and the secretary of the meeting.

**Article 41.** Adoption of the Decision in a Disciplinary Case

1. Based on the results of the consideration of a disciplinary case, the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar shall adopt the decision to bring the advocate to disciplinary liability for a disciplinary offense and impose a disciplinary penalty on such advocate, or to close the disciplinary case. The decision of the disciplinary chamber shall be adopted by a majority of the total votes of its members, except for the decision to terminate the right to engage in advocate's activity which decision shall be adopted by two-thirds of the total votes of its members.

The decision in the disciplinary case shall be substantiated. When choosing a disciplinary penalty, consideration shall be given to the circumstances of the offense, its consequences, the identity of the advocate, and other circumstances.

2. The decision in a disciplinary case shall be adopted in the absence of the advocate against whom the disciplinary case has been instituted and of the person who has initiated the issue of the advocate's disciplinary liability.

The member of disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar who has conducted the verification of information about the advocate's disciplinary offense shall not participate in the vote.

3. The decision shall be read out at the meeting of the disciplinary chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar. A copy of the decision shall be sent or delivered against signature to the advocate and to the person who has initiated the issue of the advocate's disciplinary liability within three business days of the date of adoption of such decision.

**Article 42.** Appeal Against the Decision in a Disciplinary Case

1. The advocate or the person who has initiated the issue of the advocate's disciplinary liability may appeal the decision issued in the disciplinary case, within thirty days of the date of its adoption, to the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar or to a court. The filing of an appeal against such decision shall not suspend its effect.

2. The High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall, within ten days of the receipt of the application (complaint), request materials related to the disciplinary case from the respective qualification and disciplinary commission of the bar and shall cause the appeal against the decision issued in the disciplinary case to be considered within thirty days of the date of receipt of such materials related to the disciplinary case.

**Section VII.**

**BAR SELF-GOVERNANCE**

**Article 43.** Basic Principles Governing Bar Self-Governance

1. Bar self-governance shall be based on the principles of electivity, publicity, the binding force of the decisions of bar self-governance bodies, accountability, and a ban on the interference by bar self-governance bodies in an advocate's professional activity.

2. Only advocates of Ukraine may take part in the work of bar self-governance bodies and be elected as members of the same.

**Article 44.** Bar Self-Governance Tasks

1. Bar self-governance shall pursue the following tasks:

1) ensuring advocates' independence and providing protection against interference in advocate's activity;

2) maintaining the high professional level of advocates;

3) setting up and ensuring the operations of qualification and disciplinary commissions of the bar;

4) creating favorable conditions for engagement in advocate's activity;

5) ensuring the openness of information about the bar and advocate's activity;

6) ensuring maintenance of the Unified Register of Advocates of Ukraine; and

7) participating in the formation of the High Council of Justice in the manner prescribed by the law.

**Article 45.** The National Advocates Association of Ukraine

1. The National Advocates Association of Ukraine shall be a non-government non-profit professional organization uniting all advocates of Ukraine and set up to ensure fulfillment of the tasks of bar self governance.

2. The National Advocates Association of Ukraine shall:



1) represent the Bar of Ukraine in relations with government agencies, local self-government authorities, their officials and officers, enterprises, institutions and organizations, regardless of their form of ownership, public associations and international organizations, and delegate its representatives to government agencies;

2) protect the professional rights of advocates and secure guarantees for advocate's activity;

3) ensure the high professional level of advocates of Ukraine;

4) ensure access to and openness of information about advocates of Ukraine;

5) perform other functions in accordance with this Law.

3. The National Advocates Association of Ukraine shall be a legal entity and shall act on the basis of the organizational forms of bar self-governance envisaged under this Law.

4. The National Advocates Association of Ukraine shall be created at the Congress of Advocates of Ukraine and may not be reorganized. The National Advocates Association of Ukraine may be liquidated only in accordance with the law.

5. The Charter of the National Advocates Association of Ukraine shall be approved at the Congress of the Advocates of Ukraine and shall be its constituent document.

6. Upon state registration of the National Advocates Association of Ukraine, all holders of certificates for the right to engage in advocate's activity shall become its members. Other persons shall become members of the National Advocates Association of Ukraine upon taking of the oath of an advocate of Ukraine.

#### **Article 46. Organizational Forms of Bar Self-Governance**

1. The organizational forms of bar self-governance shall include regional conferences of advocates (in the Autonomous Republic of Crimea, in oblasts, and in the cities of Kyiv and Sevastopol), regional bar councils (in the Autonomous Republic of Crimea, in oblasts, and in the cities of Kyiv and Sevastopol), the Bar Council of Ukraine, and the Congress of Advocates of Ukraine.

2. Bar self-governance shall be implemented through the activities of the regional conferences of advocates (in the Autonomous Republic of Crimea, in oblasts, and in the cities of Kyiv and Sevastopol), the regional bar councils (in the Autonomous Republic of Crimea, in oblasts, and in the cities of Kyiv and Sevastopol), the qualification and disciplinary commissions of the bar (in the Autonomous Republic of Crimea, in oblasts, and in the cities of Kyiv and Sevastopol), the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, the regional audit commissions of advocates (in the Autonomous Republic of Crimea, in oblasts, and in the cities of Kyiv and Sevastopol), the High Audit Commission of the Bar, the Bar Council of Ukraine, and the Congress of Advocates of Ukraine.

#### **Article 47. The Regional Conference of Advocates**

1. The regional conference of advocates is the highest body of the bar self-governance in the Autonomous Republic of Crimea, regions (oblasts), the cities of Kyiv and Sevastopol, and it is the conference of the advocates whose place of work is located in the Autonomous Republic of Crimea, regions (oblasts), the cities of Kyiv and Sevastopol, respectively, and whose data are included in the Unified Register of Advocates of Ukraine.

The electoral quotient, the procedure for nominating and electing the delegates to a regional conference of advocates shall be approved by the Bar Council of Ukraine.

2. A regional conference of advocates shall be convened by a regional bar council at least one time every year. The conference may also be convened upon proposal of at least one tenth of the total number of regional advocates, whose place of work is located in the relevant region, or of the Bar Council of Ukraine.

If a regional bar council fails to convene the conference within thirty days from the day of receipt of the proposal on its convocation, the advocates who have signed such a proposal or the Bar Council of Ukraine shall make a decision to create an organizational bureau for convening a regional conference of advocates. The organizational bureau shall have the rights of a regional bar council regarding convocation and ensuring holding of the conference and shall define the person who will preside at the conference.

3. Advocates shall notify of the date, time and place of holding a regional conference of advocates and of the items on the agenda not later than fifteen days before the conference commencement date.

4. A regional conference of advocates shall be deemed competent if more than a half of the delegates to the conference take part in its work.

5. The powers of the regional conference of advocates shall comprise:

- 1) election of the Head and members of a regional bar council and their early recall from their positions;
- 2) election of delegates to the Congress of Advocates of Ukraine;
- 3) election of a representative of the regional advocates to the Bar Council of Ukraine, a representative of the regional advocates to the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar and their early recall from their positions;
- 4) determination of the number of members of qualification and disciplinary chambers of the qualification and disciplinary commission of the bar, election of the Head and members of the qualification and disciplinary commission of the bar, and their early recall from their positions;
- 5) election of the Head and members of a regional audit commission of advocates and their early recall from their positions;
- 6) approval of the staff list and budget of a regional bar council and the qualification and disciplinary commission of the bar;
- 7) consideration and approval of the report of a regional bar council, the qualification and disciplinary commission of the bar, opinions of a regional audit commission of advocates, representatives of the regional advocates in the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar and the Bar Council of Ukraine;
- 8) making other decisions in accordance with this Law.

6. The decisions of a regional conference of advocates shall be made by the majority of votes of the delegates to the conference taking part in its work.

**Article 48.** The Regional Bar Council

1. Between the regional conferences of advocates, a regional bar council shall act as a bar self-governance body in the region.

The regional bar council shall be controlled by and accountable to the regional conference of advocates.

2. The Head and members of the regional bar council shall be elected by the regional conference of advocates from among the advocates who have at least a five-year track record of advocate's activity and whose place of work is located in the Autonomous Republic of Crimea, regions (oblasts), the cities of Kyiv and Sevastopol, respectively, and whose data are included in the Unified Register of Advocates of Ukraine, for the period of five years. One and the same person may not be the Head or a member of the regional bar council for more than two terms in succession. The number of members of the regional bar council shall be defined by the regional conference of advocates.

3. At the first meeting, members of the regional bar council shall, upon proposal of the Head of the council, elect from among themselves the Deputy Head and the secretary of the council.

The Head, the Deputy Head, the secretary and a member of the regional bar council may not at the same time be elected to the qualification and disciplinary commission of the bar, the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, a regional audit commission of advocates, the High Audit Commission of the Bar, the Bar Council of Ukraine, and the commission for assessing quality, completeness and timeliness of providing free legal aid by the advocates.

The Head, the Deputy Head, the secretary and a member of the regional bar council may be early recalled from their positions upon the decision of the bar self-governance body which has elected them.

4. A regional bar council shall:

- 1) represent the regional advocates;
- 2) set forth the agenda, convene and ensure holding of the regional conference of advocates;
- 3) ensure performance of the decisions of the regional conference of advocates, and monitor their performance;
- 4) provide methodological and information support of the regional advocates, contribute to the raising of professional skills of advocates;
- 5) take the oath of an advocate of Ukraine;
- 6) determine the representatives of the bar for the contest committee for selecting advocates to provide secondary free legal aid;
- 7) contribute to securing guarantees of advocate's activity and protecting advocates' professional and social rights;

8) dispose of funds and property in accordance with the approved budget;  
9) ensure proper entering of information to the Unified Register of Advocates of Ukraine;  
10) establish the commission for assessing quality, completeness and timeliness of providing free legal aid by the advocates;

11) perform other functions in accordance with this Law, decisions of the regional conference of advocates, the Bar Council of Ukraine, and the Congress of Advocates of Ukraine.

5. A meeting of the regional bar council shall be deemed competent if more than a half of its members take part in such meeting. The regional bar council shall make a decision by the majority of votes of the total number of its members.

6. The Head, the Deputy Head, and the secretary of the regional bar council may receive remuneration for their services in the amount and according to the procedure as established by the regional conference of advocates.

7. The regional bar council is a legal entity. Powers and authorities, and the procedure for operations, of the regional bar council shall be determined in this Law and the Regulation on the Regional Bar Council.

8. The Regulation on the Regional Bar Council to be approved by the Bar Council of Ukraine shall be the constituent document of the regional bar council.

#### **Article 49.** The Head of the Regional Bar Council

1. The Head of the regional bar council shall represent the council in its relations with the government authorities, local self-governance bodies, enterprises, institutions, organizations, and citizens.

2. The Head of the regional bar council shall ensure convening and holding the meetings of the regional bar council, organize and ensure record management of the regional bar council, and perform other actions as provided by the regulation on the regional bar council, and decisions of the regional conference of advocates, the regional bar council, the Bar Council of Ukraine, and the Congress of Advocates of Ukraine.

3. The Head of the regional bar council may receive remuneration in the amount established by the regional conference of advocates.

#### **Article 50.** The Qualification and Disciplinary Commission of the Bar

1. The qualification and disciplinary commission of the bar shall be created for the purpose of evaluating the professional skills of persons seeking to acquire the right to engage in advocate's activity and addressing the matters of advocates' disciplinary liability.

The qualification and disciplinary commission of the bar shall be controlled by and accountable to the regional conference of advocates.

2. The Head and members of the qualification and disciplinary commission of the bar shall be elected by the regional conference of advocates from among the advocates who have at least a five-year track record of advocate's activity and whose place of work is located in the Autonomous Republic of Crimea, regions (oblasts), the cities of Kyiv and Sevastopol, respectively, and whose data are included in the Unified Register of Advocates of Ukraine, for the period of five years. One and the same person may not be the Head or a member of the qualification and disciplinary commission of the bar for more than two terms in succession.

The Head of the qualification and disciplinary commission of the bar shall organize and ensure record management of the qualification and disciplinary commission of the bar.

The Head and a member of the qualification and disciplinary commission of the bar may be early recalled from their positions upon the decision of the regional conference of advocates which has elected them.

3. The qualification and disciplinary commission of the bar shall consist of a qualification chamber and a disciplinary chamber. The qualification chamber shall consist of at most nine members, and the disciplinary chamber shall consist of at most eleven members.

The qualification and disciplinary commission of the bar shall be deemed competent if elected by at least two thirds of the total number of members of each of the chambers approved by the regional conference of advocates.

At the first meeting, each chamber shall elect the Head and the secretary of the chamber from among the members of the chamber by majority of votes of the members of the chamber. The Head of

the chamber shall be the Deputy Head of the qualification and disciplinary commission of the bar by virtue of his/her position.

The Head or the secretary of the chamber may be early recalled from his/her position upon decision of the respective chamber.

4. The Head, the Deputy Head, the secretary and a member of the qualification and disciplinary commission of the bar may not at the same time be elected to the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, a regional audit commission of advocates, the High Audit Commission of the Bar, a regional bar council, the Bar Council of Ukraine, and the commission for assessing quality, completeness and timeliness of providing free legal aid by the advocates.

5. The powers and authorities of the qualification and disciplinary commission of the bar shall comprise:

- 1) organizing and conducting bar examinations;
- 2) taking resolutions on issue of a certificate on passing the bar examination;
- 3) deciding on suspension or termination of the right to engage in advocate's activity;
- 4) carrying out disciplinary proceedings with respect to advocates;
- 5) addressing other issues falling within the competence of the qualification and disciplinary

commission of the bar pursuant to this Law and decisions of the regional conference of advocates, the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, the Bar Council of Ukraine, and the Congress of Advocates of Ukraine.

In certain cases provided by this Law the powers and authorities of the qualification and disciplinary commission of the bar shall be performed by its qualification or disciplinary chamber.

6. A meeting of the qualification and disciplinary commission of the bar shall be deemed competent if more than a half of the members of its chambers take part in such meeting. A meeting of a chamber shall be deemed competent if more than a half of its members take part in such meeting.

7. A decision of the qualification and disciplinary commission of the bar shall be made by majority of votes of the total number of members of its chambers. A decision of a chamber shall be made by majority of votes of the total number of its members, save as otherwise prescribed by this Law.

8. A decision of the qualification and disciplinary commission of the bar may be appealed within thirty days from the date of its passing with the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar or a court.

9. The Head, the Deputy Head, the secretary and members of the qualification and disciplinary commission of the bar may receive remuneration for their services, may receive remuneration in the amount and the manner established by the regional conference of advocates.

10. The qualification and disciplinary commission of the bar shall be a legal entity and shall act in accordance with this Law, other laws of Ukraine and the regulation on the qualification and disciplinary commission of the bar.

11. The regulation on the qualification and disciplinary commission of the bar approved by the Bar Council of Ukraine shall be the constituent document of the qualification and disciplinary commission of the bar.

**Article 51. The Regional Audit Commission of Advocates**

1. A regional audit commission of advocates shall be created and act with the purpose to control financial and business activities of the regional bar council and the qualification and disciplinary commission of the bar.

The regional audit commission of advocates shall be controlled by and accountable to the regional conference of advocates.

2. The Head and members of the regional audit commission of advocates shall be elected by the regional conference of advocates from among the advocates who have at least a five-year track record of advocate's activity and whose place of work is located in the Autonomous Republic of Crimea, regions (oblasts), the cities of Kyiv and Sevastopol, and whose data are included in the Unified Register of Advocates of Ukraine, for the period of five years. The number of members of the regional audit commission of advocates shall be determined by the regional conference of advocates.

The Head and a member of the regional audit commission of advocates may be early recalled from their positions upon the decision of the regional conference of advocates which has elected them.

The Head and a member of the regional audit commission of advocates may not at the same time

be elected to the High Audit Commission of the Bar, the qualification and disciplinary commission of the bar, the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, a regional bar council, the Bar Council of Ukraine, and the commission for assessing quality, completeness and timeliness of providing free legal aid by the advocates.

3. Upon audit results, the regional audit commission of advocates shall draw up its opinions and submit them for consideration and approval to the regional conference of advocates. The regional audit commission of advocates may transfer the audit results to the Bar Council of Ukraine and the Congress of Advocates of Ukraine.

**Article 52.** The High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar

1. The High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall be a collegial body intended for the consideration of complaints against the decisions, acts or omissions of the qualification and disciplinary commissions of the bar.

The High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall be controlled by and accountable to the Congress of Advocates of Ukraine and the Bar Council of Ukraine.

2. The High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall consist of thirteen members who have at least a five-year track record of advocate's activity, one representative from each of the regions, who shall be elected by the regional conference of advocates, and the Head and two Deputy Heads who shall be elected by the Congress of Advocates of Ukraine. The secretary of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall be elected by the members of the commission by secret voting from among the members of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar.

The High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall be deemed competent if elected by at least two thirds of the total number of its members.

3. The term of office of the Head, Deputy Heads, the secretary and members of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall be five years. One and the same person may not be the Head, the Deputy Head, the secretary or a member of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar for more than two terms in succession.

The Head, the Deputy Head, the secretary and a member of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar may be early recalled from their positions upon the decision of the bar self-governance body which has elected them.

The Head, the Deputy Head, the secretary and a member of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar may not at the same time be elected to the qualification and disciplinary commission of the bar, a regional audit commission of advocates, the High Audit Commission of the Bar, a regional bar council, the Bar Council of Ukraine, and the commission for assessing quality, completeness and timeliness of providing free legal aid by the advocates.

4. The High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall:

1) consider complaints against the decisions, acts or omissions of the qualification and disciplinary commissions of the bar;

2) generalize the disciplinary practice of the qualification and disciplinary commissions of the bar;

3) perform other functions in accordance with this Law.

5. The High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, upon the results of the consideration of complaints against the decisions, acts or omissions of the qualification and disciplinary commission of the bar, may:

1) dismiss the statement of appeal and uphold the decision of the qualification and disciplinary commission of the bar;

2) amend the decision of the qualification and disciplinary commission of the bar;

3) reverse the decision of the qualification and disciplinary commission of the bar and issue a new decision;

4) refer the case for a new consideration to the respective qualification and disciplinary commission of the bar and bind the qualification and disciplinary commission of the bar to perform certain actions.

6. A meeting of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall be deemed competent if more than a half of the total number of its members take part in such meeting. The High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall make a decision by the majority of votes

of the total number of its members.

7. A decision of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar may be appealed with a court within thirty days upon its issue.

8. The Head of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall represent the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar in its relations with the government authorities, local self-governance bodies, enterprises, institutions, organizations, and citizens.

The Head of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall ensure convening and holding the meetings of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, allocate duties between his/her deputies, organize and ensure record management of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, dispose of the funds and property of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar in accordance with the approved budget, and perform other actions as provided by this Law, the regulation on the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, the decisions of the Bar Council of Ukraine and the Congress of Advocates of Ukraine.

The Head of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar may receive remuneration in the amount established by the Congress of Advocates of Ukraine or the Bar Council of Ukraine.

9. The High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall be a legal entity and shall act in accordance with this Law, other laws of Ukraine and the regulation on the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar.

10. The regulation on the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall be the constituent document of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar to be approved by the Congress of Advocates of Ukraine.

**Article 53.** The High Audit Commission of the Bar

1. The High Audit Commission of the Bar shall be created and act with the purpose to control financial and business activities of the National Advocates Association of Ukraine, its bodies, regional bar councils, the Bar Council of Ukraine, the qualification and disciplinary commissions of the bar, the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, and activities of the regional audit commissions of advocates.

The High Audit Commission of the Bar shall be controlled by and accountable to the Congress of Advocates of Ukraine.

2. The Head and members of the High Audit Commission of the Bar shall be elected by the Congress of Advocates of Ukraine from among the advocates who have at least a five-year track record of advocate's activity for a five-year term. The number of members of the High Audit Commission of the Bar shall be determined by the Congress of Advocates of Ukraine.

The Head and a member of the High Audit Commission of the Bar may be early recalled from their positions upon the decision of the Congress of Advocates of Ukraine.

The Head and a member of the High Audit Commission of the Bar may not at the same time be elected to a regional audit commission of advocates, the qualification and disciplinary commission of the bar, the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, a regional bar council, the Bar Council of Ukraine, and the commission for assessing quality, completeness and timeliness of providing free legal aid by the advocates.

The Head and members of the High Audit Commission of the Bar may receive remuneration for their services in the amount established by the Congress of Advocates of Ukraine.

3. Upon audit results, the High Audit Commission of the Bar shall draw up its opinions and submit them for consideration and approval to the Congress of Advocates of Ukraine. The High Audit Commission of the Bar may submit the audit results to the Bar Council of Ukraine, the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar.

**Article 54.** The Congress of Advocates of Ukraine

1. The Congress of Advocates of Ukraine is the highest body of the bar self-governance of Ukraine.

2. The Congress of Advocates of Ukraine shall consist of the delegates who are elected by the regional conferences of advocates by majority of plurality of the delegated taking part in the conference.

3. The electoral quotient, the procedure for nominating and electing the delegates to the Congress

of Advocates of Ukraine, and the procedure for holding the Congress of Advocates of Ukraine shall be established by the Bar Council of Ukraine.

4. The Congress of Advocates of Ukraine shall be convened by the Bar Council of Ukraine at least one time every three years. The Congress of Advocates of Ukraine shall be convened within sixty days at the initiative of the Bar Council of Ukraine or on demand of at least one tenth of the total number of advocates included into the Unified Register of Advocates of Ukraine, or by at least one third of the regional bar councils.

If the Bar Council of Ukraine fails to convene the Congress of Advocates of Ukraine within sixty days upon the receipt of the proposal on its convocation, the advocates and representatives of the regional bar councils, who have signed such proposal shall make a decision to create an organizational bureau for convening the Congress of Advocates of Ukraine. The organizational bureau shall have the right to convene and ensure holding the Congress of Advocates of Ukraine, and to define the person to preside at the Congress meeting.

5. Advocates shall notify of the date, time and place of holding the Congress of Advocates of Ukraine and of the items on the agenda not later than twenty days before the congress commencement date.

6. The Congress of Advocates of Ukraine shall be deemed competent if more than a half of the delegates representing the majority of the regional conferences of advocates take part in its work.

7. The Congress of Advocates of Ukraine shall:

1) elect the Head and the Deputy Heads of the Bar Council of Ukraine, the Head and the Deputy Heads of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, the Head and members of the High Audit Commission of the Bar and early recall them from their positions;

2) approve the Charter of the National Advocates Association of Ukraine and amend it;

3) approve the rules of advocates' ethics;

4) approve the regulation on the Bar Council of Ukraine, the regulation on the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, and the regulation on the High Audit Commission of the Bar;

5) consider and approve reports of the Bar Council of Ukraine, the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, and opinions of the High Audit Commission of the Bar;

6) appoint three members of the High Council of Justice;

7) approve the budget of the Bar Council of Ukraine, the budget of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, and approve the report on their implementation;

8) exercise other powers in line with this Law.

The Congress of Advocates of Ukraine may decide to pay annual contributions of advocates for ensuring the implementation of the bar self-governance, for defining the areas of their application and liability for a failure to pay such contributions.

8. Decisions of the Congress of Advocates of Ukraine shall be made by majority of votes of the delegates taking part in the congress.

**Article 55.** The Bar Council of Ukraine.

1. Between the Congresses of Advocates of Ukraine, the Bar Council of Ukraine shall act as a bar self-governance body.

Powers and authorities, and the procedure for operations, of the Bar Council of Ukraine shall be determined in this Law and the Regulation on the Bar Council of Ukraine to be approved by the Congress of Advocates of Ukraine.

The Bar Council of Ukraine shall be controlled by and accountable to the Congress of Advocates of Ukraine.

2. The Bar Council of Ukraine shall consist of thirty members who have at least a five-year track record of advocate's activity, one representative from each of the regions, who shall be elected by a regional conference of advocates, and the Head and two Deputy Heads who shall be elected by the Congress of Advocates of Ukraine. The secretary of the Bar Council of Ukraine shall be elected by the Bar Council of Ukraine from among the members of the Bar Council of Ukraine. The Bar Council of Ukraine may early recall the secretary of the Council from his/her position.

The Bar Council of Ukraine shall be deemed competent if at least two thirds of its members are elected.

3. The term of office of the Head, the Deputy Heads, the secretary and members of the Bar

Council of Ukraine shall be five years. One and the same person may not be the Head, the Deputy Head, the secretary or a member of the Bar Council of Ukraine for more than two terms in succession.

The Head, the Deputy Head, the secretary and a member of the Bar Council of Ukraine may be early recalled from their positions upon the decision of the bar self-governance body which has elected them.

The Head, the Deputy Head, the secretary and a member of the Bar Council of Ukraine may not at the same time be elected to a regional bar council, the qualification and disciplinary commission of the bar, the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, a regional audit commission of advocates, the High Audit Commission of the Bar, and the commission for assessing quality, completeness and timeliness of providing free legal aid by the advocates.

4. The Bar Council of Ukraine shall:

- 1) set forth the agenda, convene and ensure holding of the Congress of Advocates of Ukraine;
- 2) define the electoral quotient, the procedure for nominating and electing the delegates to a regional conference of advocates and the Congress of Advocates of Ukraine;
- 3) ensure performance of the decisions of the Congress of Advocates of Ukraine;
- 4) provide organizational, methodological and information support for maintaining the Unified Register of Advocates of Ukraine, monitor the activity of the regional bar councils with respect to entering information into the Unified Register of Advocates of Ukraine and providing excerpts therefrom;
- 5) approve the rules of procedure of a regional conference of advocates, the regulation on a regional bar council, the regulation on the qualification and disciplinary commission of the bar, the regulation on a regional audit commission of advocates, the regulation on the commission for assessing quality, completeness and timeliness of providing free legal aid by the advocates;
- 6) establish the amount of and payment procedure for annual contributions of advocates for ensuring implementation of the bar self-governance, and ensure their allocation and application (if the Congress of Advocates of Ukraine has decided on making annual contributions of advocates for ensuring implementation of the bar self-governance and determined the areas of their application);
- 7) determine the amount of allocations made by the qualification and disciplinary commissions of the bar for ensuring the continuation of the operations of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar;
- 8) facilitate and coordinate the activities of the regional bar councils;
- 9) contribute to securing guarantees of advocate' activity and protecting advocates' professional and social rights;
- 10) make decisions on the disposal of the funds and property of the National Advocates Association of Ukraine in accordance with the purpose of the funds and property defined by the Charter of the National Advocates Association of Ukraine and decisions of the Congress of Advocates of Ukraine;
- 11) consider complaints against the decisions, acts or omissions of the regional bar councils and their Heads, and cancel decisions of the regional bar councils;
- 12) define the print media of the National Advocates Association of Ukraine;
- 13) ensure maintaining the official website of the National Advocates Association of Ukraine;
- 14) perform other functions in accordance with this Law and the decisions of the Congress of Advocates of Ukraine.

5. Meetings of the Bar Council of Ukraine shall be convened by the Head of the Bar Council of Ukraine, and in the event of his/her absence – by one of his/her deputies, at least once in every two months. A meeting of the Bar Council of Ukraine may also be convened upon proposal of at least one fifth of the total number of members of the Council.

If the Head of the Bar Council of Ukraine or his/her Deputy Head fails to convene a meeting of the Council within thirty days upon the receipt of the proposal on its convocation, the members of the Bar Council of Ukraine who have signed such proposal shall make a decision to create an organizational bureau for convening the Bar Council of Ukraine. The organizational bureau shall have the right to convene and ensure holding the meetings of the Council, and determine the person who will preside at the meeting of the Council.

6. A meeting of the Bar Council of Ukraine shall be deemed competent if more than a half of the members of the Council take part in its work. Decisions of the Bar Council of Ukraine shall be made



by majority of votes of the total number of its members. In the event of an even distribution of votes of the members of the Council, the Head shall have the decisive vote.

**Article 56.** The Head of the Bar Council of Ukraine

1. The Head of the Bar Council of Ukraine shall be the Head of the National Advocates Association of Ukraine by virtue of his/her position.

2. The Head of the Bar Council of Ukraine shall represent the Bar Council of Ukraine and the National Advocates Association of Ukraine in its relations with the government authorities, local self-governance bodies, enterprises, institutions, organizations, and citizens.

3. The Head of the Bar Council of Ukraine shall ensure convening and holding the meetings of the Bar Council of Ukraine, allocate duties between his/her deputies, organize and ensure record management of the Bar Council of Ukraine, dispose of the funds and property of the National Advocates Association of Ukraine in accordance with the approved budget, organize and ensure operation of the secretariat of the National Advocates Association of Ukraine, and perform other actions as provided by this Law, the regulation on the Bar Council of Ukraine, the Charter of the National Advocates Association of Ukraine, and decisions of the Bar Council of Ukraine and the Congress of Advocates of Ukraine.

4. The Head of the Bar Council of Ukraine may receive remuneration in the amount established by the Congress of Advocates of Ukraine.

**Article 57.** Binding Nature of Decisions of Bar Self-governance Bodies

1. Decisions of the Congress of Advocates of Ukraine and the Bar Council of Ukraine shall be binding on all advocates.

2. Decisions of conferences and regional bar councils shall be binding on all advocates whose place of work is located in the respective region and information on whom is included into the Unified Register of Advocates of Ukraine.

3. Decisions of bar self-governance bodies shall become effective as of the date they are approved unless otherwise stipulated by the decisions.

**Article 58.** Financing of Bar Self-governance Bodies

1. Maintenance of bar self-governance bodies may be carried out at the cost of:

1) a fee for the bar examination;  
2) annual contributions of advocates for maintaining the bar self-governance;  
3) deductions from the qualification and disciplinary commissions of the bar for ensuring operation of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar;

4) voluntary contributions of advocates, advocate's bureaus and advocates' associations;

5) voluntary contributions of individuals and legal entities;

6) other sources not prohibited by law.

2. The amount of the fee for the bar examination shall be determined subject to the need to cover the expenses for maintaining the qualification and disciplinary commissions of the bar, the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, and may not exceed three minimum wages as prescribed by the law as of the date of submission of an application for admission to a bar examination.

The amount of annual contributions of advocates for maintaining the bar self-governance shall be determined subject to the need to cover the expenses for maintaining the regional bar councils, the Bar Council of Ukraine, the High Audit Commission of the Bar and keeping the Unified Register of Advocates of Ukraine. The amount of annual contributions of advocates for maintaining the bar self-governance shall be equal for all advocates. Those advocates whose right to engage in advocate's activity has been suspended shall be released from payment of annual contributions of advocates for maintaining the bar self-governance for the period of such suspension.

The amount of deductions from the qualification and disciplinary commissions of the bar for maintaining the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar shall be determined subject to the need to cover the expenses for maintaining the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar.

3. Financing of bar self-governance bodies and disposal of their funds and property shall be carried out in accordance with the budgets approved by the regional conferences of advocates and the Congress of Advocates of Ukraine.

4. Financial statements of bar self-governance bodies shall be published on an annual basis

according to the procedure established by the Bar Council of Ukraine.

### **Section VIII.**

#### **ENGAGING IN ADVOCATE'S ACTIVITY BY A FOREIGN ADVOCATE IN UKRAINE. PECULIARITIES OF THE STATUS OF A FOREIGN ADVOCATE**

**Article 59.** Acquiring the Right of a Foreign Advocate to Engage in Advocate's Activity in Ukraine. Peculiarities of the Status of a Foreign Advocate

1. A foreign advocate may engage in advocate's activity in Ukraine subject to the specific provisions contained in this Law.

2. A foreign advocate who intends to engage in advocate's activity in the territory of Ukraine shall apply to the qualification and disciplinary commission of the bar in the place of his or her place of residence or stay in Ukraine submitting an application on his/her inclusion in the Unified Register of Advocates of Ukraine. The application shall be supported with documents confirming such advocate's right to engage in advocate's activity in the respective foreign state. The list of such documents shall be approved by the Bar Council of Ukraine.

3. The qualification chamber of the qualification and disciplinary commission of the bar shall consider the application and documents submitted by the advocate within ten days after their receipt, and subject to the absence of any grounds stipulated by part forth of this Article, shall decide on the inclusion of such advocate into the Unified Register of Advocates of Ukraine, and shall, within three days, give written notice thereof to the foreign advocate and the respective regional bar council. A regional bar council shall ensure entering information of such advocate in the Unified Register of Advocates of Ukraine.

4. There grounds for denying the inclusion of a foreign advocate in the Unified Register of Advocates of Ukraine shall be as follows:

1) availability of the decision of the respective qualification and disciplinary commission of the bar on exclusion of such advocate from the Unified Register of Advocates of Ukraine – within two years after the issue of such decision;

2) availability of the decision of the respective qualification and disciplinary commission of the bar on the termination of the right to engage in advocate's activity in Ukraine – within two years after the issue of such decision;

3) a failure to submit documents as stipulated by part two of this Article, or their incompliance with the established requirements.

5. The decision on refusal to include the foreign advocate in the Unified Register of Advocates of Ukraine shall, within three days upon its issue, be sent to the advocate and may be appealed within thirty days upon its receipt with the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar or with a court.

6. When a foreign advocate engages in advocate's activity in the territory of Ukraine, professional rights and obligations of advocate, guarantees provided for advocate's activity and organizational forms of advocate's activity established by this Law shall be extended over him.

**Article 60.** Liability of a Foreign Advocate

1. In the event of committing a disciplinary misconduct by a foreign advocate included in the Unified Register of Advocates of Ukraine, disciplinary liability may be imposed on the advocate in the manner stipulated by this Law for advocates of Ukraine taking into account the peculiarities prescribed by part two of this Article.

2. Disciplinary penalty sanctions, only in the form of a warning or exclusion from the Unified Register of Advocates of Ukraine, may be imposed on the foreign advocate included in the Unified Register of Advocates of Ukraine.

3. The qualification and disciplinary commission of the bar shall inform of the imposition of a disciplinary penalty sanction on a foreign advocate to the respective state authority or a foreign bar self-governance body of the country where such advocate has acquired the status of an advocate and the right to engage in advocate's activity.

**Article 61.** Relations of a Foreign Advocate with the Bar Self-governance Bodies

1. A foreign advocate may apply to the bar self-governance bodies for protection of his/her professional rights and obligations, take part in training and methodical arrangements carried out by the qualification and disciplinary commissions of the bar, the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, regional bar councils, the Bar Council of Ukraine, and the National Advocates

Association of Ukraine.

## **Section IX.**

### **FINAL PROVISIONS**

1. This Law shall enter into effect on the date immediately following the date of its publication, with the exception of:

1) provisions of part one of Article 6 and Article 10 of this Law regarding internship which shall come into effect in six months upon the date of this Law;

2) Article 23 which shall enter into effect at the same time as the Criminal Procedural Code of Ukraine enters into force;

3) provisions of Articles 24 – 27, 48, 50 – 55 of this Law regarding the provision of free legal aid, which shall enter into effect at the same time as the respective provisions of the Law of Ukraine “On Free Legal Aid” enters into force;

4) provisions of Articles 14, 15, 17, 31 – 33, 35, 44, 47, 48, 50, 51, 54, 55, 57 – 60 of this Law regarding the Unified Register of Advocates of Ukraine, which shall enter into effect from the date of publication by the Bar Council of Ukraine on the official website of the National Advocates Association of Ukraine of the information about the commencement of the Unified Register of Advocates of Ukraine, but not later than within five months after this Law enters into effect.

2. The following shall be held invalid:

1) the Law of Ukraine “On the Bar” (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 1993, No. 9, p. 62; 2002, No. 16, p. 114, No. 29, p. 194; 2004 No. 8, p. 66; 2006, No. 1, p. 18; 2007, No. 2, p. 12; 2009, No. 13, p. 161; 2011, No. 6, p. 41, No. 51, p. 577, as amended by Law of Ukraine No. 4652-VI, dated April 13, 2011), excluding Article 10 which shall be invalidated at the same time as the Criminal Procedural Code of Ukraine enters into force;

2) the Resolution of the Supreme Council of Ukraine “On the Procedure for Enactment of the Law of Ukraine “On the Bar” (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 1993, No. 9, p. 63).

3. The below-mentioned Ukrainian laws shall be amended as follows:

1) in the Administrative Offences Code of Ukraine (The Official Bulletin of the Supreme Council of the USSR, 1984, Annex to No. 51, p. 1122):

a) paragraph one, part one of Article 212<sup>3</sup> shall be supplemented with the words “or on advocate’s request, on request of the qualification and disciplinary commission of the bar, its chamber or member in accordance with the Law of Ukraine “On the Bar and Advocate’s Activity””;

b) in part one of Article 255:

the part shall be supplemented with the following clause 9<sup>1</sup>:

“9<sup>1</sup>) the Head of the bar council of the Autonomous Republic of Crimea, regions (oblasts), the cities of Kyiv and Sevastopol, or a member of the bar council authorized by the council (article 212<sup>3</sup>: to the extent it relates to any violation of the information right pursuant to the Law of Ukraine “On the Bar and Advocate’s Activity””);

clause 11 after the figures “212<sup>3</sup>” shall be supplemented with the words “(except for any violations of the information right pursuant to the Law of Ukraine “On the Bar and Advocate’s Activity””);

c) part two of Article 269 after the words “to file a motion” shall be supplemented with the words “during the proceedings, use legal assistance provided by an advocate or other law specialist who has a lawful right to provide legal assistance on his/her own behalf or under instructions of a legal entity”;

d) in Article 270:

the heading shall be supplemented with the words “and representatives”;

the article, after part one, shall be supplemented with the following part:

“The victim’s interests may be represented by a representative: an advocate or other law specialist who has a lawful right to provide legal assistance on his/her own behalf or under instructions of a legal entity”.

Subject to the foregoing, part two shall be renumbered as part three;

part three, after the words “legal representatives”, shall be supplemented with the words “and representatives”;

the Article shall be supplemented with the following part four:

“Advocate’s powers as a victim’s representative shall be certified by the documents specified in

part two of Article 271 of this Code”;

e) part two of Article 271 shall read as follows:

“Advocate’s powers to take part in the case processing shall be confirmed by a power of attorney for case processing certified by a notary or an official who is authorized by the law to certify powers of attorney or by a warrant or an instruction of a body (institution) authorized by the law for providing free legal aid, or legal assistance agreement. A warrant shall always be accompanied by an excerpt from the agreement specifying the powers of an advocate or limitations of his/her rights to perform certain actions as a defender. The excerpt shall be certified by the signatures of the parties”;

2) in part six of Article 28 of the Commercial Procedural Code of Ukraine (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 1992, No. 6, p. 56):

in the first sentence the words “issued by the respective advocates’ association” shall be replaced with the word “by an instruction of a body (institution) authorized by the law for providing free legal aid”;

in the second sentence the words “advocate's warrant” shall be replaced with the word “warrant”.

3) the third sentence of part three of Article 110 of the Criminal Enforcement Code of Ukraine (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 2004, No. 3 – 4, p. 21), after the word “warrant”, shall be supplemented with the words “or legal assistance agreement”.

4) in part four of Article 42 of the Civil Procedural Code of Ukraine (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 2004, No. 40 – 42, p. 492):

in the first sentence the words “issued by the respective advocates’ association” shall be replaced with the word “by an instruction of a body (institution) authorized by the law for providing free legal aid”;

in the second sentence the words “advocate's warrant” shall be replaced with the word “warrant”.

5) in part five of Article 58 of the Code of Administrative Proceedings Ukraine (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 2005, No. 35 – 37, p. 446):

in the first sentence the words “issued by the respective advocates’ association” shall be replaced with the word “by an instruction of a body (institution) authorized by the law for providing free legal aid”;

in the second sentence the words “advocate's warrant” shall be replaced with the word “warrant”.

6) in Article 500 of the Customs Code of Ukraine:

in part two the words “persons having certificates for the right to engage in advocate’s activity in Ukraine and” shall be replaced with the words “advocates and”;

in part three:

clause 1 shall read as follows:

“1) advocate: by a power of attorney for case processing certified by a notary or an official who is authorized by the law to certify powers of attorney or by a warrant or an instruction of a body (institution) authorized by the law for providing free legal aid, or legal assistance agreement. A warrant shall always be accompanied by an excerpt from the agreement specifying the powers of an advocate or limitations of his/her rights to perform certain actions as a defender. The excerpt shall be certified by the signatures of the parties to the agreement”;

clause 2 shall be deleted.

7) part four of Article 189 of the Criminal Procedural Code of Ukraine as of April 13, 2012, shall read as follows:

“4. An investigator, a judge, or a court shall refuse to grant a permission for detainment of the suspect or the accused for the purpose of his/her attachment, if the prosecutor fails to prove that the circumstances specified in the motion for using a preventive measure indicate that there are reasons for taking the suspect or the accused into custody and there are sufficient grounds to consider that:

1) the suspect or the accused is hiding from pre-trial investigation agencies or a court;

2) having received information that the investigator or prosecutor filed a motion to the court for using a preventive measure, the suspect or the accused, before starting the consideration of the motion for using a preventive measure, will take actions which constitute the reason for applying a preventive measure and are specified in Article 177 of this Code”;

8) in Article 11 of the Law of Ukraine “On High Council of Justice of Ukraine” (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 1998, No. 25, p. 146; 2010, No. 31-45, p. 529):

part three shall read as follows:

“The procedure for convening and holding the Congress of Advocates of Ukraine shall be established by the Law of Ukraine “On the Bar and Advocate’s Activity”;

part four shall be deleted.

9) in part four of Article 3 of the Law of Ukraine “On State Registration of Legal Entities and Individual Entrepreneurs” (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 2003, No. 31 – 32, p. 263; 2006, No. 37, p. 310; 2009, No. 26, p. 322, No. 38, p. 534; 2011, No. 41, p. 413) the words “advocates’ associations” shall be deleted;

10) in paragraph seven of part four of Article 5 of the Law of Ukraine “On Social Services” (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 2003, No. 45, p. 358, as amended by Law of Ukraine No. 4523-VI, dated March 15, 2012) the words “advocate’s assistance, protection of the rights and interests of a person, etc.” shall be replaced with the words “protection of the rights and interests of a person, other legal assistance, etc.”;

11) part five of Article 9 of the Law of Ukraine “On Enforcement Proceedings” (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 2011, No. 19 – 20, p. 142) shall be supplemented with the following paragraph two:

“Advocate’s powers as a representative may also be certified by a warrant, or an instruction of a body (institution) authorized by the law for providing free legal aid, or legal assistance agreement. A warrant shall always be accompanied by an excerpt from the agreement specifying the powers of an advocate as a representative or limitations of his/her rights to perform certain actions as a representative of a party to enforcement proceedings. The excerpt shall be certified by the signatures of the parties to the agreement”;

12) in the Law of Ukraine “On Free Legal Aid” (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 2011, No. 51, p. 577):

in part two of Articles 25 and 26 the words “the Law of Ukraine “On the Bar” shall be replaced with the words “the Law of Ukraine “On the Bar and Advocate’s Activity”;

part one of Article 27 shall be supplemented with the following clause 5:

“5) set the amount and the procedure for remunerating the persons providing secondary free legal aid”;

13) paragraph one of part seven of Article 12 of Law of Ukraine “On Refugees and Persons Requiring Additional or Temporary Protection” (The Official Bulletin of the Supreme Council of Ukraine, 2012, No. 16, p. 146) shall be supplemented with the words “and in the territory of the administrative and territorial units where bodies (institutions) authorized by the law for providing free legal aid have begun their activity, - through such bodies (institutions) in accordance with the law regulating the provision of free legal aid”.

## **Section X.**

### **TRANSITIONAL PROVISIONS**

1. Decisions and other acts of the High Qualification Commission of the Bar at the Cabinet of Ministers of Ukraine and the qualification and disciplinary commissions of the bar, provided that they do not contradict the provisions of this Law, shall be valid until the adoption of the relevant acts by the bar self-governance bodies created in accordance with this Law.

2. The right to engage in advocate’s activity shall be reserved for the individuals who have obtained such right by the date of taking effect by this Law. Certificates for the right to engage in advocate’s activity and identification cards of an advocate of Ukraine, issued prior to taking effect by this Law, shall be valid and shall not be subject to exchange or replacement.

3. Those advocates who, by the date when this Law enters into effect, hold any offices or perform any activities which are incompatible with advocate’s activity in accordance with part one of Article 7 of this Law, shall, within ninety days after this Law enters into effect, inform the qualification and disciplinary commission of the bar at the place of obtaining the certificate in writing about the existence of such circumstances of incompatibility.

The receipt of such information may serve as grounds for making an entry to the Unified Register of Advocates of Ukraine on the suspension of the right to engage in advocate’s activity due to incompatibility.

The advocate who has informed (according to the procedure and term established by paragraph one of this clause) of the existence of circumstances of incompatibility may not be brought to disciplinary liability in connection with any violation of the requirements regarding incompatibility.

4. Consideration of applications for obtaining certificates for the right to engage in advocate's activity, submitted in accordance with the established procedure before this Law comes into effect, shall be performed pursuant to the procedure which has been valid prior to the effective date of such Law.

Before the Bar Council of Ukraine approves the procedure for the admission to the bar examination and the list of the documents to be attached to the application for admission to the bar examination, and defines a fee for the bar examination and the procedure for its submission, the mentioned applications shall be considered according to the rules effective before this Law comes into effect regarding consideration of applications for obtaining certificates for the right to engage in advocate's activity.

Before the Bar Council of Ukraine approves new samples of the certificate for the right to engage in advocate's activity and the identification card of an advocate of Ukraine, such documents shall be issued under the form established prior to the effective date of this Law.

5. Regional constituent conferences of advocates shall be held in the Autonomous Republic of Crimea, in regions (oblasts), and in the cities of Kyiv and Sevastopol not later than within sixty days after this Law enters into effect.

The regional constituent conference of advocates shall be comprised of the advocates who have obtained certificates for the right to engage in advocate's activity upon the decision of the qualification and disciplinary commission of the bar of the respective region created before this Law enters into effect.

The responsibility for organizational and technical support of the regional constituent conferences of advocates shall rest on the qualification and disciplinary commissions of the bar the Autonomous Republic of Crimea, in regions (oblasts), and in the cities of Kyiv and Sevastopol, created before this Law enters into effect.

Qualification and disciplinary commissions of the bar in the Autonomous Republic of Crimea, in regions (oblasts), and in the cities of Kyiv and Sevastopol shall notify the participants of the regional constituent conference of advocates by mail (e-mail), courier or facsimile and publish announcements of holding the regional constituent conference of advocates in the official printed media where official decisions regarding the Supreme Council of the Autonomous Republic of Crimea, oblast, Kyiv and Sevastopol state administrations, at least twenty days before the date of such conference. The notice and the announcement should specify the time, date and venue of the regional constituent conference of advocates. The High Qualification Commission of the Bar at the Cabinet of Ministers of Ukraine shall ensure placing an announcement of every regional constituent conference of advocates on its official website.

The regional constituent conference of advocates shall be opened by the senior (by age) advocate who takes part in the conference. The qualification and disciplinary commission of the bar shall provide such advocate with the information on the number of the conference participants.

The regional constituent conference of advocates shall elect the Head and the secretary from among its members and they shall ensure the procedure for its holding, drawing up the minutes, as well as electing the Head and members of counting commission who will ensure voting and counting of votes.

The regional constituent conference of advocates shall determine the number of and elect the Head and members of a regional bar council; shall elect delegates to the Constituent Congress of Advocates of Ukraine according to the quota of one delegate from per hundred advocates who have obtained the certificate for the right to engage in advocate's activity upon the decision of the qualification and disciplinary commission of the bar of the respective region created before the effective date of this Law, but at least five delegated from every region; shall elect a representative of the regional advocates in the Bar Council of Ukraine; shall elect a representative of the regional advocates to the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar; shall elect the Head and members of the qualification and disciplinary commission of the bar; determine the number of and elect the Head and members of a regional audit commission of advocates. The regional constituent conference of advocates may make decisions on other issues falling within the competence of a regional conference of advocates in accordance with this Law.

Decisions of the regional constituent conference of advocates shall be made by majority of votes of the conference participants.

Minutes of the regional constituent conference of advocates shall be drawn up and signed by the Head and the secretary of the conference. An excerpt from the minutes of the regional constituent conference of advocates regarding the election of the delegates to the Constituent Congress of Advocates of Ukraine shall be signed by the Head and the secretary of the conference and sent to the High Qualification Commission of the Bar at the Cabinet of Ministers of Ukraine not later than within three days after the conference.

The Constituent Congress of Advocates of Ukraine shall be held not later than within one hundred days after this Law enters into effect and shall comprise of the delegates elected by the regional constituent conferences of advocates.

The responsibility for organizational and technical support of the Constituent Congress of Advocates of Ukraine shall rest on the High Qualification Commission of the Bar at the Cabinet of Ministers of Ukraine.

The High Qualification Commission of the Bar at the Cabinet of Ministers of Ukraine shall notify the delegates to the Constituent Congress of Advocates of Ukraine by mail (e-mail), courier or facsimile and publish announcements of holding the Constituent Congress of Advocates of Ukraine in “Uriadovy Kurier” newspaper and place it on its official website at least twenty days before the date of such congress. The notice and the announcement should specify the time, date and venue of the Constituent Congress of Advocates of Ukraine.

The Constituent Congress of Advocates of Ukraine shall be opened by the senior (by age) advocate who takes part in the congress. The High Qualification Commission of the Bar at the Cabinet of Ministers of Ukraine shall provide such advocate with the information on the number of the delegates to the congress taking part in its work. Members of the High Qualification Commission of the Bar at the Cabinet of Ministers of Ukraine shall take part in the Constituent Congress of Advocates of Ukraine with the right to vote on the agenda items.

The Constituent Congress of Advocates of Ukraine shall elect the Head and the secretary from among its members and they shall ensure the procedure for its holding, drawing up the minutes, as well as electing the Head and members of counting commission who will ensure voting and counting of votes.

The Constituent Congress of Advocates of Ukraine shall elect the Head and the Deputy Heads of the Bar Council of Ukraine; the Head and the Deputy Heads of the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar; shall determine the number and elect the Head and members of the High Audit Commission of the Bar; approve the Charter of the National Advocates Association of Ukraine; approve the regulation on the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar; approve the regulation on the High Audit Commission of the Bar. The Constituent Congress of Advocates of Ukraine may make decision on other issues falling within the competence of the Congress of Advocates of Ukraine according to this Law.

A decision of the Constituent Congress of Advocates of Ukraine shall be made by majority of votes of the delegates to the congress.

Minutes of the Constituent Congress of Advocates of Ukraine shall be drawn up and signed by the Head and the secretary of the congress and transferred to the Head of the Bar Council of Ukraine elected in accordance with the requirements of this Law.

6. Regional bar councils, the Bar Council of Ukraine, the High Qualification and Disciplinary Commission of the Bar, and the regional qualification and disciplinary commissions of the bar, created in accordance with this Law, shall hold their first meetings not later than within ten days upon their formation.

7. The High Qualification Commission of the Bar at the Cabinet of Ministers of Ukraine and the qualification and disciplinary commissions of the bar created before the effective date of this Law shall report on their activity for the last three years until the day of coming into effect to the Constituent Congress of Advocates of Ukraine and regional constituent conferences of advocates, respectively. The report should include information about the basic indicators of operation of the respective commission, as well as information of the number of funds received and spent by the commission specifying the sources of financing and expenditures of the commission.

The High Qualification Commission of the Bar at the Cabinet of Ministers of Ukraine and qualification and disciplinary commissions of the Bar created before the effective date of this Law shall remain in full force until the first meeting of the High Qualification and Disciplinary

Commission of the Bar and the regional qualification and disciplinary commissions of the bar, respectively, created in accordance with this Law.

The High Qualification Commission of the Bar and the qualification and disciplinary commissions of the Bar created in accordance with this Law shall be successors of the High Qualification Commission of the Bar at the Cabinet of Ministers of Ukraine and the qualification and disciplinary commissions of the bar created before this Law comes into effect. Any changes in the information in the Uniform State Register of Legal Entities and Individual Entrepreneurs regarding the High Qualification Commission of the Bar at the Cabinet of Ministers of Ukraine and the qualification and disciplinary commissions of the bar shall be carried out in accordance with the procedure established by the Law of Ukraine “On State Registration of Legal Entities and Individual Entrepreneurs”.

8. Registration of the National Advocates Association of Ukraine shall be carried out in accordance with the Law of Ukraine “On State Registration of Legal Entities and Private Entrepreneurs”.

9. Advocates’ associations registered before this Law comes into effect shall be obliged to bring its activities and constituent documents into compliance with this Law within one year.

10. The Cabinet of Ministers of Ukraine shall, within three months of the effective date of this Law:

bring its legal and regulatory acts in compliance with this Law;

cause the ministries and other central executive authorities to bring their legal and regulatory acts in compliance with this Law.

11. The State Registration Service of Ukraine shall, within one month of the effective date of this Law, ensure the transfer of registration files of the registered advocates’ associations to the state registrars at the location of the advocates’ associations.

**President of Ukraine**

**City of Kyiv**

**July 5, 2012**

**No. 5076-VI**

**V. YANUKOVYCH**



## ПРАВИЛА АДВОКАТСЬКОЇ ЕТИКИ

---

### ПРЕАМБУЛА

Конституція України в статті 59 проголосила щонайважливішу соціальну функцію адвокатури - забезпечення права на захист від обвинувачення та надання правової допомоги при вирішенні справ у судах та інших державних органах.

Роль єдиного незалежного недержавного самоврядного інституту, що забезпечує здійснення захисту, представництва та надання інших видів правової допомоги на професійній основі на закріплених Законом України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність» принципах верховенства права, законності незалежності, конфіденційності та уникнення конфлікту інтересів, реалізується адвокатурою в складній системі правовідносин.

При здійсненні своєї професійної діяльності адвокат виступає носієм обов'язків, іноді суперечливих, стосовно:

- клієнтів;
- судів та інших державних органів;
- адвокатури в цілому та окремих адвокатів;
- суспільства в цілому.

Надзвичайна важливість функціонального навантаження адвокатури вимагає від адвокатів слідування високим етичним стандартам поведінки. При цьому специфіка, комплексний характер обов'язків, що покладені на адвокатуру, обумовлюють необхідність збалансування засад служіння адвоката інтересам окремого клієнта та інтересам суспільства в цілому, дотримання принципів законності і верховенства права.

Дотримання адвокатами особливих деонтологічних вимог і правил розглядається світовою адвокатською спільнотою як необхідна передумова повноцінного функціонування адвокатури, виконання нею її важливої соціальної ролі в демократичному суспільстві.

Закон України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність» передбачає дотримання Правил адвокатської етики (далі – Правила) як одного з основних професійних обов'язків адвоката.

Виходячи з наведених міркувань, ці Правила мають на меті уніфіковане закріплення традицій і досвіду української адвокатури в сфері тлумачення норм адвокатської етики, а також загально визнаних деонтологічних норм і правил, прийнятих у міжнародному адвокатському співтоваристві. Ці Правила слугують обов'язковою для використання адвокатами системою орієнтирів при збалансуванні, практичному узгодженні ними своїх багатоманітних та іноді суперечливих професійних прав та обов'язків відповідно до статусу, основних завдань адвокатури та принципів її діяльності, визначених Конституцією України, Законом України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність» та іншими законодавчими актами України, а також закріплюють єдину систему критеріїв оцінки етичних аспектів поведінки адвоката у дисциплінарному провадженні кваліфікаційно-дисциплінарних комісій адвокатури.

### РОЗДІЛ I. ЗАГАЛЬНІ ПОЛОЖЕННЯ

#### **Стаття 1. Співвідношення Правил адвокатської етики і чинного законодавства про адвокатуру та адвокатську діяльність**

Норми цих Правил не відмінюють і не замінюють положень чинного законодавства про адвокатуру та адвокатську діяльність, а доповнюють і конкретизують його.

## **Стаття 2. Дія Правил адвокатської етики за предметом, колом осіб та в часі**

1. Дія цих Правил поширюється на всі види адвокатської діяльності та в частині, визначеній Правилами, - на іншу діяльність (дії) адвоката, яка може вступити в суперечність з його професійними обов'язками або підірвати престиж адвокатської професії;
2. Дія цих Правил поширюється на всіх адвокатів України, а також на адвокатів іноземних держав, які здійснюють адвокатську діяльність в Україні, незалежно від обраних ними форм здійснення адвокатської діяльності (індивідуально, у формі адвокатського бюро чи адвокатського об'єднання);
3. Дія цих Правил поширюється також на членів органів адвокатського самоврядування, помічників та стажистів адвокатів, працівників адвокатських бюро та об'єднань у частині, яка застосовна до їх діяльності;
4. Дія цих Правил поширюється на відносини, що виникли або існують після їх прийняття.

## **Стаття 3. Особливості поширення вимог Правил адвокатської етики на адвокатів іноземних держав, які здійснюють адвокатську діяльність в Україні**

1. На адвокатів іноземних держав, які здійснюють адвокатську діяльність в Україні відповідно до Закону України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність», поширюються вимоги цих Правил, а також вимоги етичних та деонтологічних норм, якими керуються адвокати в країні їхнього походження;
2. На адвокатів іноземних держав, якщо вони входять до Європейського Союзу та/або Європейського співтовариства при здійсненні ними адвокатської діяльності або будь-яких професійних контактів в Україні (незалежно від їх фізичної присутності при цьому на території України) також поширюється дія Кодексу поведінки європейських адвокатів. Співвідношення і кореляція різних джерел деонтологічних стандартів має здійснюватись за принципами, закріпленими цими Правилами;
3. У разі порушення вимог цих Правил або Кодексу поведінки європейських адвокатів, адвокат іноземної держави, який здійснює адвокатську діяльність в Україні, може бути притягнений до дисциплінарної відповідальності відповідно до Закону України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність».

## **Стаття 4. Поширення Кодексу поведінки європейських адвокатів на адвокатів України при здійсненні ними адвокатської діяльності в інших країнах**

1. При здійсненні адвокатами України адвокатської діяльності в інших країнах, які входять до Європейського Союзу та/або Європейського співтовариства, за умови членства Національної асоціації адвокатів України у Раді адвокатських асоціацій та правових товариств Європи, на них також поширюватимуться вимоги Кодексу поведінки європейських адвокатів. Порушення вимог Кодексу поведінки європейських адвокатів у такому випадку є дисциплінарним проступком;
2. При цьому адвокат України також має дотримуватись вимог цих Правил. У такому випадку співвідношення і кореляція цих різних джерел деонтологічних стандартів має здійснюватись за принципами, закріпленими Кодексом поведінки європейських адвокатів.

## **Стаття 5. Тлумачення Правил адвокатської етики**

Право офіційного тлумачення цих Правил належить виключно З'їзду адвокатів України та Раді адвокатів України.

## **РОЗДІЛ II. ОСНОВНІ ПРИНЦИПИ АДВОКАТСЬКОЇ ЕТИКИ**

### **Стаття 6. Незалежність та свобода адвоката у здійсненні адвокатської діяльності**

1. Специфіка цілей і завдань адвокатури вимагає як необхідної умови належного здійснення адвокатської діяльності максимальної незалежності адвоката у виконанні своїх професійних прав і обов'язків, що передбачає його свободу від будь-якого зовнішнього впливу, тиску чи втручання в його діяльність з надання правової допомоги, здійсненню захисту або представництва клієнта, зокрема з боку державних органів, політичних партій, інших адвокатів тощо, а також від впливу своїх особистих інтересів;
2. З метою дотримання цього принципу в своїй професійній діяльності адвокат зобов'язаний протистояти будь-яким спробам посягання на його незалежність, бути мужнім і принциповим у виконанні своїх професійних обов'язків, відстоюванні професійних прав, гарантій адвокатської діяльності та їх ефективному використанні в інтересах клієнтів;
3. Адвокат зобов'язаний не допускати в своїй професійній діяльності компромісів, що впливали б на його незалежність, з метою догодити суду, іншим державним органам, третім особам або клієнту, якщо такі компроміси розходяться з законними інтересами клієнта та перешкоджають належному здійсненню адвокатської діяльності;
4. Адвокат не повинен займатися іншою діяльністю, яка ставила б його в будь-яку залежність від інших осіб чи підпорядкувала б його вказівкам або правилам, які можуть увійти в суперечність з нормами чинного законодавства про адвокатуру та адвокатську діяльність і цими Правилами, або можуть іншим чином перешкоджати вільному й незалежному здійсненню ним адвокатської діяльності;
5. Адвокат не повинен ділити гонорар, отриманий від клієнта, з іншими особами, окрім адвоката, що раніше виконував це доручення, та спадкоємців померлого адвоката, частково виконане доручення якого він прийняв. Адвокат може ділити свій гонорар з іншими особами, якщо це дозволяється актами законодавства, статутними документами або іншими професійними правилами, яким підпорядковується адвокат;
6. Адвокат не повинен при виконанні доручення клієнта керуватися вказівками інших осіб, зокрема тих, які уклали договір про надання правової допомоги іншій особі - клієнту, стосовно змісту, форм, методів, послідовності та часу здійснення його професійних прав і обов'язків, якщо вони суперечать його власній уяві про оптимальний варіант виконання доручення клієнта;
7. Національна асоціація адвокатів України, органи адвокатського самоврядування в межах своєї компетенції мають всіляко сприяти гарантуванню незалежності адвоката.

### **Стаття 7. Дотримання законності**

1. У своїй професійній діяльності адвокат (адвокатське бюро, адвокатське об'єднання) зобов'язаний використовувати всі свої знання та професійну майстерність для належного захисту й представництва прав та законних інтересів фізичних і юридичних осіб, дотримуючись чинного законодавства України, сприяти утвердженню та практичній реалізації принципів верховенства права та законності;
2. Адвокат не може давати клієнту поради, свідомо спрямовані на полегшення скоєння правопорушень, або іншим чином умисно сприяти їх скоєнню його клієнтом або іншими особами;
3. Адвокат не має права в своїй професійній діяльності вдаватися до засобів та методів, які суперечать чинному законодавству або цим Правилам;
4. У своєму приватному житті адвокат також зобов'язаний дотримуватися закону, не вчиняти правопорушень і не сприяти зумисно їх скоєнню іншими особами.

## **Стаття 8. Домінантність інтересів клієнтів**

1. У межах дотримання принципу законності адвокат зобов'язаний у своїй професійній діяльності виходити з переваги інтересів клієнтів перед своїми власними інтересами, інтересами колег, партнерів, співробітників, законних представників клієнтів або їх опікунів, піклувальників та інших осіб, а також перед будь-якими іншими міркуваннями;
2. Адвокат має, за можливості, сприяти позасудовому врегулюванню спорів між клієнтом та іншими особами, а вразі неможливості цього, застосовувати всі законні засоби ефективного вирішення спору на користь клієнта;
3. Адвокат повинен поважати свободу вибору клієнтом захисника, представника чи особи, яка надає йому правову допомогу, і ні до прийняття доручення, ні в процесі його виконання не вчиняти перешкод у реалізації цієї свободи.

## **Стаття 9. Неприпустимість конфлікту інтересів**

1. Під конфліктом інтересів слід розуміти суперечність між особистими інтересами адвоката та його професійними правами і обов'язками перед клієнтом, наявність якої може вплинути на об'єктивність або неупередженість під час виконання адвокатом його професійних обов'язків, а також на вчинення чи не вчинення ним дій під час здійснення адвокатської діяльності;
2. Адвокат без письмового погодження з клієнтами, щодо яких виник конфлікт інтересів, не може представляти або захищати одночасно двох або більше клієнтів, інтереси яких є взаємно суперечливими, або вірогідно можуть стати суперечливими, а також за таких обставин надавати їм правову допомогу;
3. Адвокат без письмового погодження з клієнтами, щодо яких виник конфлікт інтересів, не може представляти, захищати клієнта або надавати йому правову допомогу, якщо до цього він надавав правову допомогу, здійснював захист або представництво іншого клієнта, від якого він отримав конфіденційну інформацію, дотичну до інтересів нового клієнта;
4. Адвокат не може представляти, захищати клієнта чи надавати йому правову допомогу, якщо інтереси клієнта суперечать власним інтересам адвоката;
5. В разі виникнення конфлікту інтересів в процесі реалізації адвокатом договору, такий договір має бути розірваним з дотриманням умов, визначених цими Правилами.

## **Стаття 10. Конфіденційність**

1. Дотримання принципу конфіденційності є необхідною і щонайважливішою передумовою довірчих відносин між адвокатом і клієнтом, без яких є неможливим належне надання правової допомоги, здійснення захисту та представництва. Тому збереження конфіденційності будь-якої інформації, яка визначена як предмет адвокатської таємниці Законом України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність» або становить персональні дані про фізичну особу, які охороняються законодавством з питань захисту персональних даних, є правом адвоката у відносинах з усіма суб'єктами права, які можуть вимагати розголошення такої інформації, та обов'язком щодо клієнта і тих осіб, кого ця інформація стосується;
2. Дія принципу конфіденційності не обмежена в часі;
3. Розголошення відомостей, що складають адвокатську таємницю, заборонено за будь-яких обставин, включаючи незаконні спроби органів дізнання, слідства і суду допитати адвоката про обставини, що складають адвокатську таємницю;
4. Інформація та документи можуть втратити статус адвокатської таємниці за письмовою заявою клієнта (особи, якій відмовлено в укладенні договору про надання правової допомоги) з передбачених Законом України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність» підстав. При цьому інформація та документи, що отримані від третіх осіб і містять відомості про них, можуть поширюватися з урахуванням вимог законодавства з питань захисту персональних даних;
5. Адвокат зобов'язаний забезпечити розуміння і дотримання принципу конфіденційності його

помічниками, стажистами та членами технічного персоналу;

6. Адвокат зобов'язаний забезпечити такі умови зберігання документів, переданих йому клієнтом, адвокатських досьє та інших матеріалів, що знаходяться в його розпорядженні і містять конфіденційну інформацію, котрі розумно виключають доступ до них сторонніх осіб.

### **Стаття 11. Компетентність та добросовісність**

1. Зважаючи на суспільну значущість і складність професійних обов'язків адвоката, від нього вимагається високий рівень професійної підготовки, ґрунтовне знання чинного законодавства, практики його застосування, опанування тактики, методів і прийомів адвокатської діяльності, ораторського мистецтва;

2. Адвокат зобов'язаний надавати правову допомогу клієнтам, здійснювати їх захист та представництво компетентно і добросовісно, що передбачає знання відповідних норм права, наявність необхідного досвіду їх застосування, досконалість в урахуванні всіх обставин, що стосуються доручення клієнта та можливих правових наслідків його виконання, ретельну підготовку до виконання доручення;

3. Адвокат не повинен надавати правову допомогу, здійснювати захист або представництво з питань, які не охоплюються сферою його спеціалізації, в разі, якщо така має місце, і явно не відповідають рівню його компетенції;

4. Адвокат має постійно підвищувати свій професійний рівень та кваліфікацію, володіти достатньою інформацією про зміни у чинному законодавстві;

5. Адвокат повинен забезпечувати обґрунтовано необхідний рівень компетентності своїх помічників, стажистів, технічного персоналу та інших осіб, що залучаються ним для виконання окремих робіт у зв'язку з виконанням доручення.

### **Стаття 12. Повага до адвокатської професії**

1. Всією своєю діяльністю адвокат повинен стверджувати повагу до адвокатської професії, яку він уособлює, її сутності та громадського призначення, сприяти збереженню та підвищенню поваги до неї в суспільстві;

2. Цього принципу потрібно дотримуватись у всіх сферах діяльності адвоката: професійній, громадській, публіцистичній та інших;

3. Адвокат зобов'язаний виконувати законні рішення органів адвокатського самоврядування, прийняті в межах їх компетенції, що не виключає можливості критики останніх та їх оскарження у встановленому законом порядку. Критика діяльності, рішень, порядку формування, членів органів адвокатського самоврядування тощо не може бути спрямована на приниження авторитету адвокатури, адвокатської професії та статусу адвоката, бути вираженою у принизливій чи такій, що порочить честь, гідність та ділову репутацію особи формі, а також містити завідомо неправдиву інформацію або заклики до невиконання рішень органів адвокатського самоврядування;

4. Адвокат не повинен вчиняти дій, спрямованих на обмеження права особи на захист, професійних прав адвокатів, незалежності адвокатської професії, честі, гідності та ділової репутації своїх колег, підрив престижу адвокатури та адвокатської діяльності;

5. При здійсненні професійної діяльності адвокат зобов'язаний дотримуватись загальноприйнятих норм ділового етикету, в тому числі щодо зовнішнього вигляду.

### **Стаття 13. Вимоги до рекламування адвокатської діяльності**

1. Адвокат має право рекламувати свою професійну діяльність з дотриманням чинного законодавства і цих Правил;

2. Рекламні матеріали про адвокатську діяльність не можуть містити:

- оціночних характеристик відносно адвоката;

- критики адвокатами інших адвокатів;
  - заяв про вірогідність успішного виконання доручень та інших заяв, що можуть викликати безпідставні надії у клієнтів;
  - вказівок, які можуть сформулювати уявлення, що діяльність саме цього адвоката характеризується рисами і показниками, притаманними, в дійсності, адвокатурі як такій.
3. Рекламні матеріали про діяльність адвоката мають бути об'єктивними, достовірними, чіткими та зрозумілими й не повинні містити натяків, двозначностей або іншим чином утворювати підґрунтя для введення потенційних клієнтів в оману, а також мають відповідати розумним естетичним вимогам. Рекламні матеріали не можуть демонструватись (розміщуватись) за допомогою способів (у способи), які дискредитують інститут адвокатури, створюють умови для його зневаги, принижують професію та статус адвоката України;
4. Адвокати, що здійснюють адвокатську діяльність індивідуально або через адвокатське бюро чи об'єднання (керівники адвокатського об'єднання) несуть персональну відповідальність за достовірність рекламних матеріалів про них (про адвокатське бюро, об'єднання), а також за їх відповідність чинному законодавству та цим Правилам;
5. Якщо адвокату стало відомо про поширену без його відома рекламу його діяльності, що не відповідає зазначеним вимогам, такий адвокат, керівник бюро чи об'єднання зобов'язаний вжити всіх розумно доступних заходів до спростування і корегування такої рекламної інформації та повідомити про це регіональну кваліфікаційно-дисциплінарну комісію.

### **РОЗДІЛ III. ВІДНОСИНИ АДВОКАТА З КЛІЄНТАМИ**

#### **Стаття 14. Підстави для надання адвокатом правової допомоги**

Адвокат надає правову допомогу відповідно до законодавства України про адвокатуру та адвокатську діяльність на підставі договору про надання правової допомоги.

#### **Стаття 15. Особи, від яких адвокат може прийняти доручення на надання правової допомоги. Забезпечення реальної згоди клієнта на надання йому допомоги певним адвокатом**

1. Договір про надання правової допомоги може укладатись клієнтом або на користь клієнта іншою особою, яка діє в його інтересах. Особливості укладення та змісту контрактів (договорів) з адвокатами, які надають безоплатну правову допомогу, встановлюються законом, що регулює порядок надання безоплатної правової допомоги;
2. Якщо договір про надання правової допомоги укладено на користь клієнта іншою особою, яка діє в його інтересах, адвокат зобов'язаний отримати підтвердження згоди клієнта на надання йому правової допомоги цим адвокатом виключно у випадку, якщо цього вимагає закон.

#### **Стаття 16. Інформування, що забезпечує вільний вибір клієнтом адвоката**

До укладення договору про надання правової допомоги адвокат (адвокатське бюро, адвокатське об'єднання) має повідомити клієнту, в яких галузях права він спеціалізується, якщо така спеціалізація має місце, а на прохання клієнта - також відомості про стаж роботи адвоката (адвокатського бюро, адвокатського об'єднання), наявність досвіду у веденні певної категорії справ та обставини, що можуть вплинути на можливе виникнення конфлікту інтересів.

#### **Стаття 17. Дотримання принципів компетентності та добросовісності на стадії прийняття адвокатом доручення клієнта**

1. Приймаючи доручення на надання правової допомоги, адвокат повинен зважити свої можливості щодо його виконання і зобов'язаний відмовитись від прийняття доручення, якщо є

обґрунтовані підстави вважати, що стосовно доручення, норми цих Правил, в яких втілений принцип компетентності, не можуть бути дотримані адвокатом;

2. У випадку, коли для досягнення рівня компетентності, необхідного для належного виконання доручення, адвокату потрібна спеціальна підготовка, що виходить за межі звичайної підготовки до справи і вимагає значного часу через відсутність у адвоката спеціальних знань законодавства, що підлягає застосуванню в даному випадку, або досвіду ведення відповідної категорії справ, адвокат зобов'язаний до укладення угоди з клієнтом попередити його про необхідність такої підготовки;

3. В разі, якщо через відсутність спеціалізації, необхідної для виконання доручення, адвокат залучає до його сумісного виконання іншого адвоката, що має необхідні спеціальні знання, клієнта має бути повідомлено про це до укладення договору;

4. Адвокат не повинен приймати доручення на надання правової допомоги, якщо він через обсяг зайнятості не зможе забезпечити обґрунтовано необхідну сумлінність виконання доручення, досконалість, ретельність підготовки, оперативність при виконанні доручення, окрім випадків, коли відмова від прийняття доручення в конкретній ситуації може призвести до суттєвого порушення прав та законних інтересів клієнта, або коли клієнт дає згоду на запропоновані йому строки виконання доручення, якщо відстрочка об'єктивно не повинна суттєво позначитись на можливості належного виконання доручення. В будь-якому випадку до укладення договору з клієнтом адвокат зобов'язаний попередити клієнта про складнощі і можливі негативні наслідки для результату виконання доручення, пов'язані з обсягом зайнятості цього адвоката;

5. До підписання договору про надання правової допомоги у справі, що підлягає судовому розгляду, адвокат повинен з'ясувати всі відомі клієнту обставини, які можуть позначитися на визначенні наявності правової позиції у справі та її змісті, та запитати і вивчити всі відповідні документи, які є в розпорядженні клієнта.

#### **Стаття 18. Інформування клієнта щодо правової позиції у справі**

1. Якщо після виконання вимог, викладених у частині п'ятій статті 17 цих Правил, адвокат переконається у наявності фактичних і правових підстав для виконання певного доручення, він повинен неупереджено й об'єктивно викласти їх клієнту і повідомити в загальних рисах, який час і обсяг роботи вимагатиметься для виконання цього доручення та які правові наслідки досягнення результату, якого бажає клієнт;

2. Якщо за наявності фактичних і правових підстав для виконання доручення, свідомо для адвоката існує поширена несприятлива (з точки зору гіпотетичного результату, бажаного для клієнта) практика застосування відповідних норм права, адвокат зобов'язаний повідомити про це клієнта;

3. У випадку, коли адвокат дійде висновку про відсутність фактичних та правових підстав для виконання доручення, він зобов'язаний повідомити про це клієнта та узгодити з ним зміну змісту доручення, що відповідав би тому гіпотетичному результату, котрий може бути досягнутий згідно з чинним законодавством, або відмовитись від прийняття доручення;

4. Адвокат повинен повідомити клієнта про можливий результат виконання доручення на підставі закону та практики його застосування. При цьому забороняється давати клієнту запевнення і гарантії стосовно реального результату виконання доручення, прямо або опосередковано сприяти формуванню у нього необґрунтованих надій, а також уявлення, що адвокат може вплинути на результат іншими засобами, окрім сумлінного виконання своїх професійних обов'язків.

#### **Стаття 19. Дотримання принципу законності на стадії прийняття доручення клієнта**

1. Адвокату забороняється приймати доручення, якщо результат, якого бажає клієнт, або засоби його досягнення, на яких клієнт наполягає, є протиправними або якщо доручення

клієнта виходить за межі професійних прав і обов'язків адвоката;

2. У цих випадках, якщо зазначені обставини не є очевидними, адвокат має надати відповідні роз'яснення клієнту. Якщо клієнт наполягає на використанні засобів виконання доручення, котрі є протиправними або виходять за межі прав адвоката, останній повинен повідомити клієнта про неприпустимість їх застосування та вказати на можливі законні шляхи досягнення того самого або подібного результату, якщо такі існують. Якщо і за таких обставин не вдається узгодити з клієнтом зміну змісту доручення, адвокат зобов'язаний відмовитись від укладення договору з клієнтом.

#### **Стаття 20. Дотримання принципу неприпустимості конфлікту інтересів на стадії прийняття доручення клієнта**

1. Адвокат не має права прийняти доручення, якщо інтереси клієнта об'єктивно суперечать інтересам іншого клієнта, з яким адвокат зв'язаний договором про надання правової допомоги, або якщо є розумні підстави вважати, що передбачуваний розвиток інтересів нового і попереднього клієнта призведе до виникнення конфлікту інтересів;

2. Адвокат не має права прийняти доручення також якщо конфлікт інтересів пов'язаний з тим, що адвокат отримав від іншого клієнта конфіденційну інформацію, що охоплюється предметом адвокатської таємниці або захищається законодавством в інший спосіб, яка має перспективу бути використаною при наданні правової допомоги новому клієнту;

3. Обмеження, передбачене частиною другою цієї статті, може бути скасоване та не застосовується в конкретному випадку за письмовою згодою обох (всіх тих) клієнтів, інтереси яких представляє адвокат та є (або можуть стати) суперечливими, за умови, що адвокат вбачає шляхи забезпечення відсутності ризику заподіяння шкоди інтересам жодного з клієнтів;

4. Адвокат не вправі прийняти доручення клієнта за умови особистого конфлікту інтересів адвоката чи пов'язаних з ним осіб з інтересами клієнта у випадках, передбачених законом України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність», або подібних до них такою мірою, що це може вплинути на об'єктивність і незалежність адвоката при виконанні доручення, зокрема, коли виконання доручення суперечитиме релігійним, політичним та іншим сталим переконанням адвоката.

#### **Стаття 21. Етичні засади прийняття доручення на здійснення посередництва між клієнтами**

1. Адвокат може виступати посередником між клієнтами за умови, якщо:

1.1. між інтересами клієнтів немає конфлікту і вірогідність його виникнення є незначною;

1.2. адвокат пояснить кожному з клієнтів можливі наслідки виконання ним ролі посередника, пов'язаної з одночасним представництвом їх інтересів, включаючи переваги і ризики, котрі можуть бути з цим пов'язані, сутність правових та етичних норм, що регламентують відносини клієнта з адвокатом, і отримує згоду кожного з клієнтів на їх одночасне представництво;

1.3. адвокат має достатні підстави вважати, що результат одночасного представництва клієнтів буде належним чином відповідати інтересам кожного з них і що навіть при недосягненні результату посередництва інтереси і можливості кожного з клієнтів щодо подальшого захисту його інтересів не постраждають внаслідок їх попереднього представництва одним адвокатом;

1.4. адвокат має достатні підстави вважати, що він зможе зберегти об'єктивність при одночасному представництві інтересів клієнтів і по відношенню до кожного з них виконати свої професійні обов'язки відповідно до закону і вимог цих Правил.

2. Положення цієї статті не поширюються на виконання адвокатом функцій медіатора. В цьому випадку дії адвоката мають відповідати міжнародно-визнаним етичним засадам медіації, а також основним принципам адвокатської етики, визначеним Розділом II цих Правил, в частині, що може бути застосовною до виконання ним зазначеної функції.



## **Стаття 22. Дотримання принципу конфіденційності на стадії прийняття доручення клієнта**

1. Адвокат не повинен приймати доручення, виконання якого може потягнути розголошення відомостей, які складають предмет адвокатської таємниці згідно із законом України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність», крім випадків, коли на це буде отримано письмову згоду особи, зацікавленої в збереженні конфіденційності такої інформації, за умови, що її інтересам при цьому об'єктивно не загрожує завдання шкоди;
2. У випадку відмови від прийняття доручення, адвокат зобов'язаний зберігати конфіденційність інформації, що стала йому відома від клієнта або іншої особи, яка звернулася в інтересах клієнта з пропозицією укладення договору.

## **Стаття 23. Дотримання поваги до прав інших адвокатів на стадії прийняття доручення клієнта**

1. До укладення договору з клієнтом адвокат (особа, уповноважена на підписання договору про надання правової допомоги від імені адвокатського бюро чи адвокатського об'єднання) повинен з'ясувати у нього, чи він не зв'язаний чинним договором з іншим адвокатом (адвокатським бюро, адвокатським об'єднанням) на виконання тотожного або такого, що частково збігається за обсягом, доручення;
2. Якщо клієнт зв'язаний чинним договором з іншим адвокатом (адвокатським бюро, адвокатським об'єднанням) на виконання тотожного або такого, що частково збігається за обсягом, доручення та бажає залучити ще одного адвоката (адвокатське бюро, адвокатське об'єднання), адвокат (особа, уповноважена на підписання договору про надання правової допомоги від імені адвокатського бюро чи адвокатського об'єднання), у випадку згоди на це клієнта, зобов'язаний одразу після укладення договору про надання правової допомоги проінформувати про це адвоката (адвокатським бюро, адвокатське об'єднання), який раніше прийняв доручення від клієнта;
3. Неприпустимо прямо або опосередковано схилити клієнта до зміни адвоката (адвокатського бюро, адвокатського об'єднання), якщо немає об'єктивних підстав вважати, що подальше надання правової допомоги клієнту іншим адвокатом (адвокатським бюро, адвокатським об'єднанням) може завдати шкоди його інтересам.

## **Стаття 24. Засади прийняття доручення клієнта декількома адвокатами, адвокатським бюро, адвокатським об'єднанням**

1. За бажанням клієнта або за погодженням з ним допускається прийняття одного доручення декількома адвокатами. В цьому випадку мають бути визначені засади розподілу обов'язків та повноважень адвокатів, що сумісно виконуватимуть доручення, а також їх відповідальності перед клієнтом;
2. Забороняється спонукати клієнта до укладання угоди з декількома адвокатами (що тягне збільшення суми гонорару), якщо причина неможливості виконання доручення одним з них самостійно полягає в його некомпетентності;
3. У випадках, коли договір про надання правової допомоги укладається з адвокатським бюро, адвокатським об'єднанням, рішення про призначення конкретного адвоката чи кількох адвокатів для виконання доручення або про заміну адвоката чи адвокатів (у випадках, коли це не суперечить закону) приймається адвокатським бюро, адвокатським об'єднанням на свій розсуд, якщо в договорі не вказаний інший порядок заміни адвоката;
4. У випадках, коли клієнт після укладення договору про надання йому правової допомоги певним адвокатом без погодження з останнім укладе договір з іншим адвокатом, перший з адвокатів, а також і другий, якщо клієнт не повідомить його про наявність попереднього договору, матиме право в односторонньому порядку розірвати укладений договір про надання правової допомоги за винятком випадків, передбачених чинним законодавством України, коли відмова адвоката від подальшого виконання професійних обов'язків щодо клієнта не

допускається.

#### **Стаття 25. Дотримання принципу законності на стадії виконання адвокатом доручення клієнта**

Адвокату категорично забороняється використовувати при виконанні доручення клієнта незаконні та неетичні засоби, зокрема спонукати свідків до надання завідомо неправдивих показань, вдаватися до протизаконних методів тиску на протилежну сторону чи свідків (погроз, шантажу, тощо), використовувати свої особисті зв'язки (чи в окремих випадках особливий статус) для впливу прямо або опосередковано на суд або інший орган, перед яким він здійснює представництво, або захист інтересів клієнтів, використовувати інформацію, отриману від колишнього клієнта, конфіденційність якої охороняється законом, використовувати інші засоби, що суперечать чинному законодавству або цим Правилам.

#### **Стаття 26. Інформування клієнта про хід виконання доручення**

Адвокат повинен з розумною регулярністю інформувати клієнта про хід виконання доручення і своєчасно відповідати на запити клієнта про стан його справи. Інформація має подаватися клієнту в обсязі, достатньому для того, щоб він міг приймати обґрунтовані рішення стосовно суті свого доручення та його виконання.

#### **Стаття 27. Дотримання принципу добросовісності на стадії виконання адвокатом доручення клієнта**

1. Кожному дорученню, незалежно від розміру обумовленого гонорару, адвокат повинен приділяти розумно необхідну для його успішного виконання увагу;
2. При виконанні доручення адвокат зобов'язаний використати всі розумно необхідні і доступні йому законні засоби для надання ефективної правової допомоги клієнту, здійснення його захисту або представництва;
3. Адвокат повинен намагатися оперативно виконувати доручення клієнтів, дотримуючись при цьому всіх інших вимог, що пред'являються законом і цими Правилами до належного виконання адвокатом своїх професійних обов'язків.

#### **Стаття 28. Гонорар**

1. Гонорар є формою винагороди адвоката за здійснення захисту, представництва та надання інших видів правової допомоги клієнту;
2. Порядок обчислення гонорару (фіксований розмір, погодинна оплата тощо), підстави для зміни розміру гонорару, порядок його сплати, умови повернення тощо визначаються в договорі про надання правової допомоги;
3. При встановленні розміру гонорару враховуються складність справи, кваліфікація і досвід адвоката, фінансовий стан клієнта та інші істотні обставини. Гонорар має бути розумним та враховувати витрачений адвокатом час на виконання доручення.

#### **Стаття 29. Оплата фактичних витратів, пов'язаних з виконанням доручення**

1. Адвокат має право, окрім гонорару, стягувати з клієнта кошти, необхідні для покриття фактичних витрат, пов'язаних з виконанням доручення, якщо обов'язок клієнта з погашення цих витрат визначено договором або визначений законом;
2. В договорі про надання правової допомоги мають бути визначені види передбачуваних фактичних витрат, пов'язаних з виконанням доручення (оплата роботи фахівців, чії висновки запитуються адвокатом, транспортні витрати, оплата друкарських, копіювальних та інших

технічних робіт, перекладу та нотаріального посвідчення документів, телефонних розмов, тощо): порядок їх погашення (авансування, оплата по факту в певний строк і таке інше) та може бути визначений їх обсяг;

3. Якщо необхідність несення фактичних витрат певних додаткових видів або збільшення їх орієнтовного обсягу, визначеного раніше, з'ясувалася після укладення договору, адвокат повинен негайно повідомити про це клієнта та отримати його згоду на погашення необумовлених раніше видатків.

### **Стаття 30. Отримання невнесеного (недовнесеного) гонорару**

Право адвоката, адвокатського бюро, адвокатського об'єднання на отримання невнесеного (недовнесеного) гонорару не залежить від результату виконання доручення, якщо інше не передбачене договором про надання правової допомоги.

### **Стаття 31. Етичні обмеження щодо майнових угод адвоката з клієнтом**

Адвокат не може укласти з клієнтом, доручення якого перебуває в його провадженні, договорів майнового характеру, окрім договорів про засоби забезпечення зобов'язань клієнта щодо сплати гонорару або погашення фактичних видатків, пов'язаних з виконанням доручення.

### **Стаття 32. Одностороннє розірвання клієнтом договору про надання правової допомоги**

1. В договорі про надання правової допомоги має бути передбачено право клієнта в будь-який час і з будь-яких причин (або без їх пояснення) розірвати договір з адвокатом в односторонньому порядку;

2. В договорі можуть бути визначені умови виплати гонорару за таких обставин;

3. Адвокат не має права вчиняти тиск на клієнта з метою перешкодити реалізації цього права;

4. Водночас адвокат, котрому став відомий намір клієнта розірвати договір з ним, повинен пояснити клієнту можливі наслідки цього для перспективи подальшого виконання його доручення, з'ясувати причини, що потягли ініціювання клієнтом розірвання договору, і якщо вони пов'язані з помилковим уявленням клієнта про хід захисту (представництва) його інтересів або обумовлені недоліками в захисті (представництві) клієнта адвокатом, які можуть бути усунені, - пояснити це клієнту і обговорити з ним можливість збереження договору, якщо це об'єктивно відповідає інтересам клієнта.

### **Стаття 33. Одностороннє розірвання адвокатом договору про надання правової допомоги**

1. Адвокат може достроково (до завершення виконання доручення) розірвати договір з клієнтом з таких підстав:

1.1. клієнт вчиняє дії, що стосуються суті доручення, на порушення чинного законодавства і відмовляється припинити їх вчинення, незважаючи на роз'яснення адвоката;

1.2. клієнт використовує правову допомогу, що йому надається адвокатом, для полегшення вчинення злочину;

1.3. клієнт, незважаючи на роз'яснення адвоката, наполягає на досягненні результату, який через нові або нововиявлені обставини, є об'єктивно недосяжним;

1.4. клієнт грубо порушує обов'язки, взяті ним на себе згідно з договором про надання правової допомоги;

1.5. належне виконання доручення стає неможливим через дії клієнта, що вчиняються ним всупереч порадам адвоката;

1.6. клієнт вчиняє дії, що ганьблять честь, гідність і ділову репутацію адвоката;

1.7. клієнт не погоджується погашати фактичні видатки, якщо вони є необхідними для подальшого виконання доручення;

1.8. фізичний або психологічний стан адвоката позбавляє його можливості належним чином продовжувати виконання доручення; в цьому випадку адвокат зобов'язаний вжити всіх доступних йому заходів для запобігання порушення законних інтересів клієнта і забезпеченню подальшого представництва клієнта іншим адвокатом.

1.9. в інших випадках, передбачених цими Правилами, законодавством України або договором про надання правової допомоги.

2. У всіх випадках розірвання договору за ініціативою адвоката він зобов'язаний попередити про це клієнта протягом розумного часу, пояснити йому причини розірвання договору, пересвідчитись, що вони об'єктивно або суб'єктивно, виходячи з позиції, зайнятої клієнтом, не можуть бути усунені, і вжити розумно необхідних заходів для захисту законних інтересів клієнта.

#### **Стаття 34. Розірвання договору про надання правової допомоги за взаємною згодою адвоката і клієнта**

Договір про надання правової допомоги може бути в будь-який час розірваний за взаємною згодою адвоката та клієнта. При цьому адвокату слід повідомити клієнта про можливі наслідки розірвання договору для перспективи досягнення мети його доручення.

#### **Стаття 35. Розірвання договору про надання правової допомоги через конфлікт інтересів клієнтів або неможливість дотримання принципу конфіденційності**

1. У випадку, коли в процесі виконання доручення клієнта адвокат дізнався про існування конфлікту інтересів між інтересами цього та інших клієнтів, а також інших осіб за обставин, зазначених у статтях 20 та 22 цих Правил, він повинен розірвати договір з клієнтом (чи кількома з клієнтів), якщо не буде отримано відповідної письмової згоди клієнта (клієнтів) або осіб, зацікавлених у збереженні конфіденційної інформації, на подальше представництво його (їх) інтересів цим адвокатом або на розголос конфіденційної інформації;

2. При визначенні того, з ким із клієнтів розірвати договір у випадках, передбачених частиною першою статті 20 цих Правил, адвокат має виходити із зіставлення можливостей рівноцінного представництва інтересів кожного з них іншим адвокатом, важливості прав та інтересів, пов'язаних з предметом доручень, строків необхідного здійснення дій по кожному з доручень, розміру передбачуваної шкоди, що може бути заподіяна кожному з клієнтів внаслідок розірвання з ним договору про надання правової допомоги.

#### **Стаття 36. Обов'язки адвоката при розірванні договору**

1. При розірванні договору (незалежно від причин) адвокат зобов'язаний:

1.1. повернути клієнту отримані від нього документи, а також документи, видані адвокату для клієнта іншими особами в ході виконання доручення, майно, передане клієнтом на зберігання адвокату, та невитрачені кошти, що призначалися для погашення видатків, пов'язаних з виконанням доручення;

1.2. поінформувати клієнта щодо здійсненої адвокатом роботи і передати клієнту копії процесуальних документів, складених адвокатом при виконанні доручення.

2. Обов'язки адвоката, що випливають з принципів конфіденційності та уникнення конфлікту інтересів, продовжують діяти і після завершення виконання адвокатом договору;

3. Приписи, визначені в цій статті Правил, не поширюється на випадки розірвання договору адвокатом з підстав грубого порушення клієнтом зобов'язань, прийнятих на себе згідно з договором, що виразилося у відмові від сплати або фактичній несплаті гонорару в повному обсязі.

### **Стаття 37. Розірвання договору про надання правової допомоги з адвокатським бюро, адвокатським об'єднанням**

Якщо стороною в договорі з клієнтом про надання правової допомоги виступає адвокатське бюро чи адвокатське об'єднання, то при виникненні обставин, які є підставами для розірвання договору, пов'язаних з конкретним адвокатом, якого залучило бюро або призначило об'єднання для надання правової допомоги клієнту, адвокатське бюро чи адвокатське об'єднання повинне вжити заходів для заміни адвоката за згодою клієнта, якщо при цьому можуть бути дотримані вимоги цих Правил.

### **Стаття 38. Етичні аспекти відносин адвоката з недієздатним (обмежено, частково дієздатним) клієнтом**

1. Недієздатність (обмежена, часткова дієздатність) клієнта або його фактично знижена здатність адекватно оцінювати дійсність сама по собі не може бути підставою, що виправдовує невиконання (неналежне виконання) адвокатом своїх професійних обов'язків стосовно такого клієнта;
2. Якщо через вік, психічне захворювання, інші об'єктивні причини у клієнта знижена можливість приймати виважені рішення, пов'язані зі змістом доручення, адвокат повинен намагатися підтримувати з ним нормальні стосунки, що відповідають вимогам цих Правил;
3. Якщо клієнт у встановленому законом порядку визнаний недієздатним (обмежено дієздатним) і над ним запроваджено опіку (піклування) або якщо клієнт є неповнолітнім, й інтереси клієнта, відповідно, представляє законний представник (або опікун, піклувальник), котрий свідомо для адвоката діє на шкоду законним інтересам неповнолітнього (підопічного), адвокат повинен:
  - 3.1. відмовитись від прийняття (або, відповідно, - продовження виконання) доручення, яке може завдати шкоди інтересам неповнолітнього (підопічного);
  - 3.2. вжити всіх доступних йому заходів до захисту законних інтересів клієнта;
  - 3.3. поставити органи опіки та піклування до відома щодо зазначених дій опікуна (піклувальника) недієздатного (обмежено дієздатного) клієнта або законних представників (опікуна) неповнолітнього.

### **Стаття 39. Етичні аспекти відносин адвоката з клієнтом - юридичною особою**

1. У відносинах щодо надання правової допомоги клієнту - юридичній особі адвокат при визначенні суб'єкта прав і обов'язків клієнта і відповідному визначенні порядку реалізації своїх обов'язків має виходити з наступного:
  - 1.1. для цілей передбаченої законодавством та цими Правилами взаємодії з клієнтом (узгодження змісту доручення, отримання дозволу на розголошення конфіденційної інформації, надання роз'яснень щодо правової позиції у справі, інформування про хід виконання доручення тощо) клієнта уособлює особа, яка від імені юридичної особи уклала договір про надання останній правової допомоги, маючи на те належні повноваження, або інша особа (особи), зазначена в договорі;
  - 1.2. носієм прав та обов'язків, які захищає або представляє адвокат при наданні правової допомоги, є юридична особа як така.
2. Якщо пов'язані з предметом доручення дії особи (осіб), зазначених у частині першій цієї статті, або інших осіб, що перебувають у трудових (членських або подібних) відносинах з клієнтом - юридичною особою є протиправними або такими, що об'єктивно шкодять інтересам клієнта і унеможливають ефективне виконання доручення, адвокат (адвокатське бюро, адвокатське об'єднання) має вжити розумно необхідні і доступні йому заходи для зменшення негативних наслідків таких дій, зокрема може оскаржити їх керівнику юридичної особи (або вищому щодо нього органу);

3. Якщо, незважаючи на вжиті адвокатом заходи, керівник юридичної особи (або вищий орган) підтримують зазначені дії (бездіяльність), шкідливі для інтересів юридичної особи, адвокат може розірвати договір про надання правової допомоги клієнту - юридичній особі в односторонньому порядку.

#### **Стаття 40. Особливості застосування правил щодо конфлікту інтересів у відносинах з клієнтом - юридичною особою**

1. На відносини щодо надання правової допомоги клієнту - юридичній особі в повному обсязі поширюються норми цих Правил, що регламентують поведінку адвоката в ситуаціях наявності або наступного виникнення конфлікту інтересів;

2. Якщо у спілкуванні з посадовими особами, службовцями та іншими працівниками клієнта - юридичної особи, пов'язаному з наданням правової допомоги цьому клієнту, стає очевидним, що виникає ситуація конфлікту інтересів, адвокат повинен недвозначно повідомити, що він представляє клієнта - юридичну особу і пояснити свої обов'язки, пов'язані з конфліктом інтересів;

3. У період дії договору про надання правової допомоги клієнту - юридичній особі адвокат не повинен укладати договорів про надання правової допомоги з особами, що перебувають у трудових, цивільно-правових та інших правовідносинах з клієнтом, якщо це може суперечити інтересам клієнта - юридичної особи. Також адвокат не повинен укладати договори про правову допомогу із названими особами, якщо він є носієм суперечливої доказової інформації, отриманої при наданні правової допомоги юридичній особі;

4. Адвокат не може приймати доручення від клієнта, якщо суть доручення зводиться до необхідності вчинення дій в інтересах такого клієнта спрямованих на захист його прав, які перебувають в конфлікті інтересів з юридичною особою, в якій адвокат раніше працював, або надавав правову допомогу в результаті чого володіє інформацією, яка може бути використана проти такої юридичної особи.

#### **Стаття 41. Особливості виконання доручення, пов'язаного з посередництвом між клієнтами**

1. Якщо адвокат виступає в ролі посередника між клієнтами, він повинен з кожним із них узгоджувати рішення, що приймаються, і забезпечувати належну інформованість кожного з них про всі обставини і міркування, що є необхідними для прийняття виважених рішень по суті доручення;

2. Адвокат повинен припинити свої дії як посередника та розірвати відповідні договори з кожним із клієнтів, якщо цього вимагає хоча б один з клієнтів, яких він одночасно представляє, або якщо виникають обставини, за яких дотримання умов, передбачених частиною першою статті 21 цих Правил, стає неможливим;

3. Якщо дії адвоката як посередника між клієнтами не досягли бажаного клієнтами результату, він не може надалі представляти інтереси жодного з клієнтів з питань, пов'язаних із предметом посередництва.

#### **Стаття 42. Етичні аспекти здійснення захисту за дорученням органу (установи), уповноваженого законом на надання безоплатної правової допомоги або в разі залучення захисника для проведення окремої процесуальної дії**

1. Здійснення захисту за дорученням органу (установи), уповноваженого законом на надання безоплатної правової допомоги, або в разі залучення захисника для проведення окремої процесуальної дії в порядку, передбаченому чинним кримінальним процесуальним законодавством, а також законодавством про надання безоплатної правової допомоги, є важливим професійним обов'язком адвоката. Необґрунтована відмова від прийняття на себе захисту або участі у проведенні окремої процесуальної дії за цих умов є неприпустимою;

2. Відмову слід вважати обґрунтованою тільки у випадках:

1.1. коли адвокат через тимчасову непрацездатність не може повноцінно виконувати свої професійні обов'язки;

1.2. коли з об'єктивних причин у адвоката відсутня належна кваліфікація для надання правової допомоги у конкретному провадженні, що є особливо складним;

1.3. коли при прийнятті адвокатом на себе захисту певної особи через конкретні причини неможливо забезпечити дотримання вимог цих Правил, які регламентують неприпустимість конфлікту інтересів або правил, що забезпечують гарантії збереження конфіденційної інформації;

1.4. коли прийняття доручення або залучення для проведення окремої процесуальної дії через конкретні об'єктивні причини може потягнути суттєве порушення прав і законних інтересів інших клієнтів адвоката.

3. Адвокат, який здійснював захист клієнта під час досудового розслідування на підставі договору або за дорученням органу (установи), уповноваженого законом на надання безоплатної правової допомоги, може відмовитись від прийняття доручення на захист цього клієнта в суді першої інстанції виключно з підстав визначених законом.

#### **РОЗДІЛ IV. ВІДНОСИНИ АДВОКАТА З СУДОМ ТА ІНШИМИ УЧАСНИКАМИ СУДОВОГО ПРОВАДЖЕННЯ**

##### **Стаття 43. Дотримання адвокатом принципу законності у відносинах з судом та іншими учасниками судового провадження**

1. Представляючи інтереси клієнта або виконуючи функцію захисника в суді, адвокат зобов'язаний дотримуватися вимог чинного процесуального законодавства, законодавства про адвокатуру та адвокатську діяльність, про судоустрій і статус суддів, іншого законодавства, що регламентує поведінку учасників судового процесу, а також вимог цих Правил, не виявляти неповаги до суду (суддів), поводитись гідно і коректно;

2. В ході судового розгляду справи адвокат не повинен:

2.1. намагатися вплинути на рішення (вирок) суду позапроцесуальними засобами;

2.2. робити свідомо неправдиві заяви стосовно фактичних обставин справи;

2.3. подавати суду завідомо неправдиві докази або свідомо брати участь в їх формуванні;

2.4. посилатися в суді на завідомо неправдиві або завідомо викривлені фактичні обставини, або обставини, що завідомо не стосуються предмета спору; або на подані клієнтом докази, стосовно яких йому відомо, що вони є неправдивими, або докази, отримані з порушенням положень цих Правил; а також на особисту обізнаність з обставинами справи, а у виступі в судових дебатах - крім того, на обставини, які не були предметом дослідження під час судового провадження (щодо яких адвокатом не заявлялися клопотання, спрямовані на доказування таких обставин) за винятком загальновідомих фактів;

2.5. порушувати порядок у судовому засіданні, припускатись сперечань з судом та висловлювань, що принижують честь і гідність суду або інших учасників процесу.

3. Схиляння адвокатом підзахисного, сторін в процесі та свідків до давання завідомо неправдивих пояснень та показань або експертів до надання завідомо неправдивих висновків - категорично забороняється.

##### **Стаття 44. Дотримання принципів незалежності адвоката та домінантності інтересів клієнта у відносинах адвоката з судом**

1. Дотримуючись принципу законності, адвокат водночас має бути наполегливим і принциповим у відстоюванні інтересів клієнта в суді, не поступатися своєю незалежністю у захисті й представництві прав та інтересів клієнта з метою не погіршити стосунків з суддями; у випадку вчинення судом тиску на адвоката - не йти на компроміси, які суперечать

охоронюваним законом інтересам клієнта; послідовно дотримуватися принципу домінантності інтересів клієнта перед всіма іншими інтересами й міркуваннями, що пов'язані з відносинами адвоката з судом;

2. Адвокат не повинен полишати без уваги порушення закону, нетактовне і зневажливе ставлення суду та інших учасників процесу до його клієнта, його самого або адвокатури в цілому і повинен реагувати на відповідні дії у формах, передбачених чинним законодавством та\або актами НААУ.

#### **Стаття 45. Дотримання адвокатом принципів чесності та порядності під час здійснення професійної діяльності в суді. Сприяння належному здійсненню правосуддя**

1. Адвокат не повинен повідомляти сторонам та іншим учасникам судового провадження свідомо неправдиву інформацію стосовно фактичних обставин справи, суті закону, обсягу прав та обов'язків сторін, або іншим чином намагатися схилити їх до зміни їх позиції, свідчень, здійснення інших дій, в яких зацікавлений його клієнт;

2. Адвокат повинен уникати позапроцесуального спілкування по суті справи, що є предметом судового розгляду, з учасниками провадження, які не є його клієнтами, і має здійснювати таке лише у формах та з метою, що не суперечить чинному законодавству та цим Правилам і лише у випадках, коли це є необхідним для належного виконання доручення;

3. Адвокат має поважати процесуальні права адвоката, що представляє іншу сторону, і не вдаватись до дій, які грубо порушують останні;

4. Адвокат не повинен вчиняти дій, спрямованих на невиправдане затягування судового розгляду справи.

#### **Стаття 46. Культура поведінки адвоката у відносинах з іншими учасниками судового провадження**

У відносинах з іншими учасниками судового провадження адвокат повинен:

1. бути стриманим і коректним;

2. реагувати на неправильні дії або вислови цих осіб у формах, передбачених законом, зокрема у формі заяв, клопотань, скарг тощо;

3. при допиті підсудних, потерпілих, сторін у цивільному процесі, свідків та інших осіб бути тактовним.

### **РОЗДІЛ V. ВІДНОСИНИ АДВОКАТА ПРИ ЗДІЙСНЕННІ ПРОФЕСІЙНОЇ ДІЯЛЬНОСТІ З ІНШИМИ ОРГАНАМИ ТА ОСОБАМИ**

#### **Стаття 47. Етичні аспекти відносин адвоката з органами досудового розслідування та адміністративної юрисдикції**

1. У відносинах з органами досудового розслідування, адміністративної юрисдикції адвокат має дотримуватися принципів і підходів, закріплених розділом IV цих Правил, з урахуванням специфіки статусу цих органів і процесуальних форм взаємодії адвоката з ними, передбачених чинним законодавством;

2. Адвокат повинен зберігати таємницю досудового розслідування в межах, визначених чинним кримінальним процесуальним законодавством;

3. Адвокат не повинен умисно перешкоджати законному здійсненню процесу досудового розслідування, адміністративного провадження і давати клієнту поради, свідомо спрямовані на вчинення таких перешкод;

4. Адвокат не повинен приймати доручення на ведення справи клієнта, направленою йому особами, що здійснюють досудове розслідування по цій справі.



#### **Стаття 48. Етичні аспекти відносин адвоката з іншими державними органами**

У відносинах з іншими державними органами з приводу виконання доручення клієнта адвокат має дотримуватися вимог цих Правил у частині, застосовній до цих відносин, і не повинен:

1. розголошувати пов'язану з їхньою діяльністю інформацію, що стала йому відомою у зв'язку з виконанням доручення, таємниця якої охороняється законом;
2. робити завідомо неправдиві заяви стосовно суті доручення, фактичних обставин, що мають до нього відношення, прав і обов'язків адвоката, а також обсягу своїх повноважень по представництву клієнта перед цим органом;
3. здійснювати протизаконний тиск на посадових осіб та службовців цих органів, використовуючи особисті зв'язки, погрози, обіцянки, тощо.

#### **Стаття 49. Дотримання принципу незалежності та домінантності інтересів клієнта у відносинах адвоката з органами досудового розслідування, адміністративної юрисдикції та іншими державними органами та органами місцевого самоврядування**

У відносинах як з органами досудового розслідування, адміністративної юрисдикції, так і з іншими державними органами та органами місцевого самоврядування, адвокат повинен виявляти принциповість у відстоюванні інтересів клієнта, не допускаючи піддесливості, та за згодою клієнта оскаржувати незаконні дії посадових осіб або органів, які перешкоджають виконанню доручення, в порядку, передбаченому чинним законодавством.

#### **Стаття 50. Етичні аспекти відносин адвоката з іншими особами**

У відносинах з будь-якими особами, з якими адвокат взаємодіє в процесі виконання доручення клієнта, адвокат має дотримуватись вимог цих Правил у частині, застосовній до цих відносин.

### **РОЗДІЛ VI. ВІДНОСИНИ МІЖ АДВОКАТАМИ**

#### **Стаття 51. Загальні етичні засади взаємин між адвокатами**

1. Відносини між адвокатами повинні будуватися на засадах колегіальності, взаємної поваги представників адвокатської професії, дотримання професійних прав адвокатів, слідування принципам адвокатської діяльності, передбаченим Законом України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність», цими Правилами;
2. Корпоративна єдність адвокатів вимагає від них взаємної довіри та співпраці на користь їх клієнтів, зокрема уникнення штучного породження чи поглиблення конфліктів між клієнтами. Однак при цьому принцип домінантності інтересів клієнта має перевагу перед міркуваннями корпоративної єдності;
3. Адвокат України має також визнавати професійний статус адвокатів іноземних держав, які здійснюють адвокатську діяльність в Україні згідно з Законом України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність» та ставитись до них з повагою, як до колег;
4. В разі спілкування між адвокатами за допомогою матеріальних носіїв інформації адвокат, який передає відомості, конфіденційність яких він бажає зберегти, має чітко повідомити про це адвоката-рецепієнта інформації, а останній має зберігати конфіденційність такої інформації або негайно повідомити про неможливість забезпечення такої.

#### **Стаття 52. Окремі етичні аспекти взаємин між адвокатами**

Адвокат не повинен допускати стосовно іншого адвоката:

1. висловлювань, що принижують його честь та гідність, завдають шкоди його діловій репутації, нетактовних та принизливих висловів;

2. поширення свідомо неправдивих відомостей про нього;
3. спроб схилити клієнта іншого адвоката до розірвання з ним договору про надання правової допомоги;
4. спілкування з клієнтом іншого адвоката без згоди останнього з приводу доручення, яке їм виконується;
5. намагань схилити до укладення договору про надання правової допомоги особу, що прийшла до іншого адвоката (адвокатського бюро, адвокатського об'єднання);
6. навмисного введення іншого адвоката в оману стосовно справи, в судовому розгляді якої вони обидва беруть участь, щодо місця і часу проведення судових засідань, результатів розгляду справи судами різних інстанцій, наявності доказів (і намірів їх представити), які в дійсності не існують, намірів свого клієнта, які стосуються предмета спору та ведення справи, умов мирової угоди, що пропонується.

#### **Стаття 53. Допустимі форми реагування адвоката на незаконні або неетичні дії іншого адвоката**

1. Допустимими формами реагування адвоката на незаконну або неетичну поведінку іншого адвоката, якою заподіяна або може бути заподіяна шкода інтересам адвоката, його клієнта, адвокатського об'єднання, бюро, органів адвокатського самоврядування або адвокатури як такої, слід вважати звернення (заяви, скарги) до органів адвокатського самоврядування, наділених дисциплінарними повноваженнями стосовно адвокатів, а також використання інших форм захисту прав та законних інтересів особи, передбачених законодавством України;
2. При виникненні конфлікту між адвокатами кожен з них за можливості має вжити заходи мирного врегулювання такого конфлікту. В разі ініціації адвокатом дисциплінарного провадження стосовно іншого адвоката, він має попередньо повідомити про це раду адвокатів регіону, а стосовно адвоката іноземної держави – асоціацію адвокатів чи правове товариство відповідної держави для пошуку шляхів мирного залагодження конфлікту, за умов, що це можливо з дотриманням інших положень цих Правил.

#### **Стаття 54. Окремі аспекти дотримання принципу взаємної поваги між адвокатами**

1. Адвокат повинен уникати розголосу в засобах масової інформації (або поширення іншим способом) відомостей, що ганьблять іншого адвоката, адвокатське бюро чи адвокатське об'єднання, якщо цього не вимагають його власні законні інтереси, інтереси його клієнта або адвокатури України;
2. Адвокат не повинен обговорювати з клієнтами обставини, що стосуються особистого життя іншого адвоката, його матеріального стану, походження, національної належності та інші обставини, що стосуються адвоката, які не стосуються суті доручення;
3. Адвокат не може вдаватись до антиреклами стосовно іншого адвоката (адвокатського бюро, адвокатського об'єднання) або використовувати цей метод при рекламуванні своєї діяльності;
4. Адвокат не має права вимагати винагороду від іншого адвоката за направлення йому клієнта.

### **РОЗДІЛ VII. ДОТРИМАННЯ НОРМ АДВОКАТСЬКОЇ ЕТИКИ В ГРОМАДСЬКІЙ, НАУКОВІЙ ТА ПУБЛІЦИСТИЧНІЙ ДІЯЛЬНОСТІ АДВОКАТА**

#### **Стаття 55. Співвідношення між професійними обов'язками адвоката і його громадськими, науковими та іншими інтересами**

1. В своїй громадській, науковій та публіцистичній діяльності адвокат повинен враховувати необхідність дотримання своїх професійних обов'язків, зокрема тих, що впливають з Правил адвокатської етики;

2. У випадку виникнення суперечності між професійними обов'язками адвоката, передбаченими чинним законодавством, цими Правилами, і обов'язками перед конкретними клієнтами, що випливають з договорів про надання правової допомоги, - з однієї сторони, та інтересами адвоката, що обумовлені його членством в певній громадській організації, партії, науковому товаристві тощо - з іншої сторони, адвокат не має права знехтувати чи поступитись своїми професійними обов'язками адвоката.

#### **Стаття 56. Дотримання принципу конфіденційності в громадській, науковій або публіцистичній діяльності адвоката**

Адвокат не може використовувати в своїй громадській, науковій або публіцистичній діяльності інформацію, конфіденційність якої охороняється цими Правилами, без згоди на це осіб, зацікавлених у нерозголошенні такої інформації.

#### **Стаття 57. Дотримання принципу поваги до адвокатської професії в публіцистичній діяльності адвоката**

В своїх публіцистичних матеріалах адвокат не повинен поширювати відомостей, що не відповідають дійсності або викладені неправдиво, які порочать честь, гідність чи ділову репутацію інших адвокатів, або престиж адвокатури як такої, а обґрунтовану критику зазначених осіб, або адвокатури в цілому має викладати в коректній формі.

### **РОЗДІЛ VIII. АДВОКАТСЬКЕ БЮРО, АДВОКАТСЬКЕ ОБ'ЄДНАННЯ ЯК СУБ'ЄКТИ ВІДНОСИН ЩОДО ЗАБЕЗПЕЧЕННЯ ДОТРИМАННЯ ПРАВИЛ АДВОКАТСЬКОЇ ДІЯЛЬНОСТІ**

#### **Стаття 58. Поширення Правил адвокатської етики на діяльність адвокатських бюро, адвокатських об'єднань**

1. Ці Правила адвокатської етики є обов'язковими для дотримання адвокатськими бюро, адвокатськими об'єднаннями в такий спосіб, що й окремими адвокатами;
2. У випадках, коли стороною в договорі про надання правової допомоги є адвокатське бюро, адвокатське об'єднання, в якому договір з клієнтом укладається від імені бюро, об'єднання, воно зобов'язане забезпечити відповідність кандидатури адвоката, якому доручається виконання договору (окремих робіт за договором), вимогам до компетентності, об'єктивно обумовленим характером доручення, а також забезпечити дотримання інших вимог цих Правил, що стосуються укладення договору про надання правової допомоги, його виконання та припинення.

#### **Стаття 59. Участь адвокатів у забезпеченні дотримання адвокатським бюро, адвокатським об'єднанням Правил адвокатської етики**

Кожен адвокат, який є членом адвокатського об'єднання, чи створив адвокатське бюро повинен докладати обґрунтованих зусиль щодо забезпечення вжиття об'єднанням заходів, що сприяють дотриманню всіма адвокатами та співробітниками цього об'єднання чи бюро цих Правил.

#### **Стаття 60. Співвідношення професійних обов'язків адвокатів - членів адвокатського об'єднання з обов'язками, пов'язаними з членством в такому об'єднанні**

Для адвоката, який є членом адвокатського об'єднання, професійні обов'язки перед клієнтами, що випливають із чинного законодавства, Правил адвокатської етики, договорів про надання правової допомоги, повинні мати домінуюче значення у порівнянні з обов'язками адвоката

щодо виконання вказівок керівних органів адвокатського об'єднання. Керівник адвокатського об'єднання зобов'язаний забезпечити дотримання адвокатом – членом адвокатського об'єднання виконання цих Правил та не має права вчиняти дії, пов'язані з схилянням або сприяти ухилянню адвоката від виконання професійних етичних норм.

## **РОЗДІЛ ІХ. ОРГАНИ АДВОКАТСЬКОГО САМОВРЯДУВАННЯ ЯК СУБ'ЄКТИ ВІДНОСИН ЩОДО ЗАБЕЗПЕЧЕННЯ ДОТРИМАННЯ ПРАВИЛ АДВОКАТСЬКОЇ ЕТИКИ**

### **Стаття 61. Роль органів адвокатського самоврядування в забезпеченні дотримання правил адвокатської етики**

1. Органи адвокатського самоврядування діють з метою забезпечення дійсної незалежності адвокатів у здійсненні їх професійної діяльності;
2. Органи адвокатського самоврядування сприяють та контролюють дотримання Правил адвокатської етики всіма адвокатами України та адвокатами іноземних держав, які у відповідності до законодавства України здійснюють в Україні адвокатську діяльність;
3. Органи адвокатського самоврядування та їх члени самі мають в своїй діяльності неухильно керуватись загальними принципами адвокатської етики, не допускати дій чи бездіяльності, що їх порушують, виявляти повагу як до професійних прав адвокатів, так і до права кожного адвоката на участь в адвокатському самоврядуванні.

### **Стаття 62. Етичні особливості відносин між адвокатами та органами адвокатського самоврядування.**

Адвокат зобов'язаний дотримуватись загальнообов'язкових рішень органів адвокатського самоврядування, прийнятих в межах їх компетенції в спосіб, передбачений Законом України «Про адвокатуру та адвокатську діяльність».

Рішення органів адвокатського самоврядування, прийняті в межах їхньої компетенції, є обов'язковими до виконання адвокатськими бюро та адвокатськими об'єднаннями.

Адвокати, яких обрано до органів адвокатського самоврядування, зобов'язані неухильно виконувати свої повноваження згідно законодавства, приймати участь в роботі органів адвокатського самоврядування, до яких їх обрано, дотримуватись вимог закону та актів НААУ, не допускати дій чи бездіяльності, що завдають шкоди адвокатурі в цілому, або блокують роботу окремих органів адвокатського самоврядування.

## **РОЗДІЛ Х. ВІДПОВІДАЛЬНІСТЬ ЗА ПОРУШЕННЯ ПРАВИЛ АДВОКАТСЬКОЇ ЕТИКИ**

### **Стаття 63. Правові наслідки порушення Правил адвокатської етики**

За порушення Правил адвокатської етики до адвоката можуть бути застосовані заходи дисциплінарної відповідальності в порядку, передбаченому чинним законодавством про адвокатуру та адвокатську діяльність, а також актами Національної асоціації адвокатів України.

У разі звернення із скаргами щодо притягнення до дисциплінарної відповідальності за порушення Правил адвокатської етики адвокатів, яких обрано до органів адвокатського самоврядування, чи якщо скаржниками стосовно порушення цих Правил виступають адвокати, яких обрано до органів адвокатського самоврядування, з метою забезпечення неупередженості та об'єктивності при розгляді зазначених скарг Вища кваліфікаційно-дисциплінарна комісія адвокатури забезпечує перерозподіл та направлення таких заяв (скарг) для розгляду до КДКА іншого регіону, ніж регіон, в якому зазначений адвокат входить до органів адвокатського самоврядування.

#### **Стаття 64. Відповідальність адвоката за порушення Правил адвокатської етики помічником, стажистом адвоката або членом технічного персоналу**

Адвокат може бути притягнутий до дисциплінарної відповідальності за порушення Правил адвокатської етики його помічником, стажистом або членом технічного персоналу якщо адвокат:

1. не забезпечив ознайомлення свого помічника, стажиста або члена технічного персоналу з цими Правилами;
2. не здійснював належного контролю за діями помічника, стажиста або члена технічного персоналу, залученого ним до виконання окремих робіт за дорученням, передбаченим договором між адвокатом і клієнтом про надання правової допомоги;
3. своїми розпорядженнями і порадами або особистим прикладом сприяв порушенню помічником, стажистом або членом технічного персоналу Правил адвокатської етики.

#### **Стаття 65. Відповідальність керівників адвокатських бюро, адвокатських об'єднань за незабезпечення умов для дотримання Правил адвокатської етики**

Адвокат, який є керівником адвокатського бюро чи адвокатського об'єднання (адвокати - члени колегіального керівного органу адвокатського об'єднання), може(уть) бути притягнутий(ті) до дисциплінарної відповідальності за невиконання вимог положень цих Правил, а також за прийняття ним (ними) рішень, які тягнуть порушення Правил адвокатської етики.

#### **Стаття 66. Роз'яснення Правил адвокатської етики**

1. У випадках, коли в конкретній ситуації адвокату важко визначити варіант поведінки, який у певних обставинах відповідав би нормам цих Правил, він може звернутися за роз'ясненням до Ради адвокатів України чи з'їзду адвокатів України;
2. Дії адвоката, що відповідають роз'ясненню Ради адвокатів України чи з'їзду адвокатів України, не можуть бути поставлені йому за провину і мати наслідком накладення дисциплінарною стягнення.

#### **Стаття 67. Загальні засади застосування дисциплінарної відповідальності за порушення Правил адвокатської етики**

1. При застосуванні дисциплінарних стягнень за порушення Правил адвокатської етики та/або Професійних етичних (деонтологічних) норм поведінки адвокатів іноземної держави (у випадках, передбачених цими Правилами), що діють в країнах в яких такі адвокати мають право здійснювати адвокатську діяльність дисциплінарні органи адвокатури України мають виходити із загальних засад юридичної відповідальності, зокрема повинні застосовувати дисциплінарні стягнення лише за винні порушення;
2. Щодо відносин дисциплінарної відповідальності адвокатів діє презумпція невинуватості;
3. Адвокат несе особисту відповідальність за порушення Правил адвокатської етики перед клієнтом.

КОПІЯ



**ОКРУЖНИЙ АДМІНІСТРАТИВНИЙ СУД міста КИЄВА**  
01601, м. Київ, вул. Командарма Каменева, 8, корпус 1

**ОКРЕМА УХВАЛА**

15 квітня 2013 року

м. Київ

№ 826/1459/13-а

Окружний адміністративний суд міста Києва у складі: головуючого судді Данилишина В.М., при секретарі судового засідання Стадницькій Ю.Є., за участю представника позивача Лук'яненка О.Л., позивача Павленка В.І., представників відповідача-1, представника відповідача-2 та третьої особи Ізовітової Л.П., представника третьої особи Висоцького В.І., розглянув у відкритому судовому засіданні заяви представника позивача Лук'яненка О.Л. та позивача Павленка В.І. про постановлення окремих ухвал.

На підставі ч.ч. 3, 7 ст. 160 Кодексу адміністративного судочинства України (*також далі за текстом - КАС України*) у судовому засіданні 15 квітня 2013 року проголошено вступну та резолютивну частини ухвали.

Оцінивши докази, які є у справі, за своїм внутрішнім переконанням, що ґрунтується на їх безпосередньому, всебічному, повному та об'єктивному дослідженні, суд -

**ВСТАНОВИВ:**

У провадженні Окружного адміністративного суду міста Києва (*також далі - суд*) знаходиться адміністративна справа № 826/1459/13-а (*також далі - справа*) за позовами:

- Лук'яненка О.Л. (*також далі - позивач-1*) до Ради адвокатів міста Києва (*також далі - відповідач-1*) та Ради адвокатів України в особі голови Ізовітової Л.П. (*також далі - відповідач-2*), треті особи, які не заявляють самостійних вимог на предмет спору, на стороні відповідачів: організаційний комітет по підготовці проведення позачергового з'їзду адвокатів України (*також далі - оргкомітет з проведення позачергового з'їзду адвокатів України*) в особі голови Авраменка Г.М. та членів Висоцького В.І., Фостюка А.Я., Шевченко О.Г., Слівінського О.В., Дурдинця В.В., Смоли І.В., Замедянської Н.М., Щирого Л.О., Маланюка М.М., Белоусова О.І., Марченка І.В., Полонського Ю.М., Будза Т.В., Задніпровського О.П., Горощенко Л.В., Божика В.І., Атрощенко Н.А., Комарницької О.О. і Баранської Н.С., Печерська районна в місті Києві державна адміністрація, Темкіжев І.Х., Ізовітова Л.П. та Вища рада юстиції (*також далі - треті особи*), про скасування рішення відповідача-2 та зобов'язання його вчинити певні дії, визнання протиправною бездіяльності відповідача-1 та зобов'язання його вчинити певні дії, визнання протиправними усіх рішень, прийнятих на позачерговому з'їзді адвокатів України, який відбувся 09 лютого 2013 року в місті Одеса та смт. Затока Білгород-Дністровського району Одеської області;

- Павленка В.І. (*також далі - позивач-2*) до Ради адвокатів України в особі голови Ізовітової Л.П. (*також далі - відповідач-2*), оргкомітету з проведення позачергового з'їзду адвокатів України в особі голови Авраменка Г.М. (*також далі - відповідач-3*) та позачергового з'їзду адвокатів України в особі головуючого Авраменка Г.М. (*також далі - відповідач-4*), треті особи, які не заявляють самостійних вимог на предмет спору, на стороні відповідачів: Висоцький В.І. та Фостюк А.Я. (*також далі - треті особи*), про визнання відсутності у відповідача-1 компетенції (повноважень) на прийняття рішень, визнання протиправними рішень відповідача-1, визнання протиправними усіх рішень, прийнятих на позачерговому з'їзді адвокатів України, який відбувся 09 лютого 2013 року в місті Одеса та смт. Затока Білгород-Дністровського району Одеської області.



За результатами розгляду та вирішення справи, постановою суду від 15 квітня 2013 року: 1. позов Лук'яненка О.Л. та Павленка В.І. задоволено частково; 2. визнано рішення, оформлені як рішення розширених засідань Ради адвокатів України від 28 листопада 2012 року (місто Одеса), від 11 грудня 2012 року (місто Житомир) та від 22 січня 2013 року (місто Київ), такими, що не є рішеннями Ради адвокатів України у розумінні Закону України "Про адвокатуру та адвокатську діяльність"; 3. визнано рішення, оформлені як рішення позачергового з'їзду адвокатів України від 09 лютого 2013 року (місто Одеса та смт. Затока Білгород-Дністровського району Одеської області), такими, що не є рішеннями з'їзду адвокатів України у розумінні Закону України "Про адвокатуру та адвокатську діяльність"; 4. позовні вимоги в іншій частині залишено без задоволення.

При цьому, під час розгляду та вирішення справи судом виявлено численні порушення положень Закону України "Про адвокатуру та адвокатську діяльність" від 05 липня 2012 року № 5076-VI (також далі - Закон), які полягають у наступному.

Так, на виконання абзаців 11, 12 п. 5 Розділу X "Перехідні положення" Закону, 11 вересня 2012 року Вища кваліфікаційна комісія адвокатури при Кабінеті Міністрів України (також далі - ВККА при КМУ) у складі голови ВККА Висоцького В.І., заступника голови ВККА Єзерської А.О. та членів ВККА, прийняла рішення № VI/18-897, яким вирішила, зокрема: 1. провести установчий з'їзд адвокатів України 17 листопада 2012 року у місті Києві; 2. рекомендувати регіональним кваліфікаційно-дисциплінарним комісіям адвокатури (також далі - КДКА) відповідно до Закону провести до 10 жовтня 2012 року установчі конференції адвокатів регіону та вибори делегатів установчого з'їзду адвокатів України, забезпечити їх прибуття для участі у роботі цього з'їзду.

На виконання абзаців 1, 7 п. 5 Розділу X "Перехідні положення" Закону, 06 жовтня 2012 року проведено установчу конференцію Закарпатської області, на якій, зокрема: обрано адвокатів делегатами на установчий з'їзд адвокатів України, представником адвокатів цієї області до складу Ради адвокатів України (також далі - РАУ) обрано Кошеля В.В., а 15 жовтня 2012 року - установчу конференцію Харківської області, на якій, зокрема: обрано адвокатів делегатами на установчий з'їзд адвокатів України, представником адвокатів цієї області до складу РАУ обрано Веприцького С.С.

На виконання абзаців 10, 15 п. 5 Розділу X "Перехідні положення" Закону та згідно з рішенням ВККА при КМУ від 11 вересня 2012 року № VI/18-897, 17 листопада 2012 року у готельному комплексі "Русь" на вулиці Госпітальній, 4 у місті Києві проведено установчий з'їзд адвокатів України, на якому прийнято, зокрема, наступні рішення: - обрано головою РАУ - головою Національної асоціації адвокатів України (також далі - НААУ) (за законом) Ізвітову Л.П.; - обрано головою Вищої кваліфікаційно-дисциплінарної комісії адвокатури (також далі - ВКДКА) Загарія В.М.; - обрано Коваль К.П. та Гвоздзя В.А. заступниками голови РАУ - голови ВКДКА; - відповідно до п. 8 ч. 1 ст. 18 Закону України "Про Вищу раду юстиції", припинено повноваження члена Вищої ради юстиції, призначеного з'їздом адвокатів України, адвоката Висоцького В.І.; - обрано Вищу ревізійну комісію адвокатури (також далі - ВРКА) у складі Цувіна А., Болдіна М., Петренка Ю., Башука О., Василенко Т., Пастерчака І., Меркулової Л., Стельмашука В.; - обрано головою ВРКА Дмитрієву О.Л.; - за результатами таємного голосування відповідно до ст. 131 Конституції України, ст.ст. 10, 11 Закону України "Про Вищу раду юстиції" призначено членом Вищої ради юстиції від з'їзду адвокатів України суддю Вищого адміністративного суду України Темкіжева І.Х.; - затверджено статут недержавної некомерційної організації "НААУ"; - затверджено положення про РАУ; - затверджено положення про ВКДКА; - затверджено положення про ВРКА; - затверджено правила адвокатської етики.

Рішенням РАУ № 1 від 17 грудня 2012 року, копія якого міститься у матеріалах справи, секретарем РАУ обрано члена РАУ Гречківського П.М.

З аналізу відповідних положень Закону та викладених обставин суд прийшов до висновку, що установчий з'їзд адвокатів України, який відбувся 17 листопада 2012 року у готельному комплексі "Русь" у місті Києві, проведено на підставі, у межах повноважень та у спосіб, що передбачені положеннями Закону, а тому прийняті на цьому з'їзді рішення, за переконанням суду, є обов'язковими до виконання всіма адвокатами та набрали чинності із





дня їх прийняття, тобто є законними.

Таким чином, із дня прийняття рішень про обрання, вважаються повноважними: головою РАУ - головою НААУ (за законом) - Ізовітова Л.П.; заступниками голови РАУ - голови НААУ (за законом) - Коваль К.П. та Гвоздій В.А.; секретарем РАУ - Гречківський П.М.

Однак, як вбачається з наявних у матеріалах справи копій оскаржуваних рішень та як з'ясовано у ході судового розгляду справи, групою адвокатів України, за відсутності підстав і повноважень та у спосіб, що не передбачені відповідними положеннями Закону, організовано та у період часу із 28 листопада 2012 року по 09 лютого 2013 року проведено ряд зібрань адвокатів України, оскільки ст. 46 Закону не визначено таких організаційних форм адвокатського самоврядування як розширені, у тому числі позачергові, засідання РАУ та позачерговий з'їзд адвокатів України, за результатами яких прийнято ряд рішень, які, за переконанням суду, не можуть вважатись обов'язковими до виконання та такими, що набрали чинності, тобто є незаконними.

Так, згідно з рішенням позачергового розширеного засідання РАУ від 28 листопада 2012 року (місто Одеса), РАУ у складі головуючого Полонського Ю.М., секретаря РАУ Баранської Н.С., членів РАУ: Шевченко О.Г., Слівінського О.В., Дурдинця В.В., Смоли І.В., Замедянської Н.М., Щирога Л.О., Маланюка М.М., Белоусова О.І., Марченка І.В., Будза Т.В., Задніпровського О.П., Горощенко Л.В., Божика В.І., Атрощенко Н.А., Комарницької О.О., за участю голови РАУ Висоцького В.І., заступника голови РАУ Фостяка А.Я., вирішила, зокрема: 1. скликати, підготувати та провести позачерговий з'їзд адвокатів України; 2. визначити датою проведення позачергового з'їзду адвокатів України 02 лютого 2013 року, місцем проведення цього з'їзду місто Одеса; 3. створити оргкомітет з проведення позачергового з'їзду адвокатів України у складі: Авраменка Г.М., Висоцького В.І., Фостяка А.Я., Шевченко О.Г., Слівінського О.В., Дурдинця В.В., Смоли І.В., Замедянської Н.М., Щирога Л.О., Маланюка М.М., Белоусова О.І., Марченка І.В., Полонського Ю.М., Будза Т.В., Задніпровського О.П., Горощенко Л.В., Божика В.І., Атрощенко Н.А., Комарницької О.О., Баранської Н.С.; 4. обрати головою цього комітету Авраменка Г.М.; 5. головам рад адвокатів регіонів забезпечити проведення конференцій адвокатів регіонів щодо обрання делегатів на позачерговий з'їзд адвокатів України.

Відповідно до рішень № 1, № 2 та № 3 розширеного засідання РАУ від 11 грудня 2012 року (місто Житомир), РАУ у складі головуючого Божика В.І., секретаря РАУ Баранської Н.С., членів РАУ: Шевченко О.Г., Слівінського О.В., Смоли І.В., Щирога Л.О., Маланюка М.М., Дурдинця В.В., Скиданова К.В., Полонського Ю.М., Горощенко Л.В., Атрощенко Н.А., Комарницької О.О., за участю голови РАУ Висоцького В.І., заступника голови РАУ Фостяка А.Я., членів РАУ (в режимі електронного голосування): Марченка І.В., Будза Т.В., Замедянської Н.М., Белоусова О.І., вирішила, зокрема: 1. затвердити регламент позачергового з'їзду адвокатів України; 2. радам адвокатів регіонів провести конференції адвокатів до 13 січня 2013 року та до 13 січня 2013 року витяги з протоколів про обрання делегатів з'їзду надіслати оргкомітету з проведення позачергового з'їзду адвокатів України за адресою: Рада адвокатів Чернігівської області, вулиця Горького, 1, місто Чернігів; 3. провести збір підписів адвокатів, які підтримують вимогу про скликання та проведення позачергового з'їзду адвокатів України.

Згідно з рішенням розширеного засідання РАУ від 22 січня 2013 року (місто Київ), РАУ у складі головуючого Полонського Ю.М., секретаря РАУ Баранської Н.С., членів РАУ: Комарницької О.О., Слівінського О.В., Замедянської Н.М., Маланюка М.М., Марченка І.В., Задніпровського О.П., Божика В.І., Атрощенко Н.А., Смоли І.В., Висоцького В.І., Фостяка А.Я., членів РАУ (шляхом опитування): Шевченко О.Г., Бедь В.В., Щирога Л.О., Горощенко Л.В., Белоусова О.І., Каденко О.О., за участю членів оргкомітету з проведення позачергового з'їзду адвокатів України, вирішила, зокрема: 1. внести зміни до рішення розширеного засідання РАУ від 28 листопада 2012 року в частині визначення дати проведення позачергового з'їзду адвокатів України та визначити датою проведення цього з'їзду 09 лютого 2013 року, місцем проведення цього з'їзду місто Одеса; 2. зобов'язати голів рад адвокатів регіону повідомити делегатів позачергового з'їзду адвокатів України про дату, час і місце початку роботи з'їзду та питання, що вносяться на обговорення.





При цьому, у ході судового розгляду справи будь-ким із заінтересованих осіб не надано суду та у матеріалах справи відсутні будь-які письмові докази, у тому числі протокол установчого з'їзду адвокатів України, який відкрито 17 листопада 2012 року у готельному комплексі "Русь", а згодом перенесено до приміщення кінотеатру "Кінопанорама" на вулиці Шота Руставелі, 19 у місті Києві, за результатами проведення якого, ймовірно, головою РАУ - головою НААУ обрано Висоцького В.І., заступником голови РАУ - Фостяка А.Я., секретарем РАУ - Баранську Н.С. та членами РАУ - осіб, перелічених в оскаржуваних рішеннях.

З аналізу розділу Х "Перехідні положення" Закону вбачається, що установчий з'їзд адвокатів України проводиться лише один раз для прийняття рішень, визначених цими положеннями Закону.

Як уже зазначалось, за результатами проведених 06 та 15 жовтня 2012 року установчих конференцій Закарпатської та Харківської областей представниками адвокатів цих областей до складу РАУ обрано Кошеля В.В. та Веприцького С.С. відповідно.

Поряд з цим, у ході судового розгляду справи також будь-ким із заінтересованих осіб не надано суду та у матеріалах справи відсутні будь-які письмові докази щодо обрання представниками адвокатів Закарпатської та Харківської областей до складу РАУ Дурдинця В.В. та Задніпровського О.П. відповідно, які в оскаржуваних рішеннях вказані як члени РАУ, що, за переконанням суду, свідчить про відсутність у вказаних осіб передбачених відповідними положеннями Закону повноважень на прийняття рішень як представниками, обраними установчими конференціями адвокатів регіонів.

Крім того, у ході судового розгляду справи будь-ким із заінтересованих осіб не надано суду та у матеріалах справи відсутні будь-які письмові докази щодо скликання розширених, у тому числі позачергового, засідань РАУ на 28 листопада 2012 року (місто Одеса), на 11 грудня 2012 року (місто Житомир) та на 22 січня 2013 року (місто Київ) саме за пропозицією більше як однієї п'ятої від загального складу членів РАУ, а також щодо прийняття рішення про утворення саме організаційного бюро зі скликання РАУ, як це передбачено ч. 5 ст. 55 Закону.

Разом з тим, у матеріалах справи міститься копія листа від 03 січня 2013 року № 349 за підписом голови НААУ, РАУ Ізовітової Л.П., адресованого головам КДКА областей, АРК, міста Києва, міста Севастополя, у якому, зазначено, зокрема, що на даний час РАУ рішення про скликання з'їзду адвокатів України не приймала, як і не визначала квоту представництва, порядок висування та обрання делегатів з'їзду тощо, у зв'язку з чим організація та проведення конференцій адвокатів регіонів, організація та проведення з'їзду адвокатів України (установчого з'їзду адвокатів України), що здійснюється на даний час невідповідними особами, є такими, що суперечать положенням Закону, а тому є незаконними.

В подальшому, незважаючи на викладені обставини та наявність ухвали суду від 06 лютого 2013 року з питань забезпечення адміністративного позову, якою заборонено РАУ, оргкомітету з проведення позачергового з'їзду адвокатів України, його голові та членам, а також іншим особам проводити 09 лютого 2013 року в місті Одеса з'їзд адвокатів України, призначений на підставі рішення РАУ від 28 листопада 2012 року зі змінами, внесеними рішенням РАУ від 22 січня 2013 року, інформацію про що оприлюднено в електронних засобах масової інформації, цей з'їзд все ж таки відкрито 09 лютого 2013 року в місті Одеса, а згодом, за рішенням головуючого на цьому з'їзді Авраменка Г.М., перенесено за межі міста Одеса, а саме в смт. Затока Білгород-Дністровського району Одеської області.

Факт відкриття цього з'їзду 09 лютого 2013 року в місті Одеса та проведення його в смт. Затока Білгород-Дністровського району Одеської області представник третьої особи оргкомітету з проведення позачергового з'їзду адвокатів України, відповідача-3 і відповідача-4 та представник третьої особи Висоцького В.І. не заперечували. Пояснили, що позачерговий з'їзд адвокатів України проведено в смт. Затока Білгород-Дністровського району Одеської області правомірно, у тому числі без порушень ухвали суду від 06 лютого 2013 року з питань забезпечення адміністративного позову, оскільки вказаним судовим рішенням проведення цього з'їзду заборонено в місті Одеса, а не у будь-якому іншому місті, селищі міського типу, селі тощо.



Суд категорично не погоджується з викладеними доводами представника третьої особи оргкомітету з проведення позачергового з'їзду адвокатів України, відповідача-3 і відповідача-4 та представника третьої особи Висоцького В.І., виходячи з наступних положень та обставин.

Зокрема, відповідно до ч. 5 ст. 124 Конституції України, судові рішення ухвалюються судами іменем України і є обов'язковими до виконання на всій території України.

Згідно з ч. 1 ст. 255 КАС України, постанова або ухвала суду, яка набрала законної сили, є обов'язковою для осіб, які беруть участь у справі, для їхніх правонаступників, а також для всіх органів, підприємств, установ та організацій, посадових чи службових осіб, інших фізичних осіб та підлягає виконанню на всій території України.

Оскільки ухвалою суду від 06 лютого 2013 року з питань забезпечення адміністративного позову заборонено РАУ, оргкомітету з проведення позачергового з'їзду адвокатів України, його голові та членам, а також іншим особам проводити 09 лютого 2013 року в місті Одеса з'їзд адвокатів України, призначений саме на підставі рішення РАУ від 28 листопада 2012 року зі змінами, внесеними рішенням РАУ від 22 січня 2013 року, тому, за переконанням суду, вказане судове рішення стосувалось не заборони проведення цього з'їзду у конкретному місці - місті Одеса, а взагалі його проведення як позачергового з'їзду адвокатів України.

Таким чином, позачерговий з'їзд адвокатів України, який відкрито 09 лютого 2013 року в місті Одеса та проведено в смт. Затока Білгород-Дністровського району Одеської області, суд вважає протиправним, оскільки його відкрито та проведено всупереч судовій забороні.

Як вбачається з наявних у матеріалах справи копій витягів з протоколу позачергового з'їзду адвокатів України від 09 лютого 2013 року (сmt. Затока Білгород-Дністровського району Одеської області) за підписами головуючого на цьому з'їзді Авраменка Г.М., вирішено, зокрема: 1. скасувати усі рішення, прийняті на установчому з'їзді адвокатів України, який відбувся 17 листопада 2012 року у готельному комплексі "Русь"; 2. припинити повноваження члена Вищої ради юстиції Ізовітової Л.П. відповідно до п. 8 ст. 18 Закону України "Про Вищу раду юстиції"; 3. визнати нечинними та такими, що не відповідають законодавству, всі рішення РАУ та ВКДКА, підписані, відповідно Ізовітовою Л.П. та Загарія В.М., рішення про обрання яких визнані позачерговим з'їздом адвокатів України нелегітимними та скасовані.

При цьому, у ході судового розгляду справи будь-ким із заінтересованих осіб не надано суду та у матеріалах справи відсутні будь-які письмові докази щодо скликання позачергового з'їзду адвокатів України на 02, а згодом на 09 лютого 2013 року (місто Одеса) саме на вимогу не менш як однієї десятої від загальної кількості адвокатів, включених до ЄРАУ, або не менш як однієї третини рад адвокатів регіонів, щодо прийняття рішення про утворення саме організаційного бюро зі скликання з'їзду адвокатів України, а також щодо повідомлення адвокатів про день, час і місце початку роботи з'їзду адвокатів України та питання, що вносяться на його обговорення, не пізніш як за 20 днів до дня початку роботи цього з'їзду, як це передбачено ч.ч. 4, 5 ст. 54 Закону.

З аналізу відповідних положень Закону та викладених обставин, враховуючи встановлені у ході судового розгляду справи факти невідповідності оскаржуваних рішень положенням Закону, суд прийшов до висновку, що позачерговий з'їзд адвокатів України також призначено та проведено із грубими порушеннями положень Закону.

Більше того, у матеріалах справи містяться телефонограми третьої особи Белоусова О.І., які надійшли до суду 22 та 25 лютого 2013 року, якими Белоусов О.І. повідомив, зокрема, що: він не був обраний делегатом та не приймав участі у проведенні установчого з'їзду адвокатів України, який відбувся 17 листопада 2012 року у готельному комплексі "Русь", та не був присутнім 17 листопада 2012 року у приміщенні кінотеатру "Панорама" у місті Києві; він не приймав участі особисто у прийнятті рішення РАУ від 22 січня 2013 року про призначення дати проведення позачергового з'їзду адвокатів України на 09 лютого 2013 року та не голосував у телефонному режимі за це рішення; він не приймав участі та не був присутній на цьому з'їзді, який відбувся 09 лютого 2013 року в місті Одеса та смт. Затока Білгород-Дністровського району Одеської області.



Також у матеріалах справи наявна телеграма третьої особи Будза Т.В., яка надійшла до суду 25 лютого 2013 року, якою Будз Т.В. просить врахувати, що він не брав участі в роботі оргкомітету з проведення позачергового з'їзду адвокатів України та не приймав участі в роботі цього з'їзду 09 лютого 2013 року, а 24 січня 2013 року відкликав свою згоду щодо проведення цього з'їзду.

Стосовно доводів представника третьої особи оргкомітету з проведенням позачергового з'їзду адвокатів України, відповідача-3 і відповідача-4 та представника третьої особи Висоцького В.І. щодо необхідності закриття провадження у справі у зв'язку неналежністю розгляду справи у порядку адміністративного судочинства суд зазначає наступне.

Як зазначено в ухвалах суду від 15 квітня 2013 року, прийнятих за результатами розгляду та вирішення заявлених клопотань про закриття провадження у справі, викладені доводи, за переконанням суду, є безпідставними та необґрунтованими, оскільки з аналізу відповідних положень Конституції України та КАС України, у тому числі повноважень з'їзду адвокатів України та Ради адвокатів України, суд прийшов до висновку, що вказані органи адвокатського самоврядування є суб'єктами, які здійснюють владні управлінські функції на основі законодавства, у тому числі на виконання делегованих повноважень, а тому спори стосовно їх діяльності повинні вирішуватись саме у порядку адміністративного судочинства оскільки ні Конституцією, ні законами України не встановлено інший порядок судового провадження.

Згідно з ч.ч. 1, 2 ст. 166 КАС України, суд, виявивши під час розгляду справи порушення закону, може постановити окрему ухвалу і направити її відповідним суб'єктам владних повноважень для вжиття заходів щодо усунення причин та умов, що сприяли порушенню закону. Про вжиті заходи суд повідомляється не пізніше одного місяця після надходження окремої ухвали.

У разі необхідності суд може постановити окрему ухвалу про наявність підстав для розгляду питання щодо притягнення до відповідальності осіб, рішення, дії чи бездіяльності яких визнаються протиправними.

Керуючись ст.ст. 160, 165, 166, 167 КАС України, суд -

#### **ПОСТАНОВИВ:**

1. Направити окрему ухвалу:

- до Ради адвокатів України та Вищої кваліфікаційно-дисциплінарної комісії адвокатури для вжиття дієвих заходів щодо усунення причин та умов, що сприяли порушенню Закону України "Про адвокатуру та адвокатську діяльність" в частині проведення окремими неуповноваженими особами нелегітимних засідань Ради адвокатів України від 28 листопада 2012 року (місто Одеса), від 11 грудня 2012 року (місто Житомир), та від 22 січня 2013 року (місто Київ), а також нелегітимного позачергового з'їзду адвокатів України від 09 лютого 2013 року (місто Одеса та смт. Затока Білгород-Дністровського району Одеської області);

- до Вищої кваліфікаційно-дисциплінарної комісії адвокатури для вжиття дієвих заходів щодо притягнення до дисциплінарної відповідальності Авраменка Геннадія Миколайовича, Фостюка Андрія Ярославовича, Баранської Надії Сергіївни, Дурдинця Володимира Володимировича та Задніпровського Олександра Петровича;

- Генеральному прокурору України про наявність підстав для вирішення питання про притягнення до кримінальної відповідальності Голови та членів Організаційного комітету по підготовці проведення позачергового з'їзду адвокатів України, які умисно не виконали ухвалу Окружного адміністративного суду міста Києва від 06 лютого 2013 року з питань забезпечення адміністративного позову.

2. Роз'яснити, що про вжиті заходи необхідно повідомити Окружний адміністративний суд міста Києва не пізніше одного місяця після надходження окремої ухвали.

3. Копії ухвали у повному обсязі направити (вручити) сторонам та третім особам у порядку та строки, встановлені ст. 167 КАС України.

Окрема ухвала може бути оскаржена особами, інтересів яких вона стосується.

Згідно зі ст.ст. 185, 186 КАС України, ухвала може бути оскаржена повністю або частково шляхом



дня їх прийняття, тобто є законними.

Таким чином, із дня прийняття рішень про обрання, вважаються повноважними: головою РАУ - головою НААУ (за законом) - Ізовітова Л.П.; заступниками голови РАУ - голови НААУ (за законом) - Коваль К.П. та Гвоздій В.А.; секретарем РАУ - Гречківський П.М.

Однак, як вбачається з наявних у матеріалах справи копій оскаржуваних рішень та як з'ясовано у ході судового розгляду справи, групою адвокатів України, за відсутності підстав і повноважень та у спосіб, що не передбачені відповідними положеннями Закону, організовано та у період часу із 28 листопада 2012 року по 09 лютого 2013 року проведено ряд зібрань адвокатів України, оскільки ст. 46 Закону не визначено таких організаційних форм адвокатського самоврядування як розширені, у тому числі позачергові, засідання РАУ та позачерговий з'їзд адвокатів України, за результатами яких прийнято ряд рішень, які, за переконанням суду, не можуть вважатись обов'язковими до виконання та такими, що набрали чинності, тобто є незаконними.

Так, згідно з рішенням позачергового розширеного засідання РАУ від 28 листопада 2012 року (місто Одеса), РАУ у складі головуючого Полонського Ю.М., секретаря РАУ Баранської Н.С., членів РАУ: Шевченко О.Г., Слівінського О.В., Дурдинця В.В., Смоли І.В., Замедянської Н.М., Щирого Л.О., Маланюка М.М., Белоусова О.І., Марченка І.В., Будза Т.В., Задніпровського О.П., Горощенко Л.В., Божика В.І., Атрощенко Н.А., Комарницької О.О., за участю голови РАУ Висоцького В.І., заступника голови РАУ Фостяка А.Я., вирішила, зокрема: 1. скликати, підготувати та провести позачерговий з'їзд адвокатів України; 2. визначити датою проведення позачергового з'їзду адвокатів України 02 лютого 2013 року, місцем проведення цього з'їзду місто Одеса; 3. створити оргкомітет з проведення позачергового з'їзду адвокатів України у складі: Авраменка Г.М., Висоцького В.І., Фостяка А.Я., Шевченко О.Г., Слівінського О.В., Дурдинця В.В., Смоли І.В., Замедянської Н.М., Щирого Л.О., Маланюка М.М., Белоусова О.І., Марченка І.В., Полонського Ю.М., Будза Т.В., Задніпровського О.П., Горощенко Л.В., Божика В.І., Атрощенко Н.А., Комарницької О.О., Баранської Н.С.; 4. обрати головою цього комітету Авраменка Г.М.; 5. головам рад адвокатів регіонів забезпечити проведення конференцій адвокатів регіонів щодо обрання делегатів на позачерговий з'їзд адвокатів України.

Відповідно до рішень № 1, № 2 та № 3 розширеного засідання РАУ від 11 грудня 2012 року (місто Житомир), РАУ у складі головуючого Божика В.І., секретаря РАУ Баранської Н.С., членів РАУ: Шевченко О.Г., Слівінського О.В., Смоли І.В., Щирого Л.О., Маланюка М.М., Дурдинця В.В., Скиданова К.В., Полонського Ю.М., Горощенко Л.В., Атрощенко Н.А., Комарницької О.О., за участю голови РАУ Висоцького В.І., заступника голови РАУ Фостяка А.Я., членів РАУ (в режимі електронного голосування): Марченка І.В., Будза Т.В., Замедянської Н.М., Белоусова О.І., вирішила, зокрема: 1. затвердити регламент позачергового з'їзду адвокатів України; 2. радам адвокатів регіонів провести конференції адвокатів до 13 січня 2013 року та до 13 січня 2013 року витяги з протоколів про обрання делегатів з'їзду надіслати оргкомітету з проведення позачергового з'їзду адвокатів України за адресою: Рада адвокатів Чернігівської області, вулиця Горького, 1, місто Чернігів; 3. провести збір підписів адвокатів, які підтримують вимогу про скликання та проведення позачергового з'їзду адвокатів України.

Згідно з рішенням розширеного засідання РАУ від 22 січня 2013 року (місто Київ), РАУ у складі головуючого Полонського Ю.М., секретаря РАУ Баранської Н.С., членів РАУ: Комарницької О.О., Слівінського О.В., Замедянської Н.М., Маланюка М.М., Марченка І.В., Задніпровського О.П., Божика В.І., Атрощенко Н.А., Смоли І.В., Висоцького В.І., Фостяка А.Я., членів РАУ (шляхом опитування): Шевченко О.Г., Бедь В.В., Щирого Л.О., Горощенко Л.В., Белоусова О.І., Каденко О.О., за участю членів оргкомітету з проведення позачергового з'їзду адвокатів України, вирішила, зокрема: 1. внести зміни до рішення розширеного засідання РАУ від 28 листопада 2012 року в частині визначення дати проведення позачергового з'їзду адвокатів України та визначити датою проведення цього з'їзду 09 лютого 2013 року, місцем проведення цього з'їзду місто Одеса; 2. зобов'язати голів рад адвокатів регіону повідомити делегатів позачергового з'їзду адвокатів України про дату, час і місце початку роботи з'їзду та питання, що вносяться на обговорення.



КОПІЯ

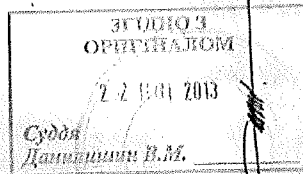
подання до Київського апеляційного адміністративного суду через Окружний адміністративний суд міста Києва апеляційної скарги протягом п'яти днів із дня отримання копії ухвали. Копія апеляційної скарги одночасно надсилається особою, яка її подає, до Київського апеляційного адміністративного суду.

Відповідно до ст. 254 КАС України, ухвала набирає законної сили після закінчення строку подання апеляційної скарги, встановленого цим Кодексом, якщо таку скаргу не було подано. У разі подання апеляційної скарги судові рішення, якщо його не скасовано, набирає законної сили після повернення апеляційної скарги, відмови у відкритті апеляційного провадження або набрання законної сили рішенням за наслідками апеляційного провадження.

Суддя

В.М. Данилишин

Ухвала у повному обсязі складена 22 квітня 2013 року



## **Annex 4 – Disciplinary decision against Vladimir Vysotsky of 5 April 2013**

### **KYIV OBLAST QUALIFICATIONS AND DISCIPLINARY COMMISSION OF THE BAR**

#### **Disciplinary Chamber**

#### **DECISION**

**05 April 2013  
Kyiv**

The Disciplinary Chamber of the Kyiv Oblast Qualifications and Disciplinary Commission of the Bar (hereinafter, the “QDCB”) has been established and operates according to the decision of the Kyiv Oblast Founding Conference of Advocates, and is composed of the following eleven members: the Chamber Chairperson Zh.V. Huseinova, N. Yu. Voronina, L.M. Hriaznova, V.T. Kachan, Ye.S. Lisnychenko, O.M. Malinevsky, T.O. Olkova, M.H. Ochkolda, O.M. Pavlov, A.A. Sytsko, and O.V.Foya.

The QDCB Disciplinary Chamber has consolidated and heard the following disciplinary cases:

- (1) The disciplinary case instituted on **18.02.2013** by the QDCB Disciplinary Chamber against **Volodymyr Ivanovych VYSOTSKYI** following the inquiry undertaken by the QDCB Disciplinary Chamber member M.H. Ochkolda with regard to the information put forward in the Separate Order made by the Uzhgorod City District Court in Zakarpattia Oblast of 26 November 2012 following the hearing of the civil case brought by Volodymyr Ivanovych VYSOTSKYI against Oleksiy Andriyovych FAZENKOSH, Petro Fedorovych NEMESH and Ninel Stepanivna MASIAK seeking the protection of honour, dignity and business reputation and compensation of moral damages.
- (2) The disciplinary case brought on **18.02.2013** by the QDCB Disciplinary Chamber against **Volodymyr Ivanovych VYSOTSKYI** following the inquiry undertaken by the QDCB Disciplinary Chamber member M.H. Ochkolda with regard to the information presented in the memorandum filed by Zakarpattia Oblast Advocates Oleksiy Andriyovych FAZENKOSH, Ninel Stepanivna MASIAK and Petro Fedorovych NEMESH of 09 January 2013, complaining about the actions of the former Chairman of the High Qualifications Commission of the Bar of Ukraine at the Cabinet of Ministers of Ukraine (hereinafter, the “HQCB”) Advocate Volodymyr VYSOTSKYI, which violate *The Oath of the Advocate* and *The Rules of the Advocate’s Ethics*.

The QDCB Disciplinary Chamber, composed of the Chamber Chairperson Zh.V. Huseinova, N.Yu. Voronina, L.M. Hriaznova, V.T. Kachan, O.M. Malinevsky, T.O. Olkova, M.H. Ochkolda, O.M. Pavlov, A.A. Sytsko, and O.V.Foya, heard this disciplinary case at its meeting on 04 April 2013 and adjourned till 05 April 2013.

The QDCB Disciplinary Chamber, composed of the Chamber Chairperson Zh.V. Huseinova, L.M. Hriaznova, V.T. Kachan, Ye.S. Lisnychenko, O.M. Malinevsky, T.O. Olkova, M.H. Ochkolda, O.M. Pavlov, A.A. Sytsko, and O.V.Foya, resumed the hearing of this disciplinary case at its meeting on 05 April 2013.

The Reporter at the QDCB Disciplinary Chamber meeting was **M.H. Ochkolda**.

The QDCB Disciplinary Chamber, having heard the Reporter M.H. Ochkolda, Advocate I.V. Vysotskyi, his representative O.O. Romanov, and having examined the disciplinary case files,

#### **HAS FOUND the following:**

Volodymyr Vysotskyi practices law based on Advocate’s Certificate No. 21 of 31 March 1994 issued by Sevastopol City Qualifications and Disciplinary Commission of the Bar (QDCB).

Advocate Vysotskyi occupied the post of the Chairman of the High Qualifications Commission of the Bar of

Ukraine at the Cabinet of Ministers of Ukraine (HQCB) from 23.11.2007 to 19.11.2012. He was elected to the HQCB as a representative of the Sevastopol City QDCB.

On 31 January 2013, the Kyiv Oblast QDCB received a letter from the Chairman of the High Qualifications and Disciplinary Commission of the Bar (HQDCB) V.M.Zaharia, informing it of the disciplinary proceeding instituted to examine the information presented in the memorandum filed by the Chairperson of Zakarpattia Bar Council Ninel Masiak and the Chairperson of Zakarpattia QDCB of the 7th convocation Petro Nemesh of 09 January 2013, and in the Separate Order of the Uzhgorod City District Court in Zakarpattia Oblast of 26 November 2012, proposing to address the issue of disciplinary liability of Advocate Vysotskyi.

On instruction from the QDCB Disciplinary Chamber Chairperson, the Chamber member Mykola Ochold has inquired into the matter.

It was noted in Ocholda's report at the QDCB Disciplinary Chamber meeting, regarding the substance of violations specified in the Separate Order of the court (upheld by the Zakarpattia Oblast Appeal Court in its decision of 07.02.2013) and in the memorandum submitted by the advocates, that Advocate Vysotskyi violated the Oath and disrespected the norms of the advocate's ethics with regard to other advocates and therefore he breached the guarantees of the bar self-governance as stipulated in the Law and *The Rules of the Advocate's Ethics*. Specifically, it was found that Advocate Vysotskyi, while being elected the HQCB Chairman, posted his own statements on the official HQCB website, in which he called on advocates in various regions of Ukraine to hold the regional founding conferences of advocates despite the decisions of the QDCBs in oblasts which were charged with the responsibilities to take organizational and technical (logistical) steps necessary to hold such conferences pursuant to the Transitional Provisions of *The Law on the Bar and Advocate's Activity (The Bar Act)*. In his statements, he expressed his personal position regarding the legitimacy of decisions made by certain QDCBs in oblasts and called on not to comply with those decisions, in particular, by "ignoring the court injunction orders." The inquiry has also found that Advocate Vysotskyi violated *The Oath of the Ukrainian Advocate* and *The Rules of the Advocate's Ethics* on 17.11.2012 by calling on to ignore the participation of registered delegates in the Ukrainian founding congress of advocates, the logistical support of which was the responsibility of the HQCB according to the Law, and to hold the so-called alternative congress of advocates. Furthermore, after the so-called alternative congress, he handed over *The Regulations (Bylaws) on the Zakarpattia Bar Council*, bearing the HQCB seal and his signature, to certain advocates, including L.Yu. Herasko who tried to register it in *The State Register of Legal (Corporate) Entities and Individual Entrepreneurs* through the state registrar at the Executive Committee of the Uzhgorod City Council. Advocate Vysotskyi also publicized a number of articles and interviews through the Internet-publications on the sites of *Yurydychna Praktyka* and *YurLiga*, including those dated 25.12.2012, in which he actually called on the Ukrainian advocate community to sabotage the decisions of the Founding Congress of Advocates of Ukraine of 17 November 2012 as well as the decisions of the Ukrainian National Bar Association and the Ukrainian Bar Council.

In his explanations, Advocate Vysotskyi noted that the findings presented in the inquiry reports were not accurate. As to the allegation regarding the use of the website to publicize his views, there was no restriction on posting publications on the site. He also argued that there were many statements publicized on the site in the period between 08.10.2012 and 15.11.2012, and not only those with his signature. P.F. Nemesh and O.A. Fazekosh also posted their publications on the site. He made no statements discrediting the Bar; he only published the letter of address dated 03.10.2012 because he was instructed to do so. There was no bylaw that regulated the use of the site. The site posted various materials. The court order didn't specify which statements of his were examined. The findings made by the court were implausible and unsubstantiated. He didn't make the statements specified in the court order; he addressed the Ukrainian advocates only on 03.10.2012. Advocate Vysotskyi noted that he should not be made disciplinary liable for expressing his personal position. He acted in line with the HQCB decision which approved the rules of procedure for the conferences of advocates. He never called on to not comply with the court decisions. His position is that the judiciary may not interfere with the bar self-governing. The arguments put forward in the separate order that he interfered with the bar self-governing are nonsense.

Upon hearing the case, it has been found that Advocate Volodymyr Vysotskyi violated *The Oath of the Ukrainian Advocate* and *The Rules of the Advocate's Ethics* during the holding of the Founding Congress of Advocates of Ukraine scheduled by the HQCB to be held on 17.11.2012 at the conference hall of *Rus Hotel* in Kyiv with the appropriate announcement posted on the HQCB website and in mass media, and personal



invitations signed by V. Vysotskyi as the HQCB Chairman sent to the congress delegates. The date and place of the founding congress were approved and the delegates were invited twenty days before the congress as required by the Transitional Provisions of *The Law on the Bar and Advocate's Activity (The Bar Act)* No. 5076-VI of 5 July 2012, entered into force on 16 August 2012.

On 17.11.2012, the day of the Founding Congress of Advocates of Ukraine, when the delegates were registering and taking their seats in the conference hall of *Rus Hotel* in Kyiv before the beginning of the congress, which was supposed to start at 11 am, V.I. Vysotskyi called on the delegates to ignore this congress and register at a different place through the so-called alternative registration on the second floor of the hotel. He also initiated the so called "alternative founding congress" of advocates in another place – *Panorama Movie Theater* in Kyiv. By doing so, Vysotskyi directly breached both *The Rules of the Advocate's Ethics*, aiming to split the bar and the bar self-governing, and the Law regarding the place of the congress which is to be announced to all advocates of Ukraine and the congress delegates twenty days in advance.

Furthermore, following the "alternative congress," V.I. Vysotskyi handed over *The Regulations (Bylaws) on the Zakarpattia Bar Council*, bearing the HQCB seal and his signature, to certain advocates, including L.Yu. Herasko who tried to register it in *The State Register of Legal (Corporate) Entities and Individual Entrepreneurs* through the state registrar at the Executive Committee of the Uzhgorod City Council.

These actions of V.I. Vysotskyi were inconsistent with the law because the Founding Congress of Advocates of Ukraine, held in *Rus Hotel*, had set up the Ukrainian National Bar Association, the Ukrainian Bar Council, and the High Qualifications and Disciplinary Commission of the Bar (HQDCB). The Charter of the National Bar Association was registered on 19 November 2013. Therefore, the bylaws of regional bar councils, including *The Regulations (Bylaws) on the Zakarpattia Bar Council* could have been submitted to the registrar only after being signed by the National Bar Association Chairperson L.P. Izovitova.

Therefore, Vysotskyi had committed unauthorized actions and violated the Law and *The Rules of the Advocate's Ethics*.

The former HQCB Chairman V.I. Vysotskyi posted his own statements on the official HQCB website, calling on advocates in various regions of Ukraine to hold the regional founding conferences of advocates despite the decisions of the QDCBs in oblasts which were charged with the responsibilities to take logistical steps necessary to hold such conferences pursuant to the third subparagraph of paragraph 5 of the Transitional Provisions of *The Law on the Bar and Advocate's Activity (The Bar Act)*. Furthermore, in those statements, V.I. Vysotskyi, while holding the post of the HQCB Chairman, expressed his personal position regarding the legitimacy of decisions made by certain QDCBs in oblasts (Donetsk, Kharkiv, Kyiv and Zakarpattia) referring to them as illegal, and called on not to comply with those decisions in an unacceptable manner, in particular, by "ignoring the court injunction orders," which appears to constitute an incitement to disrespect the court decisions.

Given the office then occupied by I.V. Vysotskyi and his profession of advocate, such statements can't be acceptable. According to Article 43 of *The Bar Act*, the bar self-governance is based on the principles of electivity, publicity, decisions made the bar self-governance bodies being binding on all advocates, accountability, and a ban for the bar self-governance bodies to interfere in the advocate's professional activity. Pursuant to Article 46 of *The Bar Act*, the organizational forms of bar self-governance include the regional conferences of advocates, regional bar councils, the Bar Council of Ukraine, and the Congress of Advocates of Ukraine. The bar self-governance is implemented through the activities of the regional conferences of advocates, the regional bar councils, the qualifications and disciplinary commissions of the bar, the High Qualifications and Disciplinary Commission of the Bar, the regional audit commissions of advocates, the High Audit Commission of the Bar, the Bar Council of Ukraine, and the Congress of Advocates of Ukraine. Decisions of these bodies are binding on all advocates in Ukraine. The quota principle of representing delegates at the regional conference of advocates is set forth by Article 47 of *The Bar Act*, and for the period of Transitional Provisions of *The Bar Act*, the regional qualifications and disciplinary commissions, and not the HQCB, were charged with these organizational matters, while the HQCB itself, and more importantly not Advocate Vysotskyi as the HQCB Chairman, was required to provide organizational support only for the Founding Congress of Advocates of Ukraine.

Furthermore, the use of the HQCB official website to publicize personal statements and opinions, and not the



position of the HQCB, given their substance, had discredited the HQCB as a collegial body with clearly defined powers.

Pursuant to Article 64 of *The Rules of the Advocate's Ethics* approved by the HQCB on 01 October 1999 (Minutes No. 6/VI of 1-2 October 1999), the relations among advocates should be based on the principles of collegiality, mutual respect among advocates, respect to professional rights of advocates and basic principles of advocate's ethics as set forth in these rules.

Pursuant to Article 65 of the Rules, an advocate should not make expressions concerning other advocates that may humiliate their honour and dignity or disseminate knowingly false information about them, etc. In the light of the above circumstances, also described in the Separate Order of the Uzhgorod City District Court in Zakarpattia Oblast of 26.11.2012, the actions of the former HQCB Chairman Volodymyr Vysotskyi constitute the form of interference in the regional bar self-governance – the right guaranteed by the State for the advocates, enabling them to independently decide on the matters relating to the organization and activity of the bar in the manner prescribed by the law (Article 1(1)(3) of *The Bar Act*).

The violations identified by the court are conducive to disrespect of the guarantees for the bar self-governance, an important component of the independent self-governed institution – the Ukrainian Bar (Article 2 of *The Bar Act*). Furthermore, as the court noted, Advocate Vysotskyi breached Article 34(2)(4) of *The Bar Act* by not complying with the decisions of the bar self-governance bodies.

In his explanations, Advocate Vysotskyi also argued that the Kyiv Oblast QDCB can't hear this case because, pursuant to Article 33(3) of *The Bar Act*, the disciplinary proceedings against an advocate are carried out by the QDCB whose jurisdiction covers the address of the working place of the advocate as indicated in *The Unified Register of the Ukrainian Bar*. V.I.Vysotskyi stated that according to *The Unified Register of the Ukrainian Bar*, his working address is Apt. 1, Bldg. 19, Lenina Street, Sevastopol.

While hearing this disciplinary case, it was found that Advocate Vysotskyi's statement alleging the lack of jurisdiction of the Kyiv Oblast QDCB to hear this case is not correct and is inconsistent with the decisions of the bar self-governance bodies, specifically the Ukrainian Bar Council, adopted to secure the implementation of its powers in accordance with *The Bar Act*.

In particular, pursuant to Article 4(4.4) of *The Rules of Procedure for the Regional QDCB* approved by the Ukrainian Bar Council Decision No. 77 of 16 February 2013, it is up to the HQDCB to decide where to review the matters of disciplinary liability of advocates whose whereabouts are different than the working place indicated in *The Unified Register of the Ukrainian Bar* or whose working addresses are located in the regions where the QDCBs are in the process of setting up or their charter documents (or bylaws) have not been approved and registered by the State.

Pursuant to Article 50(10) and (11) of *The Bar Act*, the QDCB is a legal entity and acts in accordance with this Law, other laws of Ukraine and the regulations (bylaws) on the qualification and disciplinary commission of the bar. The charter document of QDCB is the regulations (bylaws) on the qualification and disciplinary commission of the bar approved by the Ukrainian Bar Council.

It was found during the hearing of the case that the Ukrainian Bar Council hadn't approved *The Regulations (Bylaws) on the Sevastopol City QDCB*. That's why the HQDCB had legitimately selected the place for hearing this case and the respective QDCB, specifically the Kyiv Oblast QDCB.

Given the considerations stated above and being guided by Article 32(1)(4) and (2)(1) and (4), Article 35(1)(3), and Article 41 of *The Bar Act*, the Disciplinary Chamber

**HAS DECIDED the following:**

Advocate Volodymyr Ivanovych VYSOTSKYI shall be made disciplinary liable.

Impose on Volodymyr Ivanovych VYSOTSKYI the disciplinary penalty of depriving him of the right to practice as an advocate and strike him off *The Unified Register of the Ukrainian Bar* for the violation of *The Oath of the*

*Advocate and The Rules of the Advocate's Ethics.* Vysotskyi's right to practice as an advocate shall be discontinued by cancelling his Advocate's Certificate No.21 of 31.03.1994 issued by the Sevastopol City Qualifications and Disciplinary Commission of the Bar.

This decision can be appealed within thirty days of the day of its adoption to the High Qualifications and Disciplinary Commission of the Bar or a court.

[Signature]

Zh.V. Huseinova

Chairperson  
Disciplinary Chamber  
Kyiv Oblast Qualifications and Disciplinary Commission of the Bar

[Seal]